

Les atteintes à la liberté du travail
et les art. 414 et 415 du Code pénal

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Mardi 1^{er} Mai 1934 à 14 h. 30

PAR

Maurice REGNAULT

*Attaché au Parquet général de Nancy
Avocat stagiaire à la Cour*

MEMBRES DU JURY :

Président. . . .	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs . . .	SIMONNET, professeur.
	DE MENTHON, professeur.

REIMS

MATOT-BRAINE, Imprimeur-Libraire-Editeur

2, Rue du Cadran-Saint-Pierre et 9, Rue de l'Ecu

1934

Les atteintes à la liberté du travail
et les art. 414 et 415 du Code pénal

Les atteintes à la liberté du travail
et les art. 414 et 415 du Code pénal

THÈSE

POUR LE DOCTORAT EN DROIT

présentée et soutenue le Mardi 1^{er} Mai 1934

PAR

Maurice REGNAULT

*Attaché au Parquet général de Nancy
Avocat stagiaire à la Cour*

MEMBRES DU JURY :

Président.	MM. HENRY, professeur.
Assesseurs	SIMONNET, professeur.
	DE MENTHON, professeur.

REIMS

MATOT-BRAINE, Imprimeur-Libraire-Editeur
2, Rue du Cadran-Saint-Pierre et 9, Rue de l'Ecu

1934

FACULTÉ DE DROIT DE NANCY

Doyen : M. SENN (*, I. ☉).

Doyens honoraires : MM. F. GÉNY (O. *, I. ☉), MICHON (*, I. ☉).

Professeurs honoraires :

MM. MAY (*, I. ☉).

CARRÉ DE MALBERG (*, I. ☉).

ROLLAND (I. ☉).

MOREL (I. ☉).

GÉNY (F.) (O. *, I. ☉).

Maître de conférences honoraire : M. MÉLIN (I. ☉), docteur en Droit.

MM. GÉNY (O. *, I. ☉), professeur de Droit civil.

MICHON (*, I. ☉), professeur de Droit romain.

BROCARD (*, I. ☉), professeur d'Economie politique.

SENN (*, I. ☉), professeur de Droit romain.

RENARD (I. ☉), professeur de Droit public.

HENRY (I. ☉), professeur de Droit criminel.

KRÖLL (I. ☉), professeur d'Histoire du Droit.

LALOUEL (I. ☉), professeur de Droit international public et privé.

LESCOT (I. ☉), professeur de Droit commercial.

SIMONNET (I. ☉), professeur de Droit civil.

VOIRIN (I, A. ☉), professeur de Droit civil.

TROTABAS (I, A. ☉), professeur de Droit administratif et de
Législation financière.

PARISOT (A. ☉), professeur de Droit civil.

DE MENTHON, professeur d'Economie politique.

DURAND, agrégé de Droit privé.

MARCHAL, docteur en Droit, chargé de cours d'Economie politique.

BURDEAU, docteur en Droit, chargé de cours de Droit public.

GÉNY (B.), docteur en Droit, chargé d'enseignement.

BERTRAND (I. ☉), secrétaire.

*La Faculté n'entend ni approuver, ni désapprouver les opinions
particulières du candidat.*



A MES PARENTS

*En témoignage
de reconnaissance et d'affection.*

A MA SŒUR

A TOUS CEUX QUI ME SONT CHERS

A MON PRESIDENT DE THESE

MONSIEUR LE PROFESSEUR HENRY

INTRODUCTION

Le développement du machinisme a eu pour effet de provoquer la concentration de capitaux destinés à permettre l'installation du coûteux outillage réclamé par la production moderne.

Par un mouvement parallèle, il a amené la transformation du petit atelier où patron et ouvriers étaient réunis pour l'accomplissement d'une même tâche, en une entreprise douée de possibilités de production considérable et utilisant un nombreux personnel dirigé par des intermédiaires, eux-mêmes aux ordres d'un Conseil d'administration, sans contact direct avec lui. C'est ainsi qu'est née la grande industrie dont la forme juridique est la Société anonyme.

Les ouvriers qui étaient autrefois continuellement en rapport avec leurs patrons, se sont trouvés en face des innombrables actionnaires de la Société anonyme, dont la seule préoccupation était le rapport des capitaux investis dans l'entreprise. De la sorte, une opposition ne tarda pas à se produire entre le capital, d'une part, et le travail d'autre part, opposition dont la manifestation la plus grave est la grève ou le lock-out, selon que la cessation du travail a été provoquée par les ouvriers ou par les patrons.

Comment faut-il résoudre cet antagonisme ?

Faut-il « laisser faire », admettre un système de liberté absolue, les lois économiques se chargeant de maintenir l'équilibre entre les prétentions opposées, où faut-il réglementer, instituer des juridictions chargées de régler ces différents, c'est-à-dire faire intervenir la puissance de l'Etat entre ces deux forces opposées ? Les deux systèmes sont soutenus et sont actuellement appliqués.

C'est ainsi, par exemple, que suivant les doctrines de l'Italie fasciste, le travail sous toutes ses formes, étant un devoir social et la propriété privée des entreprises devant être subordonnée à l'intérêt national, la production et le travail sont réglementés, par le syndicat patronal et le syndicat ouvrier reconnus par l'Etat (1). Dans ce but, le pouvoir leur a été en effet reconnu de donner force de loi aux conventions collectives passées par eux. D'autre part, la grève et le lock-out susceptibles de léser l'intérêt national (2) sont interdits ; en cas de conflit, une juridiction spéciale, la magistrature du travail, étant chargée de donner une solution par une sentence obligatoire.

Notre droit, dérivé des principes de la Révolution Française et inspiré, en matière économique, de ceux de l'Ecole Libérale, consacre par contre un système opposé, ayant la liberté pour base. Les rapports entre employeurs

(1) Art. 2 et 7 de la charte du travail (21 avr. 1927).

(2) La Russie soviétique comporte une réglementation analogue (il n'existe cependant pas de magistrats du travail) reposant sur un syndicat ouvrier unique et obligatoire (les syndicats patronaux ne sont pas théoriquement prohibés, mais n'ont pas d'existence légale).

et ouvriers sont absolument libres, l'Etat n'intervenant qu'en cas de conflit, par une tentative de conciliation d'ailleurs facultative et dépourvue de sanctions (1).

Il faut cependant remarquer que le conflit de l'issue duquel l'Etat se désintéresse presque entièrement, pose un problème difficile à résoudre. En effet, par sa nature même, tout conflit du travail implique l'exercice d'une contrainte. Or, la contrainte est en contradiction formelle avec le principe de liberté individuelle qui est à la base de notre législation. La liberté individuelle devra-t-elle céder le pas à la nécessité de cette contrainte, ou sera-t-elle protégée de manière à réduire cette dernière au strict minimum ? Question d'autant plus grave que dans le cas envisagé la liberté individuelle se manifeste par la liberté pour l'individu de travailler ou de ne pas travailler, c'est-à-dire qu'elle touche à un point capital, en particulier pour les classes ouvrières qui, par suite de l'absence de richesses accumulées, doivent au travail quotidien leur seul moyen de subsistance. Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la solution donnée par notre droit soit en faveur de la liberté du travail qu'il protège, en édictant des sanctions pénales contre ceux qui y portent atteinte.

Etudier précisément l'étendue de cette protection pénale, tel est l'objet que nous nous proposons.

(1) Loi du 27-12-1892, devenue les art. 104 et suivants du livre IV du Code du travail.

HISTORIQUE

Avant de passer à l'étude du délit d'entrave à la liberté du travail, il est nécessaire par un rapide historique de rechercher comment était protégée cette liberté dans les temps passés.

Il importe tout d'abord de remarquer que le principe de la liberté du travail qui domine actuellement toute notre législation économique se rattache aux principes proclamés par la Révolution.

Avant cette époque en effet, la doctrine dominante estimait nécessaire une réglementation stricte de l'activité de chaque profession : c'était le régime des corporations.

Les corporations étaient nées spontanément au moyen âge. Leur but était de protéger les maîtres contre les bouleversements provenant d'inventions nouvelles, de remédier au chômage par la réglementation du nombre des apprentis, des compagnons et des maîtres nécessaires à chaque métier, et de ne permettre que la concurrence de la perfection, chacun étant placé dans les mêmes conditions de travail.

La corporation était organisée, elle avait ses organes de direction et ses organes de contrôle. L'assemblée générale établissait et revisait les statuts, tandis que des officiers généralement élus étaient chargés de vérifier

l'exécution de ces règlements. Ces assemblées générales comprenaient parfois des compagnons, mais c'était exceptionnel. Généralement elles n'étaient composées que de maîtres qui seuls avaient la direction de la corporation et pouvaient être chargés des vérifications. Dans ce cas ils portaient le nom de gardes et jurés, de syndics ou de prud'hommes jurés.

Le travail était réglementé, les statuts indiquaient non seulement le nombre des apprentis et des compagnons, mais leurs conditions de travail : durée de la journée, nombre de jours ouvrables ; ils réglaient également les questions salariales. Les modes de fabrication étaient strictement réglementées dans le but d'éviter les fraudes ou les falsifications, ce qui eut pu porter atteinte au bon renom de la corporation.

Le pouvoir politique, roi ou seigneur, reconnut rapidement ces corporations dont la formation avait été spontanée. Cette reconnaissance était d'ailleurs une source de revenus pour lui, car cette sorte d'homologation des statuts servait de motif à la perception d'une taxe. Cette reconnaissance offrait en outre un grand intérêt pour les artisans de métier qui en étaient l'objet, car elle leur conférait le monopole de fabrication et de vente. Le monopole ainsi reconnu était dit métier juré parce que l'on y entraît par un serment.

Du fait de ce monopole, les différents métiers avaient leur champ d'activité rigoureusement délimité, c'est pourquoi afin de permettre à chacun de gagner sa vie, il importait de limiter la production aux besoins de la consommation. Dans ce but le privilège d'exercer le métier

était soumis à certaines conditions. Pour pouvoir ouvrir boutique il fallait témoigner de sa capacité professionnelle et faire un apprentissage souvent très long. Le futur maître était d'abord apprenti, puis il devenait compagnon, et après avoir exécuté le chef-d'œuvre qui devait démontrer une connaissance complète du métier, il passait maître, non sans avoir versé d'ailleurs un droit d'entrée à la communauté. A ce moment seulement il avait le droit de s'établir à son propre compte et par conséquent de concurrencer les gens de même métier que lui.

Malheureusement ce système d'organisation professionnelle ne tarda pas à s'altérer. Les maîtres en possession de leur métier cherchèrent à défendre leur privilège contre les nouveaux venus susceptibles de prendre une partie de la clientèle et d'autre part s'efforcèrent de réserver l'accès de la maîtrise à leurs fils ou à leurs gendres. Ceux-ci bénéficièrent toujours en effet d'un traitement de faveur, ils étaient dispensés du chef-d'œuvre et ne devaient faire qu'un stage d'apprenti de courte durée ; leur situation privilégiée fut encore améliorée par l'insertion dans les statuts de la corporation de conditions très onéreuses, ce qui avait pour effet de réserver l'exercice du métier aux riches et de l'interdire aux compagnons, nos ouvriers actuels. Le principe corporatif se trouva d'ailleurs faussé par ces pratiques puisqu'on accédait à la maîtrise non par le mérite mais par la fortune et la naissance.

Quoiqu'il en soit, ces corporations qui se doublaient généralement de confréries religieuses, un peu comparables aux sociétés de secours mutuels modernes et destinées à venir en aide aux membres nécessiteux, constituèrent

une solide organisation professionnelle ayant une autorité très grande sur les membres des différents métiers. On comprend facilement dans ces conditions que le pouvoir royal soit intervenu pour la contrôler. Il faut cependant attendre le milieu du XIV^e siècle pour voir apparaître une tentative de réglementation générale de sa part.

La peste noire ayant décimé la population, les artisans en profitaient pour augmenter dans des proportions considérables le taux de leur salaire. Jean le Bon intervint par une ordonnance de février 1351 pour taxer les marchandises et fixer un maximum de salaires ; il ouvrait en outre largement l'accès de tous les métiers « pourvu que l'œuvre soit bonne et loyale ». Mais il faut remarquer que cette réglementation ne concernait que le domaine royal.

Après la guerre de cent ans, l'industrie et le commerce étant compromis, Charles VII et Louis XI s'efforcèrent de les rétablir. Dans ce but, ils octroyèrent la franchise commerciale à certaines villes, ils rétablirent ou instituèrent les foires périodiques, mais surtout ils favorisèrent les groupements professionnels et fortifièrent les privilèges des corporations.

Cependant le régime corporatif s'il était fort développé dans certaines régions était loin de former la règle générale. Les campagnes échappaient à cette organisation et les bourgs et les petites villes ne comptaient que peu de maîtrises et jurandes. Et même dans les villes de métiers jurés ceux-ci ne formaient pas la majorité. Généralement seuls, les quatre métiers, dits de danger, c'est-à-dire ceux d'apothicaire, de chirurgien, d'orfèvre et de serrurier et les commerces touchant à l'alimentation, rentraient dans cette catégorie.

Il faut toutefois remarquer que ces métiers libres offraient bien des ressemblances avec les métiers jurés, souvent en effet ils étaient constitués en communauté et avaient leurs statuts. Les principales caractéristiques étaient l'absence de monopole et la faculté pour quiconque d'exercer le métier. Ce dernier était cependant organisé mais il n'y avait pas d'autorité corporative. Dans certaines villes telles que Lyon, Dijon ou Poitiers, c'était la municipalité qui jouait ce rôle.

La royauté voyant dans l'organisation corporative un élément d'ordre et de paix sociale et aussi une source d'appréciables profits fiscaux s'efforça de la développer. Un édit d'Henri III de 1581 ordonna d'ériger en jurande tous les métiers et sous prétexte de supprimer certains abus plaça les corps de métiers sous la surveillance directe de la royauté. Henri IV renouvela ces dispositions dans un édit de 1597, étendant aux marchands le régime corporatif jusqu'ici réservé aux seuls artisans. Il faut cependant attendre l'époque de Louis XIV pour voir se généraliser l'organisation des métiers en jurande. Par l'édit du 13 mars 1673, Colbert imposa cette organisation à toutes les villes et bourgades du royaume. Ce fut d'ailleurs dans un but fiscal afin de permettre le financement de la guerre de Hollande.

Dans un semblable système de production il n'y avait pas place pour le travail indépendant et moins encore pour toute tentative de modification unilatérale de l'ordre établi. La grève ou le lock-out, ou plutôt ce que nous nommons ainsi aujourd'hui était prohibée et sévèrement réprimée. C'est ainsi que Beaumanoir écrit dès le

XIII^e siècle que « si tost comme teus alliances (les coalitions ouvrières) viennent à la connaissance du souverain et autres seigneurs, ils doivent jeter les mains à toutes les personnes qui se sont assentuées à teus alliances et tenir en longue prison et destroite ; et quand ils ont eu longue peine de prison l'on put lever de chacun personne LX sols d'amende » (1).

Trois siècles plus tard, par l'ordonnance de Villers-Cotterets de 1539, François I^{er} interdisait aux compagnons toute manière de confrérie, serment, monopole, assemblée « tric, qui est le mot par lequel ils laissent l'œuvre » et exigeait qu'ils préviennent le maître huit jours avant de quitter son atelier. Ces dispositions sont encore reproduites dans l'édit « perpétuel et irrévocable » de Mai 1571.

La royauté intervient donc pour permettre aux patrons à qui elle a concédé l'exercice exclusif d'un métier d'user normalement de ce droit. Mais la transformation de l'industrie qui commence à s'opérer au XVIII^e siècle devait amener une recrudescence de troubles ouvriers et en particulier causer de nombreuses grèves. En 1744 notamment, une grève d'une gravité particulière éclata à Lyon où les grévistes se rendirent maîtres de la rue et provoquèrent de graves désordres. Aussi en 1749 un édit fit de nouveau défense « à tout compagnon et ouvrier de s'assembler sous prétexte de confrérie ou autrement cabaler entre eux pour se placer les uns les autres chez les maîtres ou pour en sortir, ni d'empêcher de quelque manière que

(1) Coutume de BEAUVOISIS, chap. XXX, cité par POUGET, *La grève*, p. 6.

ce soit les dits maîtres de choisir eux-mêmes leurs ouvriers, sous peine de cent livres contre les dits compagnons et ouvriers ».

En même temps que cette transformation économique provoquait des troubles ouvriers, elle faisait apparaître nettement les vices du système corporatif dont la réglementation méticuleuse imposait la routine et empêchait tout progrès dans la fabrication. D'ailleurs la royauté elle-même en avait aperçu les inconvénients puisque les « manufactures » qui avaient été établies à son instigation et qui étaient les premières manifestations de la grande industrie échappaient à l'organisation corporative, tout en restant protégées cependant par les rigoureuses prohibitions édictées contre les grèves. Malgré ces exceptions l'esprit d'invention et de progrès restait paralysé, les statuts de chaque métier, accumulant en outre les difficultés d'accès à la maîtrise, décourageaient les vocations.

C'est pourquoi au début du règne de Louis XVI s'imposa l'idée de réformer un pareil système qui ne comportait de liberté à aucun échelon. Turgot devait, en effet, en février 1776 établir le principe nouveau de la liberté du travail dans son célèbre édit « portant suppression des jurandes ».

Le préambule de cet édit indique clairement quel était l'esprit de cette réforme.

« Dieu, indiquait-il, en donnant à l'homme des besoins, en lui rendant nécessaire la ressource du travail, a fait du droit de travailler la propriété de tout homme, cette propriété est la première, la plus sacrée, la plus impres-

criptible de toutes. Nous regardons comme un des actes les plus dignes de notre bienfaisance d'affranchir nos sujets de toutes les atteintes portées à un droit inaliénable de l'humanité. Nous voulons en conséquence abroger ces institutions arbitraires qui ne permettent pas à l'individu de vivre de son travail, qui éteignent l'émulation de l'industrie, rendent inutiles les talents de ceux que les circonstances excluent d'une communauté et qui surchargent l'industrie d'un impôt énorme, onéreux aux sujets, et sans aucun fruit pour l'état. »

« Nous devons, ajoutait-il, à tous nos sujets, de leur assurer la jouissance pleine et entière de leurs droits, nous devons surtout cette protection à cette classe d'hommes qui, n'ayant de propriété que leur travail et leur industrie, ont d'autant plus le devoir et le droit d'employer dans toute leur étendue les seules ressources qu'ils aient pour subsister. Nous avons vu avec peine les atteintes multiples qu'ont donné à ce droit naturel des institutions, anciennes à la vérité, mais que ni le temps, ni l'opinion, ni les actes, même émanés de l'autorité qui semble les avoir consacrées, n'ont pu légitimer ».

L'édit supprime en conséquence les corporations et proclame que chacun pourra exercer tel métier qui lui conviendra. « Il sera libre à toute personne, dit l'article premier, de quelque qualité et condition qu'elle soit, même à tous étrangers..., d'embrasser et d'exercer dans tout notre royaume, telle espèce de commerce et telle profession d'arts et métiers que bon leur semblera, même d'en réunir plusieurs, à l'effet de quoi nous avons éteint et supprimé, éteignons et supprimons tous les corps et commu-

nautés de marchands et artisans, ainsi que les maîtrises et jurandes. »

Les privilèges donnés à ces communautés sont également abrogés et nul ne pourra être troublé dans l'exercice de son commerce et de sa profession en raison des statuts et règlements qui les régissaient. Et, afin d'empêcher les intéressés de porter au principe toute atteinte directe ou indirecte, l'édit interdisait à tous, maîtres, compagnons, ouvriers et apprentis, de former aucune association ou assemblée sous quelque prétexte que ce puisse être.

Cet édit, inspiré par les abus de la réglementation corporative et par les idées des philosophes du XVIII^e siècle, proclamait ainsi dans le monde du travail le même principe de liberté que la Révolution allait généraliser dans le domaine politique et social.

La tentative de Turgot échoua devant la résistance du Parlement, protecteur des privilèges par esprit d'opposition à la royauté et hostile systématiquement à toutes nouveautés et aussi devant l'opposition de ceux-là mêmes qui étaient les bénéficiaires de la réforme.

Le Parlement se faisant l'écho de tous les égoïsmes lésés refusa d'enregistrer l'édit, pour les motifs suivants que résumait ainsi l'avocat général Antoine Séguier « ce genre de liberté, disait-il, en parlant de la liberté du travail, n'est autre chose qu'une semblable indépendance, cette liberté se changerait bien vite en licence, et ce serait ouvrir la porte à tous les abus, le principe de la richesse deviendrait un principe de destruction, une source de désordres, une occasion de fraudes, de rapines dont la

suite inévitable serait l'anéantissement total des arts et des artistes, de la confiance et du commerce » (1).

L'édit fut néanmoins enregistré dans un lit de justice tenu le 12 mars 1776, mais l'hostilité qu'il souleva fut telle que Turgot dut quitter le ministère et Louis XVI faisant preuve de son habituel esprit de bonne volonté, qui était malheureusement exclusif de volonté tout court, reporta cette mesure au mois d'Août suivant. Le nouvel édit simplifiait cependant l'ancienne réglementation en ne rétablissant que six corps de marchands et quarante-quatre communautés d'arts et métiers.

C'est l'assemblée constituante qui devait faire disparaître en France le régime corporatif et le remplacer par le régime de pleine liberté du travail.

Avec la Révolution apparaît en effet une conception toute nouvelle de la société, conception ayant pour base d'une part, l'individualisme et d'autre part, l'égalité des individus entre eux, en outre, en vertu des droits inhérents à la personne humaine, le respect de la liberté individuelle. Aussi ne faut-il pas s'étonner qu'en raison des nombreuses entraves qu'imposaient à l'individu le régime corporatif, la suppression de ce dernier ait été un des premiers gestes des assemblées révolutionnaires.

Depuis la célèbre nuit du 4 août 1789, dans laquelle l'assemblée constituante vota la suppression des privilèges et monopoles, les corporations étaient condamnées. Ce n'est cependant qu'en 1791 qu'elles devaient disparaître définitivement.

(1) GUINCÈTRE, *Les att. à la liberté du trav.*, 1903, p. 17.

La commission des contributions publiques qui avait été chargée d'étudier le régime nouveau s'exprimait ainsi par le truchement de son rapporteur « votre comité a cru devoir proposer que tout homme sera libre d'exercer telle profession, tel commerce, tel métier, telle cumulation de métier et de commerce, qui lui paraîtra conforme à ses talents ou utile à ses affaires et, au lieu des capitaux considérables qu'il fallait déboursier pour être admis à une jurande qui ne donnait le droit de faire qu'un seul métier, qu'un seul commerce et qui laissait le maître soumis à la perte entière de ce capital si son entreprise ne réussissait pas, de n'exiger de chacun des aspirants que de se faire connaître à leur municipalité et de payer une redevance annuelle proportionnée à l'étendue et au succès de leur spéculation, augmentant, diminuant et cessant avec elle ».

Le décret du 2-18 mars 1791 précisa ces idées. Il déclarait dans son article 7 « à compter du 1^{er} avril prochain, il sera libre à toute personne de faire tel négoce, ou d'exercer telle profession, art ou métier qu'elle trouvera bon. Mais elle sera tenue auparavant de se pourvoir d'une patente, d'en acquitter le prix... et de se conformer aux règlements de police qui sont ou pourront être faits ».

La liberté du travail était ainsi nettement affirmée, mais les circonstances devaient bientôt amener la Constituante et y apporter certaines restrictions. En effet, au lendemain de ce décret, une certaine effervescence se produisit parmi les ouvriers. Ceux-ci profitant de la liberté qui leur était donnée, formèrent de nombreuses coalitions pour tenter d'imposer une augmentation de salaires. Dans ce but ils rédigèrent des programmes, arrêtaient les

prix qui leur semblaient légitimes et demandèrent aux municipalités de servir de conciliateurs entre eux et les patrons. A Paris, la municipalité crut devoir intervenir, elle donna aux ouvriers des conseils de modération, leur rappelant notamment (1) que « tous les citoyens sont égaux en droits, mais qu'ils ne le sont pas et qu'ils ne le seront jamais en facultés, en talents et en moyens. La nature, poursuivait-elle, ne l'a pas voulu. Il est donc impossible qu'ils se flattent tous de faire les mêmes gains. Une loi qui taxerait le prix de leur travail et leur ôterait l'espoir de gagner les uns plus que les autres serait une loi injuste. Une coalition d'ouvriers pour porter le salaire à des prix uniformes et forcer ceux du même état à se soumettre à cette fixation serait donc évidemment contraire à leurs propres intérêts. Une pareille coalition serait de plus une violation de la loi, l'anéantissement de l'ordre public, une atteinte portée à l'intérêt général et le moyen de réduire ceux qui l'auraient faite à l'indigence, par la cessation ou la suspension des travaux qu'elle produirait infailliblement ; elle serait sous tous les points de vue un véritable délit ».

Ces conseils ne semblent pas avoir été entendus car les patrons effrayés de cette agitation portèrent alors la question devant la Constituante qui s'émut et prit fait et cause pour eux.

C'est dans ces conditions que Le Chapelier, membre du comité de constitution, rédigea son rapport demeuré célèbre dans l'histoire du travail car il est le point de

(1) GUINCÈTRE, *op. cit.*, p. 23.

départ de l'interdiction des coalitions, interdiction qui ne devait disparaître qu'avec la loi de 1864.

Dans l'esprit de ce rapporteur, il y a contradiction entre l'idée de la liberté du travail et la coalition des ouvriers d'un même métier, il reconnaît bien à l'ouvrier pris individuellement le droit de refuser du travail, mais il prétend que la coalition est contraire au principe de la libre concurrence et qu'elle constitue en elle-même, restriction faite des actes qui peuvent l'entacher, une atteinte à la liberté. Dès l'instant en effet qu'un individu s'unit à d'autres, même temporairement, il aliène une partie de sa liberté et en outre la pression que cette union exerce sur celui contre qui elle est dirigée, empêche ce dernier de prendre librement ses décisions. Selon Le Chapelier, le législateur devait donc interdire toute action collective des ouvriers, parce que susceptible de porter atteinte à la liberté du travail. « Il faut, dit-il dans son discours du 4 juin, remonter au principe que c'est aux conventions d'individus à individus à fixer la journée du travail. Ce projet a pour objet de prévenir tant les coalitions que feraient les ouvriers pour augmenter la journée de travail que celles que formeraient les patrons pour les faire diminuer » (1).

A la suite du rapport de Le Chapelier, l'assemblée vota presque sans discussion la loi connue sous le nom de loi Le Chapelier. Cette loi commence par une déclaration de principe :

L'article premier proclame que « l'anéantissement de

(1) FALCOZ : *Les entraves à la liberté du travail*, p. 14.

toute espèce de corporation étant une des bases fondamentales de la Constitution, il est défendu de les rétablir de fait sous quelque prétexte ou sous quelque forme que ce soit » et l'art. 2 ajoute « en conséquence, les citoyens de même état et profession, les entrepreneurs, ceux qui ont boutique ouverte, les ouvriers et compagnons d'un art quelconque, ne pourront lorsqu'ils se trouveront ensemble, se nommer présidents, ni syndics, ni secrétaires, tenir des registres, prendre des arrêtés ou délibérations, former des règlements sur leurs prétendus intérêts communs ».

Après avoir prohibé l'entente permanente entre ouvriers et patrons, la loi, dans son article 4, interdisait les ententes passagères résultant de la coalition. « Si, disait cet article, contre les principes de la liberté et de la constitution, des citoyens attachés aux mêmes professions, arts et métiers, prenaient des délibérations ou faisaient entre eux des conventions, tendant à refuser de concert ou à n'accorder qu'à un prix déterminé, le secours de leur industrie ou de leur travail, les dites délibérations et conventions sont déclarées inconstitutionnelles, attentatoires à la liberté et à la Déclaration des droits de l'homme et de nul effet, les corps administratifs sont tenus de les déclarer telles. Leurs auteurs doivent être condamnés à 500 francs d'amende et à la perte de leurs droits civiques ».

L'article 7 punissait, selon la rigueur de la loi « comme perturbateurs du repos public, ceux qui useraient de menaces ou de violences contre les ouvriers utilisant la liberté accordée par les lois constitutionnelles », tandis que l'article 8 considérait comme délictueux et répréhensible

comme tels, tous attroupements contre le libre exercice du travail et de l'industrie.

Ainsi donc la liberté du travail était protégée au nom de la liberté individuelle, mais cet esprit individualiste qui est la caractéristique des principes révolutionnaires, exigeait en outre que l'individu restât toujours isolé, ne voyant dans toute association temporaire ou permanente qu'une cause d'oppression pour lui et une menace de désordres pour la société. En vertu de la liberté de l'individu l'ouvrier était contraint au tête à tête avec le patron, qui, économiquement plus puissant, pouvait l'exploiter à sa guise sans autres restrictions que celles édictées par sa conscience.

La grande erreur de la Constituante et des principes révolutionnaires en général, est d'avoir considéré que l'Etat ne doit jamais avoir en face de lui que l'individu, et de n'avoir pas compris que selon la loi naturelle le groupe, qui s'appelle famille dans certains cas, profession dans d'autres, avait sa place entre les deux.

La Convention devait d'ailleurs encore accentuer la sévérité de la Constituante. Dans une loi du 22 Nivose an II, applicable d'ailleurs aux seules manufactures de papier (1) elle pose en principe que les coalitions entre les ouvriers, par écrits ou par émissaires, pour provoquer la cessation du travail, seraient regardées comme des atteintes portées à la tranquillité qui doit régner dans les ateliers (art. 5). Chaque ouvrier pouvait individuellement adresser des plaintes et faire des démarches, mais il ne

(1) Réquisitionnées pour la fabrication du papier monnaie.

pouvait en aucun cas cesser le travail, sinon pour cause de maladie ou d'infirmité, dûment constatée ou sans avoir prévenu l'entrepreneur devant deux témoins six semaines d'avance.

D'autre part elle considérait comme vols et punissables en tant que tels, les amendes prononcées entre ouvriers ou mises par ceux-ci sur les entrepreneurs.

Sous le Consulat fut faite une tentative de législation d'ensemble. Elle fut votée au corps législatif sur le rapport de Régnault de Saint-Jean-d'Angély. C'est la loi du 22 Germinal an XI.

Elle interdisait également les coalitions ouvrières et les coalitions patronales. Il fallait, pour qu'il y ait délit, qu'il y ait eu tentative ou commencement d'exécution. Toute manifestation extérieure constituait cette tentative, tel par exemple le fait d'annoncer la grève au patron ou de chercher à rallier par une manœuvre quelconque un ouvrier à la coalition projetée.

La loi qui était la première à prévoir la coalition des patrons établissait pour ces derniers un traitement de faveur. En effet, alors que la coalition ouvrière était punie dans tous les cas, la coalition patronale n'était réprimée que lorsqu'elle tendait à forcer l'abaissement des salaires injustement et abusivement. (Art. 6). D'autre part, la répression était différente selon qu'il s'agissait d'ouvrier ou de patron. Dans le premier cas, un emprisonnement pouvant aller jusqu'à trois mois était obligatoire, tandis que dans le second, la peine prévue était une amende de 100 à 3.000 francs et un emprisonnement facultatif qui ne pouvait d'ailleurs excéder un mois.

Le code pénal de 1810 conserva le système de la loi de Germinal, mais en y apportant quelques modifications. Il consacra à cette question les art. 414 - 415 et 416 qui étaient ainsi rédigés :

Art. 414. — Toute coalition entre ceux qui font travailler les ouvriers, tendant à forcer injustement et abusivement l'abaissement des salaires, suivie d'une tentative ou d'un commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement de six jours à un mois et d'une amende de 200 à 3.000 francs.

Art. 415. — Toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre et d'y rester avant ou après certaines heures et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution, sera punie d'un emprisonnement d'un mois au moins et trois mois au plus. Les chefs ou meneurs seront punis d'un emprisonnement de trois à cinq ans.

Le système établi par la loi de Germinal est donc maintenu, toutefois les pénalités sont aggravées, les patrons sont dorénavant passibles obligatoirement de prison et le minimum de l'amende est augmenté. D'autre part une aggravation de peine est prévue contre les meneurs. Mais l'inégalité subsiste entre la répression des coalitions patronales et celle des coalitions ouvrières ; comme par le passé, ni la définition, ni la pénalité du délit ne sont les mêmes. Cette inégalité est même accentuée par les dispositions de l'art. 416 qui s'appliquent aux ouvriers seuls : seront punis, dit ce dernier article, de la peine portée à

l'article précédent et d'après les mêmes distinctions, les ouvriers qui auront prononcé des amendes, des défenses, des interdictions, ou toutes autres proscriptions sous le nom de damnations ou sous quelque dénomination que ce puisse être, soit contre les directeurs d'ateliers et entrepreneurs d'ouvrages, soit les uns contre les autres ».

Cet article n'a été que la généralisation de la loi de Nivose an II, qui ne concernait que les ouvriers des manufactures de papier.

Il est enfin à remarquer qu'à l'exemple de la loi de Germinal et contrairement à celle de 1791, aucune aggravation n'était prévue contre les auteurs de menaces, violences ou attroupements qui n'étaient passibles que des peines du droit commun.

Cette législation rigoureuse, inspirée, semble-t-il, plus par un désir de sécurité publique que par des considérations de principe, devait durer jusqu'en 1849.

Il fallut la Révolution de 1848, qui, comme l'a dit de Jacquerville, fut plus sociale que politique, pour que le législateur change de point de vue et s'intéresse à la condition des travailleurs.

La réforme de cette législation fut l'objet de travaux considérables de la part de l'assemblée constituante, mais cette dernière dut se séparer avant d'avoir établi un texte et c'est l'assemblée législative qui devait donner le jour à la loi du 27 novembre 1849.

Les travaux préparatoires de cette loi montrent que plusieurs systèmes ont été proposés pour modifier le régime des coalitions.

Le premier (1) comportait la suppression pure et simple des art. 414 à 416 et restituait leur entière liberté aux patrons et ouvriers. Seules les incriminations du droit commun et les principes de responsabilités civiles étaient susceptibles d'apporter un tempérament à l'exercice de cette liberté.

Un second système estimait qu'il était nécessaire de laisser aux coalitions une législation spéciale, mais il fallait établir une distinction entre les coalitions, et tout en permettant celles qui étaient pures et pacifiques, punir celles qui s'accompagnaient de violences ou de menaces préjudiciables à la liberté du travail.

Un assez grand nombre d'orateurs se prononcèrent en faveur de cette solution. La coalition, disait M. Morin (de la Drôme), est un droit qui ne peut être jugé par l'arbitraire d'un jugement. La limite de ce droit, c'est la violence et la menace. La coalition est le seul moyen qu'ait l'ouvrier de débattre avec équité ses conditions avec son patron. Les maîtres n'ont pas besoin de se coaliser, chaque chef d'industrie est à lui seul une coalition permanente, il est le maître de fixer ses conditions et de les débattre. Chaque ouvrier peut débattre ses conditions avec l'entrepreneur, c'est un combat d'une inégalité évidente. Pour pouvoir combattre à armes égales, l'ouvrier est obligé de s'associer ».

Bastiat soutient également cette opinion, « on ne peut soutenir, disait-il, qu'un homme n'ait pas le droit de se reposer, or, pourquoi deux ou trois mille personnes n'au-

(1) *Moniteur Universel*, 12 octobre 1849, p. 3065.

raient-elles pas ce droit ? Faites attention sur ce que vous proclamez, ce n'est autre chose que l'esclavage ». Cet argument, à la vérité, n'est pas décisif, car un acte isolé peut être sans dommage pour la société, tandis que ce même acte multiplié peut lui porter préjudice.

Un autre orateur, M. Boynet, mettait, nous semble-t-il, la discussion sur son véritable terrain, quand il disait : « si vous voulez que le contrat soit vrai, il faut que vous placiez les uns en face des autres, dans leur position respective de libre volonté, d'une part les entrepreneurs et d'autre part la masse collective de l'atelier ».

Mais ces arguments ne furent pas pris en considération et le système proposé par leurs auteurs fut repoussé par l'Assemblée législative.

Les objections formulées à son égard ont été exposées dans le rapport déposé par M. de Vatimesnil (1). Elles sont de deux sortes : d'une part, elles se fondent sur le danger des coalitions et d'autre part, elles invoquent des raisons théoriques.

En ce qui concerne le premier point, le rapporteur reprochait aux coalitions son caractère nocif et pour l'ouvrier et pour la société ; l'ouvrier perd son salaire, l'industrie nationale voit ses affaires passer à l'étranger, l'ordre public est en danger. Ne punir la coalition que lorsqu'elle est accompagnée de violences, « ce serait s'attacher à l'effet au lieu de remonter à la cause, attendre que le mal fut fait au lieu de remonter à la source ».

Enfin, la raison théorique invoquée était celle déjà

(1) *Moniteur Universel*, 7 octobre 1884.

mise en avant par Le Chapelier, la coalition est contraire à la liberté de l'individu, elle ne laisse pas de liberté morale aux ouvriers qui voudraient continuer à fréquenter les ateliers, lors même qu'on n'a employé envers eux aucun moyen d'intimidation formelle, le danger résulte à leurs yeux du fait même de la coalition, du nombre de ceux qui la composent, de l'agitation qu'elle produit, des passions qu'elle soulève. La coalition constitue par sa nature même une menace implicite, qui les contraint à s'y rallier, un faux point d'honneur les y pousse aussi.

Pour M. de Vatimesnil, il y a identité entre l'idée de liberté du travail et l'idée d'une concurrence individuelle délimitée. Empêcher cette concurrence de se produire, c'est donc porter atteinte à la liberté du travail « dans l'état régulier et normal de l'industrie, le prix de toute chose est déterminé par deux éléments : la proportion entre les offres et les demandes, la concurrence entre ceux qui font les offres et ceux qui font les demandes. Quand les éléments de la fixation des prix agissent sans entraves, le travail, le commerce, l'industrie sont libres, les prix s'établissent d'une manière loyale. Les prix deviennent factices et la liberté est altérée dans le cas contraire. En conséquence les coalitions dont l'objet manifeste est de détruire la concurrence et la proportion entre les offres et les demandes sont contraires à la liberté du travail et à la constitution qui la garantit ».

A ceux qui objectaient qu'un acte licite, quand il est accompli par un seul, ne peut devenir illicite parce qu'il est le fait de plusieurs, le rapporteur répondait que « toute liberté a pour limite la liberté d'autrui et l'intérêt général de la société ».

Or, quand un chef d'atelier ou un ouvrier agit seul, il n'altère pas le libre commerce, tandis que s'il y a eu coalition pour exercer une pression, la liberté de la concurrence et par conséquent la liberté constitutionnelle du travail sont étouffées, ce qui ne saurait être toléré.

Si la majorité de l'Assemblée était contre la suppression des pénalités réprimant les coalitions, elle n'était cependant pas hostile à toute modification apportée à l'ancienne incrimination des articles 414 à 416 du code pénal. Il était choquant en effet que les patrons et les ouvriers fussent traités différemment. Mais comment fallait-il rétablir l'égalité entre les coalitions patronales et les coalitions ouvrières ? Fallait-il appliquer aux deux solutions le régime le moins sévère, c'est-à-dire celui prévu pour le patron, ou fallait-il au contraire aggraver l'incrimination des coalitions patronales, la soumettant aux mêmes conditions et à la même pénalité que les coalitions ouvrières. Dans ces deux cas l'égalité était établie, mais dans un sens différent.

MM. Vallile et Wolowski (1) proposèrent notamment d'introduire les mots « injustement et abusivement » dans l'incrimination des coalitions ouvrières, afin, disaient-ils, de donner à la peine la moralité qui lui manque. Mais cette proposition donnait aux tribunaux le pouvoir de décider de la justesse des revendications ouvrières, ce qui était un rôle bien délicat.

C'est pourquoi l'Assemblée se décida en faveur du

(1) *Moniteur Universel*, 18 nov. 1849, p. 3714 et 3715, 20 nov. 1849, p. 3729.

système supprimant les mots « injustement et abusivement » de l'article 414, c'est-à-dire dans le sens de la rigueur. C'est d'ailleurs en ce sens également qu'elle établit l'égalité des pénalités. La prison fut rendue obligatoire pour les patrons comme pour les ouvriers.

Voici d'ailleurs la nouvelle rédaction de l'article 414 :

« Sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 à 3.000 francs : 1°) toute coalition entre ceux qui font travailler les ouvriers, tendant à forcer l'abaissement des salaires, s'il y a tentative ou commencement d'exécution ; 2°) toute coalition de la part des ouvriers pour faire cesser en même temps de travailler, interdire le travail dans un atelier, empêcher de s'y rendre avant ou après certaines heures et en général pour suspendre, empêcher, enchérir les travaux, s'il y a eu tentative ou commencement d'exécution. Dans les cas prévus par les deux paragraphes précédents, les chefs ou moteurs seront punis d'un emprisonnement de 2 à 5 ans ».

Toujours dans un esprit d'égalité, le nouvel art. 415 renouvelait les anciennes prohibitions dirigées contre ce que l'on a coutume d'appeler les mises à l'index, les étendait aux faits de cette nature commis par des patrons. Il était ainsi rédigé : « seront aussi punis des peines portées dans l'article précédent et d'après les mêmes distinctions, les directeurs d'ateliers ou entrepreneurs d'ouvrages, et les ouvriers, qui de concert auront prononcé des amendes autres que celles qui ont pour objet la discipline intérieure de l'atelier, des défenses, des interdictions ou toutes proscriptions, sous le nom de damnations ou sous quelque qualification que ce puisse être, soit de la part des direc-

teurs d'ateliers ou entrepreneurs contre les ouvriers, soit de la part de ceux-ci contre les directeurs ou entrepreneurs, soit les uns contre les autres ».

Enfin l'art. 416 prévoyait une aggravation de peine contre les chefs ou moteurs, les soumettait facultativement à la surveillance de la haute police pendant 2 ans au moins et 5 ans au plus.

Quels ont été les résultats de cette nouvelle législation. Disons tout de suite qu'elle n'a établi qu'une égalité littéraire entre les patrons et les ouvriers ; en effet, par leur nombre et leurs conditions de vie ces derniers ne peuvent se coaliser sans que le fait de la coalition soit immédiatement établi. Pour pouvoir se réunir il leur faut louer de vastes salles ou provoquer des rassemblements sur la voie publique ; la coalition patronale au contraire, ainsi que le disait Adam Smith, se fait autour d'une table à thé et à moins qu'il n'ait été invité, il est impossible au ministère public d'en rapporter la preuve.

Cette égalité entre patrons et ouvriers est d'ailleurs impossible à réaliser, car ainsi qu'on l'a fait remarquer, le patron constitue à lui seul une coalition.

Il semble en outre que la nouvelle loi n'ait pas arrêté l'agitation ouvrière qui se produisait à ce moment. La sévérité des pénalités, loin de la calmer par la menace qu'elle faisait peser sur toute coalition, ne faisait au contraire que l'augmenter, les ouvriers étaient alors réduits à la triste alternative ou de se résigner sans pouvoir élever aucune prétention collective ou de s'exposer à une répression rigoureuse.

L'interprétation donnée par la jurisprudence aggrave

d'ailleurs encore cette rigueur. En effet, se fondant sur le rejet par l'assemblée de l'amendement Valille-Wolowski tendant à ne réprimer que les coalitions « injustes et abusives », elle considéra qu'une condamnation s'imposait toutes les fois qu'était constatée l'existence d'une coalition. C'est ainsi qu'un arrêté de la Cour de Cassation du 24 février 1859 (1) s'exprimait ainsi

« Attendu qu'il y a contrainte ou pression sur les patrons toutes les fois que les ouvriers d'une ou plusieurs fabriques, agissant par suite d'un plan concerté, quittent à la fois les ateliers, même après avoir donné les avertissements prévus par les règlements, en réclamant des modifications aux conditions actuelles de leur travail, en ce qui concerne la fixation des heures de la journée ou de la tâche de chaque jour, qu'il importe peu que les clauses de cette réclamation puissent paraître en elles-mêmes légitimes ; que la loi, en effet, exclusivement occupée de protéger la liberté de l'individu, a puni la coalition indépendamment de ces motifs et par cela seul que les ouvriers qui se sont concertés, agissent collectivement avec le but, en suspendant ou en tentant de suspendre le travail des ateliers, de forcer le patron à en modifier les conditions ».

On a reproché à cette jurisprudence d'être allée plus loin que la loi de 1849 (2) ; pourtant, à notre sens, elle n'a fait qu'une interprétation stricte des textes. Le reproche venait de ce que MM. Valille et Wolowski, voulant

(1) Cass. Crim., 24 février 1859. D. 1859-1-188. S. 1859-1-630.

(2) GUINCÈTRE, *op. cit.*, p. 54 ; DUVERGIER : *Collection des Lois* 1849, p. 393.

distinguer les coalitions abusives et injustes des autres, avaient parlé de donner une moralité à la répression. A cela leurs adversaires avaient répondu que cette moralité existait déjà, puisque le juge devait toujours rechercher l'intention de l'agent. Il y avait là, une confusion évidente, l'intention délictuelle exigeant simplement comme condition d'existence que les coalisés agissent en connaissance de cause, mais non que cette coalition soit injuste et abusive.

Quoi qu'il en soit, cette jurisprudence aboutit à des résultats iniques, une condamnation notamment fit grand bruit : c'est l'affaire des typographes de la Seine en 1862. Depuis 1843, il existait entre les ouvriers typographes une convention selon laquelle les salaires pouvaient être révisés d'abord par une conférence périodique entre patrons et ouvriers, puis, à tout moment, par une commission arbitrale mixte. En 1854, les Chambres Syndicales patronales refusèrent de désigner leurs délégués à cette commission, sous prétexte que la loi de 1844 qui venait de réorganiser les conseils de prud'hommes donnait suffisamment de garanties aux ouvriers. Les choses en restèrent là, quand en 1861, les ouvriers demandèrent la revision de l'ancien tarif dans le sens d'une augmentation de salaire. A cette fin, ils adressèrent aux patrons une pétition revêtue de nombreuses signatures et rédigée dans les termes les plus modérés. Des conférences s'organisèrent, mais n'aboutirent pas ; les ouvriers sollicitèrent alors successivement le Préfet de Police, l'Empereur, le Ministre du Commerce de leur servir de médiateur entre eux et leurs patrons ; ce fut en vain. Le 18 juin 1862, la

Chambre Syndicale Patronale repoussait définitivement les propositions des ouvriers. Ceux-ci se voyant d'autre part remplacés peu à peu par des femmes qui touchaient un salaire moindre, désertèrent plusieurs ateliers. Le Ministère public releva alors les éléments du délit de coalition et poursuivit une vingtaine d'entre eux, sur lesquels neuf furent condamnés à 1 mois de prison. Pourtant, il n'y avait eu de leur part, ni menaces, ni fraudes d'aucune sorte ; la Cour de Paris avouait qu'on n'avait rien à leur reprocher, mais la condamnation était inéluctable, il y avait eu fait de coalition.

Ainsi donc, le simple fait de se coaliser, était répréhensible, quelle que soit l'intention des parties entrées dans la coalition, quand bien même les ouvriers auraient été respectueux de l'ordre public et auraient émis des prétentions légitimes et justes, ils tombaient sous le coup de la loi. C'était contraire à l'équité, aussi, l'application de la loi était-elle de moins en moins fréquente. En effet, ainsi que le constate un rapport adressé à l'Empereur en 1863, par les ministres de la Justice et des Travaux Publics (1), « tantôt les industriels déclinaient l'appui de la loi et au lieu d'invoquer une répression prompte et énergique, s'en fiaient aux conseils que le temps seul pouvait donner aux ouvriers et aux bons effets de la patience et de la conciliation ; tantôt les magistrats eux-mêmes, dans la crainte d'augmenter l'irritation et de rendre les rapprochements plus difficiles, retenaient dans leurs mains les armes que la loi leur avait données et

(1) HAMELET : *La Grève*, page 58.

s'abstenaient de toute intervention répressive... Puis, dans les rares cas où les Tribunaux étaient saisis, on a vu maintes fois, après une longue procédure, après un grand appareil judiciaire, les magistrats prononcer de très légères condamnations, qui semblaient protester contre l'existence du délit qu'ils avaient dû réprimer pour obéir à la loi. Et enfin, à peine la condamnation était-elle prononcée, que la clémence de l'Empereur, d'accord avec la conscience publique, s'étendait aussitôt sur les condamnés (1). Que résulte-t-il de cet état de choses incontestable : que nous n'avons en cette matière, ni les avantages d'une législation pénale empreinte de sévérité, ni l'honneur ni le bénéfice d'une législation libérale ».

Une réforme s'imposait donc, c'est pourquoi le gouvernement impérial songea à faire quelques concessions au parti populaire, il crut d'abord devoir abroger les art. 414 et 416, tels qu'ils résultaient de la loi de 1848. Il faut dire, d'autre part, que le gouvernement était dans une singulière posture. Les ouvriers convaincus de la justesse de leurs revendications, invoquaient pour échapper aux rigueurs de la loi, l'arbitrage gouvernemental. Or, cette mission était des plus délicates, car le gouvernement risquait par ses décisions arbitrales, de mécontenter soit les patrons, soit les ouvriers, soit même tous les deux. En outre, en refusant d'être arbitre, il faisait peser sur lui la responsabilité de l'état de choses existant, les ouvriers n'ayant d'autres moyens d'obtenir une amélioration de leur situation. C'est pourquoi pour ces deux motifs il prit le parti de modifier la législation.

(1) Les ouvriers typographes bénéficièrent de la grâce impériale.

Dès l'ouverture de la session du corps législatif de 1864, l'Empereur annonçait son intention de modifier la loi sur les coalitions. A cette fin, un projet rédigé par le Conseil d'Etat fut déposé devant le corps législatif le 19 février 1864. Le texte était accompagné d'un rapport du conseiller d'Etat Cornudet, exposant les motifs de la loi (1).

Après avoir rappelé que « la peine n'est légitime que si l'acte qu'elle atteint est moralement coupable et porte atteinte à l'intérêt général », il déclarait que ce qui est licite pour l'individu ou pour plusieurs, agissant simultanément mais sans concert, ne pouvait devenir illicite parce que ceux qui ont les mêmes intérêts se sont concertés avant d'agir, afin d'arrêter une résolution commune. Considérant d'autre part, que la prohibition des coalitions avait été inspirée par la crainte de fausser les lois économiques, il démontrait par l'expérience des faits que les coalitions même violentes et à plus forte raison celles qui sont pacifiques, n'ont jamais porté une atteinte sérieuse et durable au libre jeu des dites lois économiques qui déterminent le taux des salaires, car ce dernier dépend, non seulement de la loi de l'offre et de la demande, mais également de lois secondaires, sur lesquelles les coalitions sont sans action.

Le projet de loi subit de la part du corps législatif, de telles critiques, que le conseil d'Etat en modifia la rédaction. Le nouveau texte était divisé en deux articles que voici :

Article 1^{er}. — Les art. 414, 415 et 416 du Code Pénal sont abrogés ; ils sont remplacés par les articles suivants :

(1) *Moniteur Universel* 1864, p. 315 et 374.

Art. 414. — Sera puni de l'emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 à 3.000 francs ou de l'une de ces peines seulement, quiconque à l'aide de violence, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail, dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Art. 415. — Lorsque les faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis par le jugement ou l'arrêt, sous la surveillance de la haute police, pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Art. 416. — Seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 500 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons ou entrepreneurs d'ouvrages qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail.

Article 2°. — Les art. 414, 415 et 416 ci-dessus sont applicables aux propriétaires et fermiers, ainsi qu'aux moissonneurs, domestiques et ouvriers de la campagne.

Les articles 19 et 20 du titre II de la loi du 28 septembre, 6 octobre 1791, sont abrogés ».

La Commission nommée par le corps législatif pour examiner ces dispositions, chargea M. Emile Ollivier de rédiger un rapport qu'il est intéressant de consulter pour comprendre l'esprit qui anime cette loi (1).

(1) Voir D. 1864-4-60.

Après avoir rappelé les arguments invoqués par M. Cornudet, dans l'exposé des motifs, et selon lesquels on ne peut interdire les coalitions sous le prétexte qu'elles faussent les lois économiques, ces lois n'étant vraies « qu'idéalement si on les suppose agissant dans le vide, sans les mille obstacles qu'oppose la résistance des milieux, des événements, du temps ». Emile Ollivier remarque qu'il existe une tendance générale à ne pas modifier les conditions du contrat de travail. De ce fait, le niveau des salaires est toujours en retard sur celui du prix des marchandises. La coalition par conséquent, ne fera que permettre cette adaptation en amenant la modification d'un taux de salaire factice. Citant Mac Culloch, il ajoute : « Non seulement une coalition volontaire quand la violence ne s'y joint pas est l'exercice du droit qu'ont les ouvriers, mais quand elle a pour objet d'élever les salaires qui ont été indûment réduits, elle est opportune et il est à propos qu'elle se forme. On ne trouve pas beaucoup de maîtres qui consentent à augmenter les salaires ; il y a fort à parier que les réclamations d'un ou de plusieurs individus ne recevront aucun accueil aussi longtemps que leurs camarades continueront à travailler aux prix contre lesquels ils protestent. C'est donc seulement quand tous les ouvriers ou la plupart des ouvriers qui appartiennent à l'usine se coalisent entre eux et refusent de continuer le travail à moins d'obtenir une augmentation de salaire, qu'il devient de l'intérêt immédiat des maîtres de faire droit à la demande qui leur est adressée. Il en résulte évidemment, que sans l'existence d'une coalition, soit hautement avouée, soit tacite, ces ouvriers ne parviendraient

jamais par leurs propres efforts, à une hausse de salaires dont la concurrence fixerait le taux et qu'ils resteraient à la discrétion des maîtres ».

Dans le cas de hausse du coût de la vie, comme dans celui de réduction injustifiée du taux de salaire, la coalition aura donc pour effet non de fausser la loi économique, mais d'en aider la réalisation.

Il est en outre des hypothèses où le mécanisme des lois économiques est impuissant, même avec un retard, à améliorer la situation de l'ouvrier. Quels moyens, par exemple, a-t-il d'obliger le patron à améliorer les conditions de salubrité de l'atelier ou de sécurité du travail, si ce n'est la contrainte résultant de la coalition. Montrant ensuite l'inanité des craintes du législateur de 1849 qui avait refusé aux ouvriers la liberté de coalition de peur que l'ordre public ne soit troublé, il donnait l'exemple de l'Angleterre où tant que les coalitions ont été interdites, les grèves furent violentes, mais où l'usage de la liberté, en donnant plus de dignité aux classes laborieuses, amena la disparition presque complète des actes de violence. D'ailleurs, poursuivait-il, le projet prévoit une répression particulière de ces actes « car la justice est atteinte davantage lorsqu'au fait, déjà coupable, de la violence, s'ajoute l'intention plus coupable encore de porter atteinte à la liberté du travail ».

Considérant qu'on ne peut pousser trop loin la sévérité utile contre ceux qui voudraient forcer les ouvriers à prendre part à une grève, le projet prohibait non seulement la violence mais la fraude et la menace, car disait le rapporteur, citant Stuart Mill, indépendamment de toute

liberté constitutionnelle, les intérêts les plus élevés de l'humanité exigent que toutes les expériences économiques, entreprises volontairement, puissent avoir pleine carrière et que la violence et la fraude, soient de tous les moyens d'améliorer leur condition, les seuls qui soient interdits aux classes les plus pauvres de la société.

L'économie du projet pouvait donc se résumer ainsi : « Liberté absolue de la coalition à tous les degrés, répression rigoureuse de la violence et de la fraude ». En conséquence, les anciens art. 414 et 415 étaient abrogés et comme liberté de coalition signifiait aussi liberté de ne pas se coaliser, le dit projet créait l'incrimination nouvelle : l'atteinte à la liberté du travail, qui punissait ceux qui provoqueraient une coalition par l'emploi de violences, de menaces ou de fraudes.

Ce projet fut critiqué par certains membres de la commission qui prétendaient que le droit commun suffisait à réprimer les abus commis au cours des grèves et qu'il était inutile de prévoir un nouveau délit.

« Il n'est pas exact, répond le rapport, de dire qu'une loi spéciale est inutile. Dans le droit civil tout dol est pris en considération par le juge ; dans le droit criminel, le dol caractérisé peut seul être recherché. A défaut d'une disposition spéciale, la plupart des faits contenus sous l'expression de manœuvres frauduleuses échapperaient à la répression ». Quant aux violences et aux menaces, le fait que leur existence a été constatée au cours d'une grève, leur donne une gravité particulière. « Si un ouvrier est blamable de frapper un de ses camarades dans une rixe, ne l'est-il pas plus encore de le frapper pour que

malgré lui, il quitte l'atelier, c'est-à-dire qu'il abandonne son gagne-pain, qu'il livre à la misère une femme, des enfants... Punir également ces deux faits, n'est-ce pas contraire à la justice ? La violence ou la menace dirigée contre le travail, ne produit-elle pas aussi plus de dommage social que n'en occasionne la violence ou la menace, nées d'un moment de colère ? »

Au reproche que l'on faisait en outre au projet, de s'écarter du droit commun, Emile Ollivier objectait qu'en matière de science pénale comme ailleurs « à mesure que les intelligences se délient, les nomenclatures primitives sont abandonnées, on distingue, on sépare, on analyse, on classe » et que par conséquent, les nouveaux articles 414, 415 et 416 ne faisaient qu'établir une distinction de plus parmi les distinctions préexistantes et que loin de s'écarter du droit commun, ils le complétaient.

Emile Ollivier termina son rapport en demandant au corps législatif de voter le projet qui lui était soumis.

Avant de l'adopter, le corps législatif devait cependant lui adresser de vives attaques. Les orateurs de la gauche, notamment, lui reprochaient, malgré la réfutation du rapporteur, de créer une nouvelle incrimination alors que le droit commun était suffisant. « Je dis de votre loi, s'écriait Jules Simon, elle commence par une promesse, elle continue par une menace ; elle attire et elle repousse ; elle feint de donner ce qu'au fond elle refuse » (1). ,

Jules Favre trouvait d'autre part les termes de la loi trop compréhensifs. « Est-ce que la coalition, alors qu'elle

(1) *Moniteur Universel* 1864. Séance du 29 avril, p. 579.

s'organise, alors surtout qu'elle est organisée, ne contient pas des milliers de faits qui pourraient recevoir de semblables qualifications » ? « La coalition que vous avez proclamée, autorisée, concluait-il, vous la prenez par la main pour la produire sur la place publique afin de pouvoir l'attaquer par derrière et la déshonorer » (1).

Malgré ces critiques, le corps législatif vota l'ensemble du dit projet par 221 voix contre 36 le 2 mai 1864.

Les attaques allaient recommencer au Sénat qui, comme on le sait, n'avaient qu'un droit de veto si la loi était inconstitutionnelle. Le Procureur Général Dupin proposa de faire usage de ce droit parce que, soutenant la théorie qui avait prévalu en 1849, il trouvait la loi proposée contraire au principe constitutionnel de la liberté du travail : « Tout se tient, disait-il, dans la fabrication et si certains ouvriers cessent de travailler, tous devront faire de même » (2).

Selon d'autres sénateurs, le projet était contraire au droit de propriété, les capitaux des fabricants risquant d'être compromis par une grève.

Quoi qu'il en soit, le Sénat déclara, par 64 voix contre 13, qu'il ne s'opposait pas à la promulgation.

Le législateur reconnaissait donc la liberté de coalition. Mais en pratique, les intéressés pouvaient-ils user de ce droit ? Sur ce point, la réforme était incomplète, en effet, avant de se mettre en grève, les ouvriers ont besoin de se réunir pour arrêter un programme de revendications com-

(1) *Moniteur Universel* 1864. Séance du 30 avril, p. 588.

(2) *Moniteur Universel* 1864. Séance du 17 mai, p. 699.

munes, et d'autre part, quand la grève est déclarée, il ne faut pas que ce mouvement soit abandonné à lui-même, il faut qu'un groupement en prenne la direction. Or, à cette époque, n'existaient ni la liberté des réunions, ni la liberté d'association.

En ce qui concerne le premier point, le gouvernement se montra très libéral. Il prescrivit au Préfet (1) d'autoriser les réunions publiques qui auraient pour objet l'étude des rapports entre patrons et ouvriers, toutes les fois que l'ordre public ne serait pas menacé. Cependant, malgré ces facilités d'autorisation, les ouvriers avaient toujours l'impression d'être à la merci du bon vouloir du gouvernement. C'est pourquoi, dès 1868 (2), une loi vint reconnaître la liberté de réunion toutes les fois qu'il ne serait pas traité de matière politique ou religieuse.

La liberté d'association, par contre, devait demander beaucoup plus longtemps avant d'être reconnue. En effet, l'individualisme issu de la Révolution, ne voulait pas admettre l'existence du groupement, c'est pourquoi il fallut attendre 1884 pour que fussent officiellement autorisés les syndicats professionnels. Jusqu'à cette époque, la Cour de Cassation appliquant strictement l'article 291 du Code Pénal, déclarait (3) : « que le droit de se coaliser accordé par la loi du 25 mai 1864, modifiant les articles 414, 415 et 416 du Code Pénal, impliquait bien le droit de se concerter, mais non celui de former des associations de

(1) Circulaire du 12 février 1866.

(2) Loi du 6 juin 1868. — Une loi de 1881 devait encore affermir ce droit.

(3) Cass. Crim., 23 février 1866. S. 1866-1-129.

plus de vingt personnes dans le but d'organiser et de diriger une coalition et que de telles associations tombent sous le coup des articles 291 du Code Pénal et premier de la loi du 10 avril 1834 ».

En même temps qu'était votée la loi autorisant les syndicats professionnels, afin de donner à ceux-ci un pouvoir de discipline sur leurs membres, l'article 416 du Code Pénal était abrogé.

Cet article punissait les amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté. Pour que cet article soit applicable, il fallait, en premier lieu, que ces amendes, proscriptions, interdictions, eussent porté atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail et, en second lieu, qu'ils eussent été le résultat d'un plan concerté.

Déjà lors de la discussion de la loi de 1864, l'article 416 avait été l'objet des plus violentes critiques de l'opposition, c'est à cause de lui qu'elle prétendait que la liberté de coalition accordée par cette loi n'était qu'illusoire. Jules Favre s'était écrié : « La lecture de cet article, doit faire disparaître toute confusion sur cette prétendue liberté. Avec un tel article, si j'avais l'honneur de faire partie du Ministère Public, on pourrait me donner une coalition quelconque, et je me ferais fort d'y trouver quelques-uns des délits énoncés dans cet article ». Ces attaques reprirent lors des débats sur la loi, concernant les syndicats professionnels et il est bon de le rappeler, afin de comprendre le but et la portée de l'abrogation du dit article 416.

Le projet de loi déposé le 20 novembre 1880 mainte-

nait, et les articles 414 et 415, et l'article 416, mais la commission de la Chambre chargée de l'examen de ce projet, proposa leur suppression : « Ces textes, disait à leur propos M. Alain Targé, dans son rapport, semble définir des délits ouvriers. Dans un pays d'égalité, il n'y a pas de délits de classe. Le droit commun doit suffire à tous et contre tous » (1).

Sur la demande de MM. Ribot et Trarieux, la Chambre fit une distinction et maintenant les articles 414 et 415 abrogea l'article 416. En effet, ainsi que le faisait remarquer le premier orateur « ne serait-il pas impolitique d'affaiblir la répression des délits matériels de violence, précisément au moment où l'on étend la liberté des Syndicats professionnels et des associations » (2).

En ce qui concerne l'article 416, on fait remarquer que lorsqu'après un débat entre patrons et ouvriers, sur la question des salaires, ou sur la question des heures de travail, on n'a pu se mettre d'accord, et que le syndicat déclare la grève, c'est toujours en vertu d'un plan concerté, en vertu d'une entente. Par conséquent le maintien de cet article aurait pour résultat, s'il était appliqué dans tous les cas de grèves organisées par le syndicat, de mettre tous les grévistes sous le coup de la loi et de les rendre passibles d'une condamnation. Maintenir cet article ce serait en outre supprimer le droit de coalition puisque, si l'accord n'ayant pu se faire sur la question des salaires, le syndicat prononce la grève et interdit le travail dans un

(1) *J. O.*, 1881, documents parl. ann. 3420, p. 365.

(2) *J. O.*, Débats parl. Chambre, séance du 17 mai 1881, p. 917.

certain nombre d'ateliers ou dans des ateliers d'une profession déterminée, c'est toujours après entente, plan concerté.

De plus, ainsi que l'indiquait M. Ribot (1), « du jour où il est permis aux syndicats de vivre, il faut qu'ils puissent user de quelques sanctions contre ceux qui ne respecteraient pas les règlements ou les décisions du syndicat. Cette sanction sera nécessairement quelque défense, proscription, amende... Or, ajoutait-il, il est incontestable que si vous donnez aux syndicats la liberté de s'organiser à l'état de lutte, il faut leur permettre de procéder, au moins vis-à-vis de leurs membres, par certaines sanctions, par certaines amendes, ou interdictions, dont nous n'admettons pas la validité au point de vue civil et qui au point de vue pénal ne peuvent pas être l'objet d'une incrimination ».

Le projet voté par la Chambre des Députés fut transmis au Sénat le 11 juin 1881. Il y fut sévèrement critiqué et malgré l'intervention de M. Jolain, l'article 416 fut maintenu à une forte majorité.

Les partisans de cet article firent remarquer que depuis de nombreuses années il y avait des coalitions qui se produisaient et qu'elles n'avaient pas été entravées par des poursuites, que par conséquent, l'article 416 n'était donc pas un obstacle aux coalitions, et qu'il ne faisait que garantir la liberté de l'ouvrier qui veut travailler comme il l'entend, dans l'atelier qui lui convient et aux conditions qui lui agréent. « Il y a lieu en effet de distinguer entre

(1) Même séance.

la liberté des coalitions et la liberté du travail. Il faut prendre garde de compromettre la seconde en laissant porter atteinte à la liberté réelle, à la liberté essentielle, à la liberté individuelle ». « M. Jolain, a dit M. Brunet, dans la discussion (1), reproche à ceux d'entre nous qui veulent que l'article 416 reste applicable aux syndicats comme aux autres associations, de vouloir supprimer le droit de grève. C'est une erreur complète et contre laquelle il est nécessaire de protester ».

« Nous n'interdisons en aucune façon le plan concerté, mais nous voulons que ce plan concerté réponde à des besoins réels, et pour cela nous voulons qu'il soit libre, nous ne voulons pas qu'il soit obligatoire (très bien. C'est cela, sur plusieurs bancs). Nous ne voulons pas que la grève soit obligatoire, (approbation sur les mêmes bancs) nous la laissons facultative et qu'elles qu'en puissent être les conséquences désastreuses pour le commerce ou pour l'industrie, ce qui pourrait se rencontrer dans bien des cas particuliers, nous respectons la liberté de l'ouvrier comme celle du patron, nous l'autorisons à se concerter avec ses voisins pour faire grève, mais encore une fois, nous ne voulons pas que ce soit pour lui une obligation (nouvelles approbations sur les mêmes bancs). Nous ne voulons pas qu'on puisse dire à un ouvrier « tu feras grève malgré toi. En vain tu veux te soustraire à cette obligation, nous te l'imposons, tu n'as pas à savoir si nos prétentions sont légitimes, il faut que tu les soutiennes. En vain tu invoques les nécessités de ta famille, le pain de tes enfants, ils

(1) *J. O.*, Sénat, débats parl., séance du 17 juillet 1882, page 818.

aurent faim s'il le faut, ils pourront mourir, mais toi tu feras la grève ».

Après le vote du Sénat, la Chambre examina de nouveau la question, mais dans sa séance du 18 juin 1881, elle maintint sa première décision. Quand le projet fut de retour au Sénat, la commission chargée de l'examiner à nouveau, nomma rapporteur M. Jolain. Ce dernier soutenant sa première opinion, conclut à l'abrogation de l'article 416. M. Marcel Barthe s'éleva alors contre la « dictature syndicale » qui allait en résulter. En effet, « pour que la grève fonctionne avec efficacité, disait-il, que faut-il ? Il faut qu'elle soit soumise à une dictature, il faut qu'il y ait dans chaque groupe, dans chaque syndicat en état de grève, une commission exécutive qui soumette d'une manière absolue à ses ordres, à ses volontés tous les membres de la corporation. Voilà pourquoi l'article 416 est un obstacle. Il permet à l'ouvrier de se dégager de l'oppression des provocateurs et des meneurs de grèves ».

De même, poursuivant cette idée, M. Jouin (1) s'écriait : « Eh bien, Messieurs, abolissez l'article 416, car c'est toujours en face de cette pensée qu'il faut se placer, abolissez l'article 416 et immédiatement, *ipso facto*, par le fait même de son application, l'ouvrier qui fait partie de la société syndicale sera forcé d'obéir au vote de la majorité. je me trompe, aux ordres, aux injonctions du comité. Abolissez l'article 416, mais alors, Messieurs, il sera livré pieds et poings liés, il n'y aura plus pour lui aucune espèce de liberté. Mais, disait tout à l'heure l'honorable

(1) Sénat, séance du 28 janvier 1884, *J. O.*, déb. parl., p. 187, 188.

M. Dupuis de Lôme, répétant une objection qui nous avait été présentée bien des fois dans la commission par notre honorable rapporteur M. Jolain, n'oubliez pas que l'ouvrier, aux termes des articles 6, 8 et 9 (devenus les articles 8 et 23 du livre III du code du travail (1), est toujours libre à tout moment de se retirer quand et comme bon lui semble. Du moment que nous avons garanti la liberté, que pouvez-vous réclamer de plus ?... Il sera libre, mais quand il se présentera à la Chambre syndicale devenue le bureau de placement, il verra toutes les portes se fermer devant lui... Il sera libre, mais à la condition de subir une exclusion qui, à raison même de l'organisation de la société, de la persistance de la permanence de son action, équivaut presque à une interdiction absolue de tout travail ».

Dans cette même séance, M. Barthe remontant à la tribune, précisait sa pensée. « En effet, disait-il, si vous faites disparaître l'article 416, les directeurs des syndicats professionnels, les commissions exécutives des grèves, auront un pouvoir absolu avec les amendes, défenses, proscriptions, interdictions, ils seront les maîtres, entendez-vous, de quiconque voudra leur résister. Nul ne pourra rester indépendant de la grève. Et alors quel besoin

(1) Art. 8. — Tout membre d'un syndicat professionnel peut se retirer à tout instant de l'association, nonobstant toute clause contraire, sans préjudice du droit pour le syndicat de réclamer la cotisation afférente aux six mois qui suivent le retrait d'adhésion.

Art. 23. — Toute personne qui se retire d'un syndicat conserve le droit d'être membre des sociétés de secours mutuels et de retraite pour la vieillesse à l'actif desquelles elle a contribué par des cotisations ou versements de fonds.

auraient-ils de recourir aux violences, aux voies de fait, aux manœuvres frauduleuses ? Ils auraient naturellement, légalement, le moyen de s'emparer de quiconque résisterait à la volonté absolue de la commission exécutive ».

Envisageant ensuite un autre point de vue, il ajoutait :

« Si l'article 416 est abrogé, j'avoue qu'il n'y aura pas d'autres faits d'atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail qu'on puisse incriminer ».

« Après l'abrogation de l'article 416, un patron qui aurait été ruiné par un interdit ayant eu pour effet d'obliger ses ouvriers à abandonner son établissement, sera non recevable à intenter une action en dommages-intérêts contre ceux qui auront été les auteurs de sa ruine. Sans doute, l'article 1382 du Code Civil dispose, que tout fait quelconque de l'homme qui occasionne un préjudice, oblige celui par la faute de qui il est arrivé à le réparer, mais vous savez que ce qui a été fait en vertu d'un droit ne peut donner lieu à une action en réparation civile ».

« Si vous le faites disparaître, que restera-t-il aux patrons qui seraient dans la situation de celui dont je viens de vous parler ? En vertu de ces amendes, défenses, interdictions, proscriptions, on videra les ateliers d'un chef d'établissement et il ne pourra s'en prendre à personne. Il sera condamné à voir chômer son établissement, non pas parce que ses ouvriers auront voulu l'abandonner, mais parce qu'ils se seront trouvés sous la dépendance de la commission exécutive de la grève. Il faudra que ces malheureux ouvriers subissent le joug de la commission exécutive ».

« Quant au patron, il faudra qu'il se résigne à accepter toutes les conditions qui lui seront dictées ou qu'il succombe ».

Il fallut l'intervention de Waldeck-Rousseau, alors ministre de l'Intérieur, pour que le Sénat décida de voter l'abrogation de l'article 416. Voici quelle fut l'argumentation du ministre (1) : « Tout le monde a proclamé que le fait de la coalition n'est pas lui-même illicite, que les syndicats pouvaient recourir à ce moyen licite d'arriver à l'élévation ou à l'abaissement des salaires, mais le fait permis, licite, devient délictueux dans certaines conditions, ces conditions sont énumérées dans l'article 414, c'est lorsque les organisateurs ont mis au service de la grève, de la coalition, les violences, les voies de faits, les menaces et même les manœuvres frauduleuses, en dehors de ces circonstances en est-il une qui puisse rendre délictueux un fait en lui-même licite ? En présence de cette énumération très étendue de l'article 414 il n'est pas possible de trouver un élément de criminalité qui échappe à la loi et par suite la conclusion qui vient à tout esprit logique est que l'article 416, par cela seul qu'il punit ce que l'article 414 n'a pas jugé punissable, peut être tenu comme édictant des peines en dehors de tout fait délictueux et par conséquent destiné non à frapper la coalition criminelle, mais à proscrire la coalition quelle qu'elle soit. D'un autre côté les partisans de l'article 416 reconnaissent comme légitime, l'entente, le concert entre les ouvriers, entre les patrons, pour la défense de leurs intérêts ils admettent les syndicats professionnels, ils admettent

(1) *J. O.*, Débats parl., Sénat, séances des 17 et 28 janvier 1884.

l'amende, car toute convention doit avoir une sanction et une obligation de faire ne peut être considérée comme vivante, comme susceptible de porter des fruits qu'autant qu'elle est garantie par une peine, ce qu'on appelle une clause pénale, enfin, ils reconnaissent ainsi qu'il a été dit plus haut, que la grève si elle est mauvaise dans la plupart des cas est un expédient permis et aucun ne demande l'abrogation de la loi qui a permis les coalitions, de sorte qu'on arrive à ce résultat : quand on aura atteint un but licite, la cessation du travail par des moyens permis, on tombera cependant sous l'application de l'article 416 ». Enfin le ministre a nié qu'il y eut violence contre l'ouvrier mis en demeure ou de rester dans le syndicat ou d'en sortir. Si le syndicat entendait lui imposer autre chose que de sortir d'une association dont il ne veut plus observer la loi et s'il lui disait « notre vigilance te suivra partout », si, ne se contentant pas de cette menace verbale, il passait aux voies de fait, vous n'auriez pas besoin d'invoquer l'article 416, c'est l'article 414 qui le protégerait devant le juge et il trouverait dans ses dispositions tout ce qui serait nécessaire pour réprimer des violences, si violences il y avait.

A la suite de cette intervention le Sénat vota l'abrogation de l'article 416 par 144 voix contre 117 (1).

Ce qu'il faut retenir de ce discours de M. Waldeck-Rousseau, c'est que le motif déterminant de cette abrogation était la nécessité de donner aux syndicats un pouvoir de discipline sur leurs membres et que par conséquent la mise à l'index devenait un fait licite.

(1) J. O., Sénat, débats parl., séance du 28 janvier 1884.

*
**

Tel est, en ce qui concerne la liberté du travail, le dernier état de notre droit.

Pendant une très longue période il fut réglementé. Nous avons vu que si cette réglementation avait d'abord été inspirée par des motifs utiles à l'intérêt général, elle n'avait pas tardé à ne protéger qu'une seule catégorie d'individus et à entraver l'ascension sociale des compagnons en même temps qu'elle interdisait tout progrès technique. Quand les corporations furent détruites, il semblait que le monde du travail allait être placé sous un régime de liberté absolue et notamment que les ouvriers pourraient tirer de leur union une puissance contre-balçant celle que les lois économiques mettaient entre les mains du patron.

Il n'en fut rien.

La Monarchie avait interdit les coalitions et les associations parce qu'inadmissibles dans un système enserrant l'activité professionnelle dans un réseau de règles méticuleuses. La Constituante les prohiba pour le motif opposé, afin de permettre la liberté de l'individu et l'indépendance de l'Etat. Le Code pénal maintint ces prohibitions par respect pour l'ordre et l'autorité tandis que la Révolution de 1848 voulut assurer, par leur moyen, le libre jeu des lois économiques.

Il fallut attendre 1864 pour que le législateur comprit que le tête-à-tête forcé du patron et de l'ouvrier assurait nécessairement l'avantage au premier et qu'il était injuste et dangereux de le prolonger. Enfin, la loi de 1884 crut permettre l'organisation des masses ouvrières dans l'espoir de les discipliner par la conscience de leur force.

Mode de répression des atteintes à la liberté du travail prévu par la loi de 1864

Nous allons étudier dans ce chapitre le régime actuel de la protection de la liberté du travail tel qu'il est prévu par les articles 414 et 415 du Code pénal, compte tenu des modifications apportées à ce dernier article par la loi du 27 mai 1885, article 19.

Avant d'examiner chacun des éléments du délit prévu par ces articles, il convient de faire une remarque préliminaire. Notre loi pénale ne réprime pas, comme on le croit quelquefois, bien à tort, toute atteinte à la liberté du travail ou de l'industrie, surtout depuis l'abrogation de l'article 416, aucun texte pénal ne protège cette liberté du travail en soi. Le fait d'y porter atteinte n'est pas érigé en délit général, les violences, les menaces, si elles ne sont pas punies par elles-mêmes, ne deviennent pas répréhensibles parce qu'elles ont eu pour but d'entraver la liberté du travail ; on ne rencontre nulle part dans nos lois une disposition générale qui soit ainsi conçue (1) « quiconque, avec violence ou menace, contraint ou entrave de quelque

(1) GARÇON, Cod. pén. annoté n° 66.

manière, que ce soit la liberté de l'industrie ou du commerce, est puni de (1). Le délit des articles 414 et 415 est un délit spécial dont l'une des conditions nécessaires est que les violences ou les fraudes aient pour but de porter atteinte par une cessation simultanée du travail, c'est-à-dire par une grève, à la liberté, soit du patron, soit de l'ouvrier » (2). Il faut, en effet, se rappeler que cette incrimination a été instituée par une loi dont le but était d'autoriser la coalition, mais en même temps d'en réprimer les abus. Par conséquent, pour que l'article 414 puisse s'appliquer, il faut que les délinquants aient en vue la grève ou le lock-out.

Ces considérations préliminaires une fois indiquées, il est nécessaire d'étudier chacun des éléments du délit d'entrave à la liberté du travail, tels qu'ils résultent des articles 414 et 415 du Code pénal. Ces articles sont ainsi rédigés :

Article 414. — Sera puni d'un emprisonnement de six jours à trois ans et d'une amende de 16 à 3.000 francs ou de l'une de ces deux peines seulement, quiconque, à l'aide de violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses, aura amené ou maintenu, tenter d'amener ou de maintenir, une cessation concertée du travail dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

Article 415. — Lorsque ces faits punis par l'article précédent auront été commis par suite d'un plan concerté, les coupables pourront être mis par l'arrêt ou par le juge-

(1) GABAUD, Traité de droit pénal n° 324.

(2) GUINCÈTRE, op. cit., p. 77.

ment sous la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus.

Les éléments constitutifs de l'incrimination prévue par ces articles sont au nombre de quatre. Ce sont :

1°) L'emploi de moyens frauduleux, violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses ;

2°) Une relation de cause à effet entre ces moyens frauduleux et une cessation concertée du travail.

3°) Le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail ;

4°) L'intention délictuelle.

Reprenons successivement chacun de ces éléments.

I. — PREMIER ÉLÉMENT

Emploi de moyens frauduleux

Ces moyens sont énumérés par l'article 414, dont les termes sont suffisamment compréhensifs pour englober toutes les manifestations de la violence et de la fraude. Ils consistent en violences, voies de faits, menaces ou manœuvres frauduleuses.

Nous allons étudier la signification exacte de chacun de ces mots et l'interprétation qui leur est donnée par la jurisprudence. Afin d'avoir une idée générale susceptible de guider nos modestes commentaires, il est bon d'avoir présentes à l'esprit les paroles d'E. Ollivier expliquant le sens des mots employés par lui dans la rédaction de ces articles : « Nous avons cherché les termes les plus précis, nous n'en avons pas trouvé dans la langue du droit pénal qui le fus-

sent davantage. Pour qu'aucun doute ne put exister en pareille matière, nous aurions défini nous-mêmes chaque expression, si nous n'avions été arrêtés et par l'impossibilité de le faire et par les dangers qu'il y aurait à le tenter ». Nous sommes convaincus, a écrit Rossi dans son traité de droit pénal, que si l'on adopte comme règle absolue la méthode, soit de substituer une définition à l'expression propre, naturelle, généralement vague du délit, soit de joindre la définition au mot, on s'expose, entre autre inconvénient, au danger de s'écarter de la vérité. Il est trop difficile de trouver des phrases générales et précises en même temps, des expressions qui ne disent rien en plus ni en moins, que ce qui est enfermé dans le mode indicatif du délit. Le sens commun a parlé avant le législateur. Il a vu des hommes s'emparer du bien d'autrui et les a appelés voleurs. Il a vu des hommes ôter la vie à leur semblable et les a appelés meurtriers, il n'a jamais confondu avec eux celui qui tue son agresseur pour défendre sa vie, ni celui qui tue un animal. Qu'est-ce qu'un vol ? Qu'est-ce qu'un meurtre ? Tout le monde le sait. Mettez à la place une définition, la plus grande partie du public ne saura pas de quoi l'on parle.

« Fortifié par ces considérations nous avons suivi le précepte donné par Rossi, nous avons choisi des expressions dont la signification fut séculairement fixée dans la langue juridique et sur la portée desquelles le sens commun parlât comme le législateur ».

A la lumière de ces explications étudions maintenant quels sont les actes constitutifs des moyens frauduleux exigés par le premier élément de l'incrimination prévue par l'art. 414. Cet article prévoit :

I. — LES VIOLENCES ET VOIES DE FAIT

D'après les explications qui précèdent il faut entendre le terme violence dans son acception la plus large, d'ailleurs les mots de voies de fait comprendraient ce que l'on se refuserait à appeler des violences. Ces expressions ne signifient pas seulement coups et blessures, ils comprennent « toute atteinte à l'intégrité corporelle d'une personne » (1). D'ailleurs les expressions de violences et voies de fait sont déjà employées par le Code pénal dans ses art. 209, 230, 309 et 311. Dans tous ces cas elles sont prises dans un sens très large, ainsi la Cour de Cassation (2) définit ces mots dans une espèce nécessitant l'application de l'art. 209 : « excès envers les personnes ».

Par conséquent constituent des violences et voies de fait, au sens de l'art. 414, le fait de saisir au corps une personne pour la frapper, de la jeter à terre, de lui arracher les cheveux, de lui cracher au visage (3). Pour M. Garçon (4) sont en outre réprimés par l'art. 414 « tous actes d'agression qui, sans atteindre physiquement la personne, sont susceptibles de lui causer une impression vive, une émotion violente et de troubler sa sécurité ». Il cite comme exemple le fait d'exciter un chien contre une personne, de lui jeter des pierres sans l'atteindre, de la mettre en joue avec une arme même non chargée ».

La jurisprudence est d'ailleurs fixée en ce sens. C'est

(1) GARÇON, *op. cit.*, n° 31.

(2) *Cas.* 25-2-43, B. 44.

(3) Exemples cités par E. OLLIVIER.

(4) GARÇON, *ibid.*

ainsi qu'un jugement du tribunal de Saint-Etienne du 31 octobre 1890 a considéré que l'art. 414 s'appliquait à des grévistes qui, unis en groupe hostile, avaient entouré un ouvrier se rendant à la mine et s'étaient ainsi opposés à son passage tout en affectant de ne pas porter la main sur lui (1).

Cependant il semble que les violences morales ne soient pas suffisantes. Les exemples cités par E. Ollivier ne portent en effet que sur des violences physiques. D'ailleurs nous verrons plus loin que ces sortes de violences peuvent être comprises sous la signification de menaces (2).

Une autre question plus délicate se pose à propos des violences sur les choses. Peut-on leur appliquer l'art. 414 ? Etant donné l'interprétation large qui doit être donnée aux termes de cet article, il faut répondre affirmativement et approuver un arrêt de la Cour de Paris du 5/4/1911 (3) qui a jugé que « la mise bas des feux, la fermeture de la vapeur, la rupture de l'excitation, la fermeture des registres de chaudières, l'ouverture d'un robinet de purge, le placement d'une brique sous la soupape de vidange de l'épurateur, appliqués à des installations marchant pour ainsi dire d'elles-mêmes, constituaient bien les violences quelles qu'elles soient à l'aide desquelles il peut être, par une cessation concertée du travail, porté atteinte au libre exercice de l'industrie du travail ».

Il importe d'ailleurs de remarquer que le droit commun réprime également, dans les articles 309, 310 et 311, les

(1) GUINCÈTRE, op. cit., p. 80. — « La loi » du 9-11 1890.

(2) GUINCÈTRE, op. cit., p. 80. — GARÇON, N° 33.

(3) D. 1911-2-277.

violences et voies de fait, à la différence de l'art. 414 qui punit avant tout le but de ces actes et de ce fait édicte une peine unique ; ces dits articles qui envisagent ces violences et ces voies de fait en elles-mêmes graduent la peine suivant d'une part l'intention de l'auteur de ces menaces et d'autre part le résultat de celles-ci.

II. — LES MENACES

Peuvent également constituer le premier élément, les menaces ayant pour but d'amener une grève.

Que doit-on entendre par ces mots. Ces menaces sont-elles les mêmes que celles des art. 305 à 308 du Code pénal ?

Ces articles prévoient en effet deux sortes de menaces, d'une part celles qui sont faites verbalement et d'autre part celles qui sont faites par écrit.

Les premières doivent être accompagnées d'un ordre ou d'une condition, sinon elles ne constituent aucun délit (1). S'il y a ordre ou condition la peine sera plus ou moins grave suivant que ces menaces formeront l'un des attentats prévus par l'art. 305 ou de simples violences ou voies de fait.

Quant aux menaces par écrit elles sont considérées comme plus graves que les menaces verbales, car elles supposent la préméditation ou une intention plus arrêtée, aussi sont-elles punissables même si elles sont faites sans ordre ni condition. Si cependant un ordre ou une condi-

(1) Cass., 22 août 1892, B. 26, 4 juillet 1908, D. 1910-5-13.

tion accompagnait la menace par écrit il y aurait lieu de distinguer ce qu'exprime cette menace, car la peine varierait selon que l'agent a menacé d'empoisonnement, d'assassinat, ou de tout autre attentat contre les personnes puni d'une peine perpétuelle, ou qu'il a fait craindre des violences ou voies de fait.

Pour le deuxième genre de menaces par écrit, il faut donc :

1°) Qu'il y ait menace d'un attentat contre les personnes ;

2°) Que cette menace ait été faite par écrit, peu importe d'ailleurs les termes employés, un simple dessin suffit ;

3°) Qu'elle soit accompagnée d'un ordre ou d'une condition (lors même que l'ordre est juste et que la condition n'est pas préjudiciable) et qu'elle ait pour but un acte positif ou une abstention (1).

La menace, au sens de l'art. 414, devra-t-elle être la menace de ces art. 305 et suivants ? Les travaux préparatoires nous répondent sur ce point, E. Ollivier a formellement déclaré en effet : « La menace peut être verbale ou écrite, être faite avec ou sans ordre, avec ou sans condition, avec l'ordre de faire ou de ne pas faire ».

La jurisprudence est d'ailleurs fixée en ce sens. « Attendu, dit la Cour de Cassation dans une espèce qui lui fut soumise en 1867 » (2), que l'art. 414 n'ayant pas

(1) FAUSTIN HÉLIE et DESPEIGES, pratique crim. 1928, n° 666 et suivants.

(2) Cass. Crim., 5 avril 1867, D. 67-1-89.

défini les menaces qu'il punit a laissé nécessairement à ce mot sa signification naturelle, que la généralité de ses termes, aussi bien que son esprit, révélés par les documents législatifs, ne permettent pas de l'interpréter à l'aide de dispositions destinées à punir les délits d'un caractère spécial, que les art. 305 et suivants ne sauraient dès lors régir d'autres faits que ceux qu'ils ont prévu ».

Il faut ajouter en outre que ces menaces peuvent avoir lieu par gestes (1). C'est ainsi que la Cour de Paris a considéré que le fait pour un gréviste d'avoir participé à l'envahissement d'une propriété commise par une bande nombreuse animée de dispositions hostiles constitue un acte d'intimidation et rentre incontestablement dans les prévisions de l'art. 414 du Code pénal (2).

Par conséquent, que la menace ait été faite par parole, par écrit ou par geste, avec ou sans ordre, sous conditions ou non, elle constitue le premier élément de l'art. 414.

Si tout le monde est d'accord, grâce aux précisions formelles du rapporteur, quant au mode d'expression des menaces de l'art. 414, il en est autrement quand il s'agit de savoir quel doit en être le contenu. Le mal que la personne menacée a à redouter doit-il être une violence physique, une violence morale ou un mal quelconque ? Citant les paroles de E. Ollivier, Hamelet considère (3) que ce dernier a pensé aux menaces des art. 305 et suivants quand il déclare que l'art. 414 n'exigeait ni ordre ni condition et qu'il punissait les menaces verbales aussi bien que

(1) GARÇON, op. cit., n° 34.

(2) Paris, 1^{er} juin 1923. *Gaz. Pal.*, 23-2-196.

(3) HAMELET, op. cit., p. 250.

celles faites par écrit, mais il estime que ce sont là les seuls points sur lesquels il y ait une différence entre les deux menaces et que par conséquent on ne peut négliger « cette autre condition essentielle à l'application des articles 305 et suivants, à savoir qu'une menace de violence ou de voie de fait ait été proférée ». Cette opinion est également professée par M. Batbie (1). M. Garçon répond qu'on doit donner à ce mot sa « signification ordinaire et usuelle », ce qui est d'ailleurs l'esprit de la loi de 1884, tel qu'il ressort des travaux préparatoires (2). Il cite à ce propos une définition de M. l'Avocat général Bedaride dans une espèce (3) dont nous aurons fréquemment à parler. Ce magistrat définissait la menace de l'art. 414 « un acte d'intimidation inspirant la crainte d'un mal ». Pour compléter ces indications on peut en outre indiquer que ces menaces doivent être de nature à faire impression sur un homme normalement énergique, lui donnant par exemple de sérieuses raisons d'appréhender une atteinte à sa personne, à sa famille ou à ses biens (4).

La jurisprudence a admis cette interprétation, c'est ainsi que la Cour de Cassation (5) a considéré qu'il y avait une menace dans le fait par un groupe de grévistes de dire à un employé d'une Compagnie de chemin de fer qui refusait de se mettre en grève : « Puisque tu reprends le travail, nous restons en grève jusqu'à ce que tu sois révoqué ».

(1) Rev. crit. XXIV, 412.

(2) V. supra.

(3) Arrêt de 1867.

(4) C. Lyon, 8 juillet 1931, D. 1932-2-89.

(5) Cass. Crim. 14/1/21-S. 22-1-215.

Dans une autre espèce, postérieure de quelques années, la Cour de Cassation (1) a maintenu sa doctrine. Hervieu, secrétaire d'un syndicat de dockers, s'était présenté devant le navire « Gard » accompagné d'un ouvrier précédemment congédié en raison de son état d'ivresse, et suivi d'un groupe de 100 à 150 ouvriers non embauchés. Il avait enjoint aux dockers occupés au déchargement du bateau de cesser immédiatement le travail, sous le prétexte fallacieux que l'ouvrier qui l'accompagnait avait été renvoyé pour avoir visité les cartes syndicales des ouvriers embauchés. La Cour Suprême considéra que « l'intervention d'Hervieu revêtait un caractère comminatoire à l'encontre des dockers au travail et constituait à leur égard un acte d'intimidation », c'est-à-dire une menace au sens de l'article 414 (2).

Dans tous ces cas, par conséquent, la jurisprudence considère que dès l'instant que les menaces sont « de nature à impressionner celui qui en est l'objet », le premier élément de l'art. 414 est réalisé. Mais que faut-il décider lorsque le mal dont la victime est menacée sera la conséquence de l'exercice d'un droit ? La question s'est posée à propos du cas suivant : Pour une raison quelconque un ouvrier est frappé d'interdit par ses camarades, c'est-à-dire qu'ils refusent de travailler avec lui et, afin de l'obliger à quitter l'atelier, ils somment le patron de le

(1) Cass. Crim. 23/1/23-B. 1923, N° 127.

(2) Cass. 24 juin 1911 - B. 1911, N° 370, Douai 18-4-1867, D. 67-2-246, C. Grenoble, 18 juillet 1901, S. 1903-2-30, Cass. 1905-26-154, D. 1907-5-11, Cass. 24 juin 1911, B. 1911, N° 330, Cass. Crim., 14 janvier 1921, S. 1922-1-235.

congédier, faute de quoi ils se mettront en grève. On s'est demandé d'une part s'il y avait menace au sens de l'article 414, dans le fait de menacer le patron de la grève et d'autre part si cet élément était réalisé par la menace adressée à un ouvrier de le mettre en interdit. En ce qui concerne le premier point la question est grave, car elle met en discussion, a-t-on dit, l'étendue et même l'existence du droit de grève.

Disons tout d'abord que l'expression « droit de grève » semble exagérée. La loi de 1864 qui a été la première à ne plus réprimer le fait de la grève n'a déclaré nulle part que l'acte était un droit. Elle a simplement effacé toutes les peines qui le frappait antérieurement, considérant que tout ce qui n'est pas défendu est permis, il est facile d'en déduire que la grève est licite. Il semble donc bien plus exact de parler de la faculté de faire grève plutôt que d'un droit comparable par exemple au droit à la vie que sanctionne le droit pénal par les peines prononcées contre le meurtrier ou l'assassin (1). N'oublions pas du reste que cette question de terminologie n'a au fond qu'une importance secondaire et souvenons-nous d'un droit par excellence, nous voulons parler du droit de propriété qui était quasi absolu en 1804 et que la théorie équitable et morale de l'abus du droit a ramené à ses justes limites.

Quant à la question discutée de la répression par l'article 414 de la menace de grève adressée au patron, on a prétendu disons-nous, que l'existence du droit de grève

(1) Si dans le cours de nos explications il nous arrive d'employer l'expression de « droit de grève » il conviendra de tenir compte de la réserve formulée par ces observations.

était en jeu. En effet, il est impossible de concevoir une grève ne commençant pas par cette mise en demeure, cette sorte d'ultimatum dont la sanction est la grève. On a objecté que cette menace était répréhensible uniquement parce qu'elle était contraire à la liberté du travail. Pour M. Roux (1), notamment, ce n'est pas toute grève qui est prohibée, « seule la grève qui se fait violente, qui s'arme, qui use de menaces ou de fraudes, qui empiète sur le droit du patron d'embaucher qui bon lui semble ou sur celui de l'ouvrier de travailler ou de ne pas travailler, en un mot la grève qui cesse d'être respectueuse du droit d'autrui pour devenir oppressive et abusive, ne jouit pas de la même tolérance et ne bénéficie pas de la même impunité ».

Cette opinion très mesurée, très équitable parce que très respectueuse du droit d'autrui, est malheureusement en contradiction formelle avec E. Ollivier qui déclarait dans son rapport sur la loi de 1864 : « On a proposé de distinguer entre les coalitions justes et les coalitions abusives. Nous n'avons pas admis cette distinction, abusive ou non, juste ou injuste, la coalition est permise. D'autres ont demandé que la répartition fut établie entre les coalitions factices, violentes et frauduleuses et les coalitions naturelles, paisibles et sincères et que les secondes étant licites, les premières ne le fussent pas, nous n'avons pas davantage accepté cette distinction. La coalition violente, factice ou frauduleuse ne tombera pas plus sous le coup de la loi que la coalition naturelle, paisible et

(1) Cass. Crim., 7 janvier 1921, S. 1922-1-233.

sincère. Les auteurs de violences et de fraudes seront poursuivis, la coalition sera respectée. Nous n'avons pas voulu que sous prétexte de rechercher le caractère d'une coalition et de s'enquérir si elle était juste ou injuste, abusive ou équitable, violente ou paisible, frauduleuse ou sincère, l'autorité judiciaire ou administrative put reprendre indirectement ce qui lui est retiré directement ».

Le caractère de la grève important peu, le délinquant ne sera donc poursuivi qu'à raison des violences ou des fraudes qu'il aura employées pour amener ou maintenir cette grève. Il en résulte qu'on ne peut admettre l'opinion de M. Roux qui fait dépendre la répression de la menace de grève du but et du caractère de cette grève et que la menace de grève étant comparable à celle d'une voie de droit ne peut pas être la menace de l'art. 414.

Si l'on envisage d'autre part la menace de mise en interdit adressée à l'ouvrier pour l'amener à entrer ou à rester en grève, nous nous trouvons en présence de la même objection. En effet, si ainsi que nous avons tenté de l'établir, la sommation sous menace de grève adressée au patron de renvoyer un ouvrier n'est qu'une application du droit de grève, menacer un ouvrier de le mettre en interdit, c'est-à-dire lui faire craindre d'être congédié par tous ses patrons éventuels en raison des injonctions de ses camarades, est à son tour un fait licite, car on ne peut concevoir qu'exécuter un acte soit déclaré licite et que faire craindre cette exécution soit répréhensible. « Sans doute, ainsi que l'écrit M. Garçon, cette menace peut encore peser sur la volonté de l'ouvrier, elle peut avoir pour but et pour effet de le contraindre à participer à une

cessation concertée du travail. Elle peut porter une grave atteinte à sa liberté individuelle, mais, ajoute-t-il, il est impossible de la déclarer délictueuse. On pourrait sans délit réaliser le mal annoncé, la seule menace de sa réalisation éventuelle ne peut être coupable ».

L'opinion de la jurisprudence a varié sur ce point, c'est ainsi qu'en 1867 (1) elle a considéré que constituait le délit de l'art. 414 le fait par quelques ouvriers d'avoir par la menace d'une interdiction de travail adressée à leurs camarades et par la menace d'une désertion de l'atelier, obtenu qu'un ouvrier mis en interdit par un Comité directeur, fut renvoyé de l'établissement. C'est à propos de cette affaire que M. l'Avocat général Bedaride formula la définition de cette menace « acte d'intimidation inspirant la crainte d'un mal », il considéra que priver les ouvriers de travail rentrait dans cette définition et demanda et obtint l'application de l'art. 414 à ces faits. Il est à remarquer d'ailleurs qu'à cette époque les faits de mise à l'index étaient réprimés par l'art. 416 aujourd'hui abrogé, mais l'application de l'art. 414 n'était pas sans intérêt, la pénalité prévue par ce dernier article étant la plus élevée. Les critiques que nous avons indiquées plus haut ne manquèrent pas d'être faites, surtout après l'abrogation de cet art. 416 que les défenseurs de cette jurisprudence étaient accusés de vouloir faire revivre par cette interprétation du mot menace (2). En ce

(1) Cass. Crim., 5 avril 1867, S. 67-1-208, D. 67-1-89.

(2) GARÇON, GABAUD, HAMELET, op. cit., P. BONCOUR, *Le Fédéralisme Économique*. — En sens contraire, cependant THALLER (*Revue critique de Législation et de Jurisprudence* 1884, p. 391).

sens et sans entrer dans les détails de cette discussion qui fait l'objet de notre 3^e chapitre, on peut rapporter un jugement du tribunal de Bougie (1) faisant état de ces critiques. Ce jugement considère « qu'il est incontestable que si le législateur de 1884 (qui a aboli l'art. 416) a entendu maintenir comme faits délictueux la manœuvre frauduleuse et la menace de nature à faire craindre pour celui qui en est l'objet soit pour sa sécurité personnelle, soit pour ses biens, soit pour l'exercice même de son commerce et de son industrie, il a entendu enlever le caractère délictueux à la menace consistant uniquement à annoncer l'intention d'exercer un droit et d'accomplir un acte permis, encore bien que cet acte puisse causer un dommage ».

Quoi qu'il en soit la Cour de Cassation maintint sa jurisprudence de 1867 dans un arrêt rendu en 1921 (2), dans lequel elle considéra, comme susceptible de rentrer dans les menaces constitutives du délit prévu et réprimé par l'art. 414 du Code pénal, le fait de menacer un marin de la mise à l'index de tous les navires au cas où il ne cesserait pas le travail. Depuis cette époque la Cour de Cassation n'a pas changé d'opinion à ce sujet, opinion qui, en se plaçant uniquement au point de vue de l'interprétation stricte des textes, qui est de rigueur en droit pénal, ne semble pas pouvoir être approuvée pour les motifs indiqués plus haut.

Après avoir étudié les menaces qui sont au point de vue moral le pendant des violences ou voies de faits au

(1) 6 Nov. 1920, *Gaz. Pal.*, 1921-2-96.

(2) Cass. Crim., 7 janvier 1921, S. 1922-1-233.

point de vue physique, il nous reste à voir le troisième terme de ce premier élément, c'est-à-dire les manœuvres frauduleuses.

III. — LES MANŒUVRES FRAUDULEUSES

Cette expression est encore plus élastique que les précédentes et il est encore plus difficile d'en préciser le sens. Doit-on comme pour les menaces lui donner une signification très large qui ne les soumettrait à aucune condition stricte quant à leur existence, ou doit-on au contraire lui donner le sens restrictif qui est celui par exemple des manœuvres frauduleuses de l'art. 405 réprimant l'escroquerie ?

Cet article sanctionne le fait de se faire remettre un objet mobilier par l'emploi de moyens frauduleux. Parmi ces moyens figure la prise d'un faux nom ou d'une fausse qualité d'une part et d'autre part l'emploi de manœuvres frauduleuses, mais alors que les premiers moyens suffisent à eux seuls pour constituer le délit (si évidemment les autres éléments dont nous n'avons pas à nous occuper ici sont réunis), les manœuvres frauduleuses ne sont pas suffisantes en elles-mêmes. En effet, lorsque l'escroquerie est perpétrée par ce dernier moyen, elle exige, dit M. Garçon (1), en réalité deux conditions que le texte impose d'ailleurs expressément : 1°) l'existence de manœuvres frauduleuses ; 2°) que ces manœuvres aient eu pour but précis de persuader l'existence de fausses entre-

(1) Sous art. 405, N° 15.

prises, d'un pouvoir ou d'un crédit imaginaire, ou de faire naître l'espérance ou la crainte d'un succès, d'un accident ou de tout autre événement chimérique. On doit même ajouter : 3°) une certaine relation de cause à effet entre la manœuvre et la remise de la chose escroquée. Cette remise doit avoir été déterminée par la manœuvre employée. Si l'une ou l'autre de ces conditions manque, le délit cesse. Nous voyons par cette citation à quel stade du fait délictueux se placent les manœuvres frauduleuses, il faut qu'elles aient été la cause déterminante de la remise des choses. Dans le cas de l'art. 414, la situation *mutatis mutandis* est semblable, il faut que les manœuvres frauduleuses aient provoqué la cessation concertée du travail. Il reste maintenant à rechercher en quoi consistent exactement ces manœuvres « les simples mensonges ne suffisent pas, continue M. Garçon, pour constituer l'escroquerie. Les fausses allégations quelque habiles, quelque captieuses qu'elles soient, alors même qu'elles ont pour but et pour résultat de persuader l'existence d'un crédit imaginaire ou d'une entreprise chimérique et d'obtenir une remise de fonds, ne tombent pas sous le coup de l'art. 405. Ce point est constant en doctrine et en jurisprudence et c'est une formule courante qu'on retrouve dans un nombre infini d'arrêts que « les simples mensonges même réitérés et produits par écrits ne peuvent constituer les manœuvres frauduleuses caractéristiques de l'escroquerie, s'il ne s'y joint aucun fait extérieur ou acte matériel, aucune mise en scène ou intervention d'un tiers destiné à lui donner crédit » (1).

(1) V. les nombreuses espèces citées, GARÇON, N° 16 *in fine*.

Mais si ces points sont sûrs, les difficultés commencent lorsqu'il s'agit de définir les manœuvres frauduleuses. D'une manière générale, ce sont des faits extérieurs, des actes matériels, une mise en scène destinée à confirmer les mensonges. Comme certaines fraudes se produisent fréquemment, on peut arriver, par voie de généralisation, à établir un certain nombre de règles qui embrassent toute une série de cas particuliers et sur lesquels la jurisprudence est aujourd'hui bien fixée. Ainsi il y a manœuvres frauduleuses lorsque l'agent a recours, pour appuyer ses mensonges, à l'intervention d'un tiers. Un mensonge, confirmé par les affirmations et par les témoignages d'une personne qui paraît désintéressée, acquiert un degré de certitude plus complet et peut raisonnablement convaincre. Il est difficile, quelquefois impossible de se garder contre une fraude ainsi machinée et ourdie et la tromperie devient manœuvre au sens de l'article 405.

En principe, il importerait peu que ce tiers qui a confirmé la manœuvre de l'escroc fut lui-même de bonne foi. On peut dire que son témoignage sera d'autant plus probant que sa bonne foi a été surprise et qu'il sera sincère.

Mais l'intervention d'un tiers ne peut constituer une manœuvre frauduleuse, que si par ses agissements, ses actes et ses paroles, il confirme et rend vraisemblables les allégations mensongères en les appuyant de son autorité personnelle.

Les mensonges écrits comme les mensonges oraux et même les mensonges oraux réitérés par écrit et combinés avec eux ne constituent par contre aucune manœuvre

frauduleuse. Mais il est bien clair que la production des pièces ou documents écrits a, au contraire, un caractère de manœuvres, lorsqu'ils viennent corroborer les allégations mensongères, leur donner une consistance extérieure et une force probante plus complète, leur fournir une autorité indépendante des affirmations personnelles de l'auteur de la fraude. Dans de pareilles conditions la représentation d'un écrit vrai ou faux est en effet de nature à déterminer la conviction de celui à qui la remise est faite, mieux encore que la simple intervention orale d'un tiers.

L'article 414 n'ayant donné aucune définition des manœuvres frauduleuses du délit d'entraves à la liberté du travail, faut-il en déduire que le législateur de 1864 a entendu se référer au sens donné à l'incrimination de l'article 405 ? Dans son rapport, E. Ollivier a donné lui-même un commentaire de l'expression étudiée « les manœuvres frauduleuses supposent la réunion de quatre circonstances : 1°) d'abord la fraude, c'est-à-dire, comme dit Merlin, la tromperie, l'action faite de mauvaise foi ; la loi n'a voulu atteindre ni les projets téméraires et hasardeux, ni les entreprises insensées. Si l'agent a cru au succès, s'il a été lui-même dupe de sa folie, s'il s'est trompé de bonne foi, il cesse d'être responsable aux yeux de la loi pénale, des efforts qu'il a fait pour entraîner des tiers dans son erreur ; 2°) des actes combinés artificieusement pour surprendre leur confiance. Les paroles artificieuses, les allégations mensongères, les promesses, les espérances, ne sont point isolées de tout fait extérieur, des manœuvres ; il faut qu'elles soient accompagnées d'un

acte quelconque destiné à les appuyer et à leur donner crédit ; 3°) les manœuvres frauduleuses doivent être de nature à faire impression, c'est-à-dire n'être pas d'une telle grossièreté, qu'elles n'aient pu raisonnablement agir sur ceux qu'elles avaient en vue d'entraîner ; 4°) enfin elles doivent avoir été déterminantes, c'est-à-dire avoir porté atteinte, par le moyen d'une coalition, à la liberté des patrons et des ouvriers ».

Des explications du rapporteur ressort le caractère de ces manœuvres qu'on pourra définir « une certaine combinaison de faits, une machination combinée avec plus ou moins d'adresse, une ruse ourdie avec plus ou moins d'art » mais ayant toujours un caractère frauduleux, accusé non seulement par le fait que la victime prendra pour vrai la chose fausse qui lui est soumise, mais par ce fait que tout aura été mis en œuvre pour qu'il en soit ainsi. Donc il ne suffit pas qu'il y ait eu mensonge, il faudra que ce mensonge soit habilement présenté, qu'il soit cru par une personne raisonnable et qu'il soit appuyé par un ensemble de circonstances voulues par son auteur et destiné à le faire prendre pour l'expression de la vérité. En d'autres termes, nous nous trouvons ici en présence de manœuvres semblables à celles de l'article 405. La jurisprudence paraît d'ailleurs fixée en ce sens. Voici quelques espèces.

Une manœuvre fréquemment employée consiste dans l'émission de mensonges, de fausses nouvelles, ou de diffamation. Le Tribunal de Villefranche a eu à statuer sur une affaire de ce genre (1). Une grève avait éclaté à Deca-

(1) La loi du 20 avril 1886.

zeville et les nommés Duc et Roche, dans des correspondances télégraphiques adressées au journal « le Cri du Peuple » par Duc, et au journal « l'Intransigeant » par Roche, avaient énoncé des faits inexacts dans le but de prolonger la grève, c'est ainsi que le 18 mars 1886, Duc avait adressé à son journal un télégramme annonçant que le matin même les nommés Ficat père et fils, gardes-barrages, avaient été atteints par le feu dans les galeries d'une mine et que l'état de ces ouvriers était grave. Il faisait suivre ensuite ces indications d'une série de faits de même nature. Le nommé Roche procédait de même. Or, toutes ces nouvelles furent démenties par les prétendues victimes qui affirmèrent de la façon la plus énergique que les accidents en question ne s'étaient jamais produits. Le tribunal estima qu'il y avait dans ces faits des manœuvres frauduleuses « attendu que la persistance à annoncer, dans son journal, une série de prétendus accidents causés par le feu des mines dénote un véritable système d'intimidation qui constitue au premier chef des manœuvres... attendu que ces manœuvres ne peuvent s'expliquer que par le désir des prévenus d'amener les ouvriers à croire à un véritable danger et à les entretenir dans cette idée qu'à une heure prochaine la concession serait retirée par suite de l'envahissement du feu ». Il se refusa, par contre, à voir des manœuvres frauduleuses dans le fait par Roche d'avoir traité, dans un de ses articles, l'enquête de l'Inspecteur des Mines (envoyé sur les lieux par le gouvernement) de scandaleuse.

Dans le premier cas, en effet, l'intervention, même de bonne foi, des journaux « Le Cri du Peuple » et « l'In-

transigeant » constituait le fait extérieur destiné à donner crédit aux allégations mensongères des inculpés tandis que dans le second il n'y avait qu'un simple mensonge écrit.

La Cour de Cassation se prononça dans le même sens dans une affaire qui eut à son heure un grand retentissement dans le monde politique. En 1895, M. Réseguier, directeur des verreries de Carnaux, avait congédié deux de ses ouvriers, Baudot et Pelletier. Mis en demeure de les reprendre, il s'y refusa, et la grève éclata. Jaurès, alors député du Gard, entrepris, à l'aide de la « Petite République » et de la « Dépêche de Toulouse », une violente campagne de presse contre M. Réseguier. A la suite d'une interpellation qui eut lieu à la Chambre des Députés, ce dernier assigna M. Jaurès et les deux journaux en paiement de dommages-intérêts, devant le Tribunal civil de Toulouse. Il invoquait à l'appui de sa demande une importante consultation de M. Waldeck-Rousseau, ancien ministre de l'Intérieur. Cette consultation visait notamment l'intervention de tiers non intéressés dans les grèves et admettait qu'elle tombait non seulement sous le coup de l'article 1.382 du Code civil, mais aussi sous celui de l'article 414 du Code pénal.

Tous ces faits auraient pu être poursuivis sous l'inculpation d'infraction à la loi sur la presse, mais ils étaient, en tant que tels, couverts par la prescription ; aussi le demandeur fonda-t-il sa demande sur les articles 414 du Code pénal et 1.382 du Code civil. Le Tribunal de Toulouse refusa d'appliquer l'article 414 « attendu que la grève n'avait point été la conséquence d'une cessation de

travail concerté entre les ouvriers, mais avait été imposée par Réseguier agissant dans la plénitude de son droit ». Sur appel de M. Réseguier, M. Jaurès, « La Petite République » et « La Dépêche », furent condamnés à 15.000 francs de dommages-intérêts par la Cour de Toulouse, uniquement sur le fondement de l'article 1.382 du Code civil, l'article 414 du Code pénal n'ayant reçu aucune application.

La Cour de Cassation rejeta le pourvoi formé par Jaurès et consorts (1) « attendu que si toute personne a le droit d'intervenir dans une grève, elle ne peut le faire que dans les conditions permises aux parties intéressées elles-mêmes, c'est-à-dire en s'abstenant de violences, voies de faits, manœuvres frauduleuses, interdits par l'article 414 du Code pénal, attendu qu'il est constaté en fait par l'arrêt attaqué que pour prolonger la grève qui avait éclaté le 1^{er} août 1895 à la verrerie de Carmaux, les demandeurs en cassation avaient usé de manœuvres frauduleuses et de menaces..., attendu qu'il y a manœuvres frauduleuses lorsqu'il résulte des constatations des juges du fait, d'une part que, par un concert organisé, les tiers, député et journalistes ont, pour triompher de la résistance du patron, mené une campagne caractérisée par des propos injurieux et diffamatoires, des diffamations et des fausses nouvelles émises de mauvaise foi, et d'autre part se sont associés à la propagande de désembauchage entreprise pour déterminer au moyen de remise d'argent les ouvriers du dit patron à quitter l'usine ».

(1) Cass. req., 29 juin 1897, S. 1898-1-17 et note de M. ESMEN.

Ici encore nous trouvons l'intervention de tiers destinés à surprendre la bonne foi, la reproduction par les journaux des attaques de Jaurès était de nature à leur donner crédit dans l'esprit des ouvriers dont la confiance était d'autre part captée par des distributions d'argent.

Dans une espèce récente (1), la jurisprudence a encore maintenu cette interprétation. Au cours d'une grève de boulangers survenue à Bougie, le nommé Costaud était allé trouver le patron boulanger Langlade à son domicile et lui avait dit pour l'inciter à participer à la grève, que ses journées perdues par l'effet de la grève lui seraient payées et que l'argent qu'il dépenserait pendant la grève serait vite récupéré par l'augmentation du prix du pain. Le Tribunal correctionnel de Bougie appelé à juger les faits en première instance, s'était contenté de déclarer que « la doctrine et la jurisprudence étaient d'accord, depuis longtemps pour décider qu'une offre d'argent ne constitue par une manœuvre frauduleuse au sens de l'article 414 ».

La Cour d'Appel fut beaucoup plus catégorique et refusa d'appliquer l'article 414 à ces faits « attendu que l'offre de payer à Langlade les journées de travail qu'il perdrait pendant la durée de la grève, n'est pas constitutive de la manœuvre frauduleuse dont il s'agit à l'article 414 du Code pénal, alors que cette offre en l'espèce n'a été accompagnée d'aucun acte extérieur, d'aucun fait, destinés à l'appuyer et à lui donner crédit ».

Cependant cette interprétation n'a pas toujours été

(1) T. Cor. Bougie, 21 janvier 1925. *Gaz. Pal.*, 1925-1-96.

donnée par la jurisprudence ni d'ailleurs par la doctrine. Il semble en effet que cette expression ait servi à réprimer tout ensemble de faits susceptibles de peser sur la détermination de l'ouvrier en ce qui concerne sa participation à la grève. C'est ainsi que le Tribunal de Saint-Etienne (1) a jugé en 1893 que le fait d'avoir ostensiblement devant une usine, à la tête d'un groupe hostile pris ou dicté à haute voix les noms des ouvriers sortant des ateliers, constituait une manœuvre frauduleuse. Cette manière de voir doit être rejetée. Où se trouvent, en effet dans ces faits, « les combinaisons artificieuses pour surprendre la confiance » ? Tout au plus pourrait-on y voir une menace si, des circonstances de la cause, il se dégageait que ces faits pouvaient faire craindre un mal à l'ouvrier qui en était l'objet.

Un jugement comme celui-ci a été rendu possible par une confusion commise par E. Ollivier dans son rapport. Après avoir, en effet, indiqué les éléments constitutifs des manœuvres frauduleuses, il a voulu en donner des exemples et a cité les cas suivants : « un chef d'industrie voulant ruiner son concurrent, ou des agitateurs politiques désireux de jeter dans la rue à un point donné une quantité considérable de peuple, soudoient des ouvriers afin qu'ils fassent cesser simultanément le travail dans un ou plusieurs ateliers ; des organisateurs d'une grève pour triompher des résistances affirment des faits qu'ils savent mensongers ; ils attribuent aux patrons des solutions qui n'ont pas été prises, ils annoncent le succès dans la ville

(1) GARÇON, *op. cit.*

voisine de prétentions analogues aux leurs, alors qu'il n'en est rien et qu'ils le savent ».

De ces exemples il était en effet possible de déduire que si les fausses nouvelles colportées de mauvaise foi (qui ne sont que des mensonges (1) étaient suffisantes pour constituer des manœuvres frauduleuses, c'est qu'il fallait entendre ce terme dans un sens très large, que le fait extérieur n'était pas indispensable et qu'on pouvait qualifier ainsi tout acte ou tout ensemble d'actes susceptibles d'avoir une influence sur la détermination de l'ouvrier.

Cette interprétation ne saurait être admise, sinon, on pourrait, grâce à ces mots de l'article 414, incriminer les coalitions les plus pacifiques (2). Il n'en est pas une en effet, qui ne comporte un acte destiné à faire pression sur l'ouvrier pour l'entraîner dans la grève. Or, ces actes laissent tout de même place au libre arbitre de l'ouvrier qui, en dernier analyse, reste libre dans ses décisions.

Si une interprétation comme celle du Tribunal de Saint-Etienne devait être retenue, on ne pourrait que donner raison aux adversaires de la loi de 1864 lors du vote de cette dernière. L'expression de manœuvres frauduleuses fut en effet très vivement critiquée par MM. Jules Simon et Jules Fabre qui lui reprochaient son manque de précision et son élasticité. Le projet primitif comportait d'ailleurs l'expression encore plus vague de « manœuvres coupables » et c'est pour répondre aux critiques presque

(1) GARÇON, *op. cit.*, N° 56.

(2) GARAUD, *op. cit.*

unanimes du corps législatif qu'on lui substitua celle de « manœuvres frauduleuses ». M. Jules Simon s'éleva de nouveau contre ces termes : « J'ai entendu des magistrats déclarer, disait-il, que le changement était considérable, qu'il n'y avait rien de si obscur pour eux que manœuvres coupables et rien de plus clair que manœuvres frauduleuses. Cette déclaration m'a surpris et un peu inquiété, je suis allé aux enquêtes, j'ai consulté d'autres magistrats, plus d'un m'a répondu « manœuvres frauduleuses » c'est tout ce qu'on veut ».

Pourtant cette substitution avait une signification. Quand on rapproche, en effet, ce fait des premières déclarations d'E. Ollivier, on est forcé d'en déduire que les auteurs de cette loi pensaient assimiler ces manœuvres à celles de l'escroquerie. Cette opinion est d'ailleurs confirmée d'une part par les termes d'E. Ollivier qui a employé pour les définir une phrase de M. Faustin-Mélie écrite au sujet de l'article 405, et d'autre part par la déclaration faite au cours des débats par le commissaire du gouvernement suivant laquelle les « manœuvres frauduleuses » réprimées par le futur article n'étaient pas une expression nouvelle dans nos lois pénales et que l'article 405 en faisait déjà usage en matière d'escroquerie.

II. — SECOND ÉLÉMENT

Relation de cause à effet

Le second élément nécessaire pour que le délit de l'article 414 soit réalisé est, avons-nous dit, une relation de cause à effet entre les moyens frauduleux (violences, voies

de fait, menaces, manœuvres frauduleuses) et une cessation concertée du travail. Ce rapport de causalité est absolument essentiel. Il faut que ces moyens frauduleux aient eu pour but la grève.

On ne saurait trop insister sur le fait que, dans notre droit, la liberté du travail n'est pas protégée en elle-même, la seule chose qui jouisse de la protection de la loi, c'est la liberté de ne pas faire grève (1). M. Garçon cite, à ce sujet, un jugement rendu par le Tribunal de la Seine en 1906. Un patron avait fourni sur un ouvrier qu'il avait renvoyé des renseignements ainsi conçus : « agitateur surpris plusieurs fois à reprocher à ses camarades qu'ils travaillaient trop, n'a quitté l'atelier qu'après m'avoir insulté et menacé, travaille très lentement ». Le Tribunal considéra que bien que ces renseignements aient pu avoir pour effet et pour objet d'apporter une entrave à la liberté de cet ouvrier, l'article 414 n'était pas applicable, n'ayant pas amené une cessation concertée du travail (2).

Cette jurisprudence a d'ailleurs été affirmée par la Cour de Cassation dans l'affaire suivante (3) : Au cours d'une grève agricole, les petits propriétaires de la région de Nîmes et deux délégués du syndicat des ouvriers, les nommés Roque et Vissouze, s'étaient réunis pour discuter les réclamations des grévistes. Les propriétaires ayant rejeté une des clauses du cahier des revendications, Roque

(1) GARÇON, op. cit., N° 65.

(2) Cf., Cour Paris, 3 mai 1924. *Gaz. Pal.* 1924, 2-7.

(3) Cass. Crim., 27 avril 1912, B. 1912, N° 233.

leur déclara que s'ils n'acceptaient pas cet article, les pourparlers seraient rompus. Vessouze intervint alors et dit à deux reprises sur un ton impérieux : « Si vous ne signez pas, vous ne travaillerez pas, nous vous en empêcherons ». Cette menace produisit une profonde impression sur les propriétaires qui se retirèrent et la grève continua. La cour de Nîmes qui eut à statuer en appel sur cette espèce considéra que l'article 414 était applicable, mais la Cour de Cassation cassa cette décision, motif pris « que les violences, voies de fait, menaces, ou manœuvres frauduleuses ne sont réprimées par le dit article que lorsqu'elles ont pour but d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail... qu'il n'appert ni implicitement ni explicitement des faits constatés que Vessouze, en adressant des menaces aux patrons et non à des ouvriers, ait eu pour but de maintenir la cessation concertée existant dans la commune ».

Il y avait, certes, grève dans ce cas, mais les menaces, au lieu précisément de tendre à son maintien, avaient pour but d'en amener la cessation. La décision de la Cour de Nîmes reposait donc sur une confusion entre le but, que le législateur a retenu comme élément du délit et le résultat dont il n'a pas tenu compte (1).

« Ainsi que le fait remarquer M. Roux, « le but est l'effet désiré et cherché, mais non pas toujours atteint en vue duquel on applique ses efforts. Le résultat est l'effet obtenu, mais qui n'est pas toujours ni celui que l'on a cherché, ni celui que l'on a désiré et qui parfois même

(1) Note de M. Roux.

est à l'opposé de celui que l'on poursuivait au moyen de ses efforts... C'est de l'intention du délinquant et non du résultat obtenu par lui que le législateur s'est préoccupé lorsque dans l'article 414 il a réprimé les actes de violences ou de fraudes commis à l'occasion d'une grève ; l'intention en effet est une chose personnelle à l'auteur de l'acte, qu'à ce titre il peut être légitime d'incriminer, tandis que les suites dues à des contingences diverses sont plus difficilement et plus exceptionnellement imputables à l'individu ».

Après avoir pris une position aussi nette, on comprend difficilement, par contre, que la Cour Suprême ait admis que le fait d'imposer à un patron le renvoi d'un ouvrier sous menace de grève, tombait sous le coup de l'article 414. En effet, dans ce cas même, si l'on admet qu'il y a menace — et nous avons vu le danger qu'il y avait à admettre cette solution — il n'est pas possible de dire que la grève était le but cherché. Il n'y avait pas de rapport de cause à effet entre cette menace et la grève. La grève n'était que le moyen utilisé pour obtenir le renvoi de l'ouvrier proscrit, renvoi qui lui, constituait le véritable but de cette menace (1). Il est d'ailleurs à remarquer que la Cour de Cassation a prévu cette observation, car elle indique dans ses arrêts « que les menaces ont eu pour but d'amener une cessation concertée du travail », mais elle procède toujours par affirmation et ne s'appuie jamais sur une analyse des faits.

Il n'est pas nécessaire du reste que la grève ou le

(1) GARÇON, *op. cit.*, N° 68.

lock-out ait eu lieu, l'article 414 punissant quiconque... aura amené ou tenté d'amener une cessation concertée du travail, il suffit que cette grève ou ce lock-out ait été tenté. Par contre, il ne serait pas suffisant que les moyens frauduleux, violences, voies de fait, menaces ou manœuvres, n'aient été que tentés, il faut qu'ils aient été entièrement réalisés. Sinon, à moins de constituer par eux-mêmes un délit dont le droit commun réprime la tentative, ils n'auraient pas de sanction pénale. Il faut observer, d'autre part, que ces moyens frauduleux tomberaient sous le coup de l'article 414, même s'ils n'avaient été employés qu'au cours d'une grève ou d'un lock-out, mais dans ce cas, il faudrait que leur auteur ait eu pour but de prolonger la cessation concertée du travail. Au point de vue de la tentative, on peut donc distinguer deux parties dans les éléments du délit d'entrave à la liberté du travail. D'une part, les moyens frauduleux qui doivent avoir été réalisés, et, d'autre part, la cessation concertée du travail qui peut être restée à l'état de tentative et n'avoir pas reçu son entière exécution, la gravité du danger social, le caractère sacré du droit violé, ayant décidé le législateur à admettre sur ce dernier point la criminalité de la tentative.

III. — TROISIÈME ÉLÉMENT

But poursuivi

L'article 414 exige que ces moyens frauduleux qui ont provoqué une grève ou un lock-out aient eu pour but de forcer la hausse ou la baisse des salaires, ou de porter atteinte au libre exercice de l'industrie et du travail.

Ce but poursuivi par les délinquants est, à vrai dire, un but éloigné, car la fin immédiate de leurs actes frauduleux est la grève ou le lock-out.

Les expressions employées méritent d'ailleurs des critiques. En effet, comme le fait remarquer M. Hamelet, grammaticalement, cette phrase est mal construite. Le législateur paraît s'occuper du but de la grève, ce qui est en contradiction formelle avec les idées directrices de la loi de 1864 (1), alors qu'il a voulu s'inquiéter seulement du but recherché par les auteurs des violences, menaces ou manœuvres frauduleuses.

Ensuite, cette phrase est obscure. Le premier terme de l'alternative, « dans le but de forcer la hausse ou la baisse des salaires », semble indiquer que l'article 414 ne s'appliquerait qu'aux délinquants ayant voulu modifier le taux des salaires. Or, cette première proposition est aussitôt démentie par le reste de la phrase qui exige seulement que les délinquants aient voulu porter atteinte à la liberté du travail ou de l'industrie. Il y a au moins une des propositions qui est inutile. En effet, la première proposition est absorbée par la seconde et, de plus, si l'on établit qu'il y a eu violences, voies de fait, menaces ou manœuvres frauduleuses ayant entraîné une grève ou un lock-out, il est bien évident qu'il y a eu atteinte à la liberté du travail, et par conséquent la deuxième proposition est inutile (2).

(1) Il faut que les violences (et non la grève) aient eu pour but de porter atteinte à la liberté, soit du patron, soit de l'ouvrier (E. OLLIVIER, rapport).

(2) HAMELET, *op. cit.*, page 241.

Cette rédaction vicieuse a d'ailleurs eu des conséquences regrettables. Elle a donné naissance à cette opinion erronée qui considère que l'article 414 protège la liberté du travail en soi « alors qu'il a uniquement pour but de protéger le travail de l'ouvrier dans le cas particulier où il refuse de s'associer à une grève » (1).

IV. — QUATRIÈME ÉLÉMENT

Intention délictuelle

Les délits intentionnels dont fait partie sans conteste celui prévu par l'article 414 suppose chez l'agent qui en est l'auteur ce que l'on convient d'appeler l'intention délictuelle. Cette intention, c'est la faute consentie et voulue, c'est, comme l'indique l'étymologie même, la volonté tendue en connaissance de cause vers un acte ou vers un état de chose que la loi interdit (2).

D'une manière générale la loi ne prend en considération que cette intention sans plus de précision. Elle ne s'occupe pas des mobiles qui ont guidé le délinquant. Cependant, dans quelques infractions telles que les menées anarchistes, elle tient compte de ces mobiles. Dans ce cas, suivant l'expression consacrée, elle ne se contente pas du « *dolus generalis* », elle veut un « *dolus specialis* ».

Le délit qui nous intéresse peut être rangé dans cette seconde catégorie. En effet, la caractéristique de l'incrimination prévue par l'article 414 est que cette dernière

(1) GARÇON, op. cit., N° 69.

(2) M. HUGUENY à son cours de droit criminel, Paris 1929-30.

n'a pas sanctionné les moyens frauduleux en eux-mêmes, mais qu'elle n'a édicté des peines contre leurs auteurs que parce qu'ils ont eu pour but, en amenant ou en maintenant, en tentant d'amener ou de maintenir, une cessation concertée du travail, de porter atteinte à la liberté du travail. Par conséquent, la loi de 1864 a tenu compte des mobiles de l'agent. Il est certain, en effet, pour reprendre l'exemple donné par M. Garçon (1), que si au cours d'une grève deux ouvriers dont l'un continue à travailler se prennent de querelle pour une question de voisinage et que le gréviste frappe son camarade, il n'y aura que le délit de coups et blessures prévu par l'article 311, et que l'article 414 ne s'appliquera pas, ces violences n'ayant pas été commises dans le but exigé par la loi, c'est-à-dire pour contraindre la victime de s'associer à la grève.

V. — PÉNALITÉS

Il reste maintenant à examiner qu'elle est la pénalité édictée contre les auteurs du délit d'atteinte à la liberté du travail.

L'article 414 prévoit contre les coupables « un emprisonnement de 6 jours à 3 ans et une amende de 16 francs à 3.000 francs ou l'une de ces deux peines seulement ».

Il importe de remarquer l'écart considérable existant entre le maximum 3 ans de prison ou 3.000 francs d'amende et le minimum de 16 francs d'amende, écart pouvant être encore augmenté par le jeu des circonstan-

(1) Op. cit., N° 70.

ces atténuantes qui permettent de ne prononcer qu'une peine de simple police. Le juge a, par conséquent, une très grande latitude et E. Ollivier la justifiait ainsi : « Sachant combien la prison est une peine cruelle pour l'ouvrier dont la famille se trouve privée de pain par la détention de son chef, nous avons voulu que le minimum put descendre jusqu'à n'être qu'une simple amende ».

D'ailleurs cet écart entre le maximum et le minimum nous semble justifié par la diversité des situations prévues par cet article. Il est évident qu'il y a une grande différence entre la culpabilité de l'ouvrier qui, éprouvé par les misères dont la grève s'accompagne et se voyant sur le point d'abandonner ses justes revendications par la faute de quelques non grévistes se laisse entraîner à préférer des menaces contre un de ceux-ci, pour l'amener à embrasser la cause ouvrière, et entre celle d'un homme politique ou d'un industriel qui, par ambition, cherche à détruire par une manœuvre frauduleuse savamment combinée la situation publique ou commerciale d'un concurrent.

La loi de 1884 prévoit d'autre part, dans l'art. 415, une circonstance aggravante : il incrimine comme tel le fait de s'être concertés dans le but d'employer les moyens frauduleux tendant à amener ou à maintenir la grève ou le lock-out. Voici l'hypothèse telle que la prévoyait E. Ollivier : « plusieurs personnes après avoir vainement tenté de produire une coalition se réunissent et disent : l'obstacle à nos projets c'est la résistance de tel personnage ouvrier ou non, qui exerce une certaine influence sur les autres, ne pouvant le vaincre autrement, ayons recours

ensemble à tel ou tel moyen, à la violence, à la menace, à la fraude ».

Cet article souleva de vives protestations. Jules Favre prétendit qu'il était illogique de considérer le concert comme une circonstance aggravante lorsqu'on prétendait instituer la liberté de coalition. Pourtant, comme le fait remarquer le rapporteur, « le concert ne porte pas sur une question de travail, sur l'abandon simultané des ateliers, ce qui est licite, il porte sur l'emploi par plusieurs de la violence, de la menace ou de la manœuvre frauduleuse, pour contraindre l'ouvrier qui résiste à entrer dans une grève. L'acte coupable que l'art. 414 suppose accompli en vertu de l'initiative individuelle se produit, dans l'hypothèse de l'art. 415, après une délibération, un concert, une entente ».

La peine prévue comme sanction de ce plan concerté en vue de l'emploi de moyens frauduleux était la surveillance de la haute police pendant deux ans au moins et cinq ans au plus. La loi du 27 mai 1885 a, dans son article 39, supprimé la surveillance de la haute police et l'a remplacé par l'interdiction de séjour. Cette peine est d'ailleurs facultative, l'article 415 employant le terme « pourront (les coupables...) ». Le juge a donc la faculté de ne prononcer que les peines de l'art. 414, ce qu'il fait d'ailleurs habituellement.

Il convient d'autre part d'observer que contrairement aux diverses lois antérieures à 1864 qui prévoyaient une pénalité spéciale contre les meneurs des mouvements ouvriers, celle de 1864 n'a pas voulu édicter d'aggravation contre cette catégorie de délinquants, ne les considérant

pas spécialement dangereux pour l'ordre social. « S'il y a en effet des meneurs pour exciter, disait E. Ollivier, il y en a pour retenir. En essayant d'atteindre les premiers on s'expose à décourager les seconds. Nous n'avons pas voulu que lorsque les ouvriers pleins de bonne volonté auront été choisis par leurs camarades comme étant plus aptes que d'autres pour débattre avec les patrons les questions de travail, ils soient nécessairement punis avec une sévérité particulière si plus tard la lutte les ayant entraînés ils se sont abandonnés à quelque acte de violence ou de fraude » (1).

Enfin dernière remarque : une condamnation subie en vertu de l'art. 414 n'entraîne pas d'incapacité électorale (2), sauf cependant en ce qui concerne les fonctions de délégué mineur auxquelles la loi du 9 mai 1905 rend inéligibles les condamnés pour atteinte à la liberté du travail.

VI. — PERSONNES PUNISSABLES

L'article 414 doit être appliqué à tous ceux qui, par l'emploi de moyens frauduleux, auront amené ou main-

(1) Cf. DE MUN : « Eh bien sans doute ceux qu'on appelle des meneurs ne font pas toujours de l'autorité de l'influence qu'ils ont conquise sur les syndicats, l'usage que je voudrais leur en voir faire, c'est une toute autre question, mais je ne les en blâme pas d'être des meneurs. Je déclare au contraire que dans ma conviction, toute espèce d'association et plus qu'aucune autre une association de travailleurs, a besoin d'hommes que vous appellerez comme vous voudrez, mais qui, en effet, se consacreront à elle, parleront, agiront en son nom et par là auront droit à la confiance de leurs collègues ». (*J. O.*, 1892, débats parl. Chambre 3 novembre), cité par *POUGET* « *La grève au point de vue juridique* », page 71.

(2) Voir notamment 15 mai 1877. S. 1877-1-330.

tenu, tenté d'amener ou de maintenir une cessation concertée du travail, il faut l'appliquer aussi bien aux patrons qu'aux ouvriers, peu importe que ce patron ou cet ouvrier appartienne ou soit étranger à l'industrie dans laquelle a éclaté la grève ou le lock-out. Le texte ne distingue pas, il s'applique à quiconque.

Une difficulté s'est posée cependant au sujet de tiers intervenant dans une grève et n'ayant ni la qualité de patron ni celle d'ouvrier. La question a dû être envisagée à propos de l'affaire Jaurès-Resseguier, dont nous avons déjà parlé, mais qu'il convient d'exposer avec plus de détails afin d'apprécier le rôle de ce tiers intervenant. Le 1^{er} août 1895, sur une décision de leur syndicat, les ouvriers d'une verrerie se mirent en grève. Ils demandaient non point une augmentation de salaire, mais la réintégration de deux ouvriers membres influents du syndicat, conseillers municipaux et d'arrondissement, que le Directeur de la verrerie avait renvoyés pour s'être absentés 15 jours sans permission. La grève parut cependant sur le point de finir presque aussitôt que commencée, car après une proposition d'arbitrage repoussée par le Directeur les ouvriers, sur les conseils du député de l'arrondissement Jaurès, notifiaient le 6 août au dit Directeur qu'ils étaient prêts à reprendre le travail tous ensemble et sans conditions. Mais le même jour le Directeur répondait que les ouvriers ayant quitté l'usine sans motif, cette dernière était fermée et qu'il ne pouvait indiquer, ni la date, ni les conditions auxquelles elle serait de nouveau ouverte. Le 16 août, il faisait savoir qu'il était prêt à embaucher les ouvriers, sauf les meneurs. Il fixait le taux des salaires

au maximum de ceux touchés par les ouvriers de même catégorie dans la région. Les ouvriers se solidariserent avec les meneurs, refusèrent de reprendre le travail et la grève continua jusqu'au 22 novembre 1895.

Les grévistes eurent pour principaux appuis : le député de l'arrondissement Jaurès, et deux journalistes. Une lutte passionnée fut menée au moyen de réunions publiques et d'articles de journaux. Le Directeur de l'usine fut violemment attaqué ; il fut représenté comme un affameur du peuple ayant bâti une fortune considérable sur des moyens que l'honneur réprouve. Les nouvelles les plus fausses furent mises en circulation, notamment sur l'embauchage d'ouvriers n'appartenant pas à la région.

Quand la grève fut terminée le Directeur assigna devant le Tribunal de Toulouse les deux gérants des journaux et Jaurès. La plupart des faits relevés contre eux auraient pu être réprimés par la loi sur la Presse, mais ils étaient presque tous prescrits en tant que tels, aussi les poursuites furent-elles engagées sur le fondement de l'article 414. Le demandeur se basait en outre sur l'article 1382 du Code civil.

La Cour de Cassation considéra que « si toute personne a le droit d'intervenir dans une grève elle ne peut le faire que dans les conditions permises aux parties intéressées elles-mêmes, donc en s'abstenant de voies de fait, violences ou manœuvres frauduleuses interdites par l'article 414, elle assimilait par conséquent les tiers aux grévistes »,

M. Esmen a critiqué cette manière de voir (1). Selon cet auteur la Cour suprême aurait commis une véritable confusion en faisant cette assimilation. Le droit de grève a été reconnu, mais par la nature des choses, seuls les patrons et les ouvriers peuvent l'exercer. Les tiers ne sauraient donc profiter de droits qui logiquement ne les intéressent pas. S'ils interviennent dans une grève ou un lock-out et cela est licite, c'est en vertu d'un droit propre et non par application d'un droit dérivé du droit de coalition et soumis aux mêmes règles.

Ces critiques nous semblent tout à fait pertinentes. Malheureusement nous croyons qu'elles s'adressent plus au législateur qu'à son interprète. En effet, dans les travaux préparatoires de la loi de 1864, E. Ollivier a formellement prévu le cas d'intervention d'un tiers et considère que ces agissements doivent être punis de la même façon que s'ils avaient été commis par un patron ou par un ouvrier. Envisageant le cas où « un chef d'industrie voulant ruiner son concurrent ou des *agitateurs politiques* désireux de jeter dans la rue, à un jour donné une quantité considérable de peuple, soudoient des ouvriers afin qu'ils fassent cesser simultanément le travail dans un ou plusieurs ateliers » (2), il déclare que ces faits constituent les manœuvres frauduleuses prévues par l'article 414 (3).

Une autre difficulté se présente lorsque les faits déli-

(1) Sous Cas. réq. 29 juin 1897, S. 98-1-17.

(2) E. OLLIVIER, rapport.

(3) La jurisprudence semble d'ailleurs fixée en ce sens. C. C. Nancy, 7-1-1914. *Gaz. Pal.* 1914-1-204.

tueux ont été commis par un syndicat. Notre droit n'organisant pas la responsabilité pénale des personnes morales, quelle sanction doit-on prendre ? Voici par exemple une espèce dans laquelle la question s'est posée : une grève de marins ayant éclaté, deux grévistes se présentèrent à bord des navires pour ordonner aux marins restés à bord de se joindre à eux. Ils présentèrent deux circulaires émanées du syndicat, ainsi qu'en témoignaient l'en-lête et le sceau, menaçant de la mise à l'index de tous les navires, ceux qui ne cesseraient pas le travail.

Le responsable de ces menaces était sans contestation le syndicat. Comme, d'après notre droit pénal, seules les personnes physiques sont susceptibles de peine et qu'il fallait que ces faits ne restassent pas impunis, furent poursuivis et condamnés, d'une part les marins ayant signifié la décision du syndicat et d'autre part les dirigeants de ce syndicat ; ces derniers furent considérés comme complices des premiers « attendu, dit la Cour de Cassation, que à l'assemblée du 5 mai, Durand (le secrétaire du syndicat) a préconisé et voté l'adoption des mesures de violences morales énoncées dans les circulaires devant servir au débauchage des marins... qu'il a participé à l'organisation des équipes chargées de faire cesser le travail et de distribuer les circulaires, qu'il a personnellement désigné B... aux fins de débaucher les marins encore en service (1). Attendu qu'en l'état de ces faits l'arrêt a exactement appliqué les art. 59 et 60 du C. P. en condamnant Durand comme complice du délit déclaré constant à

(1) Cass. Crim., 7-1-21. S. 1922-1-233. B. 1921, N° 5.

la charge de B... ». Cette solution nous semble parfaitement justifiée, ces faits constituant à n'en pas douter un cas de complicité par provocation.

Cette théorie de la complicité a d'ailleurs été utilisée par la Cour de Cassation dans d'autres circonstances et cette application semble plus discutable. C'est ainsi que lors d'une grève affectant plusieurs lignes d'un réseau de chemin de fer algérien, un nommé Masse accompagné de deux autres grévistes, ayant invectivé un chauffeur en ces termes : « puisque tu reprends le travail nous resterons en grève jusqu'à ce que tu sois révoqué », la Cour d'Alger et après elle la Cour de Cassation (1), estima que les deux grévistes qui accompagnaient Masse devaient être considérés comme complices de ce dernier, bien qu'ils n'aient proféré aucune menace. D'après la Cour suprême ces propos « ayant été tenus au nom des trois délégués et ceux-ci agissant après s'être concertés et excipant ensemble des mêmes pouvoirs », les dits délégués devaient être considérés comme co-auteurs.

Il semble tout d'abord que le terme de co-auteurs ait été employé pour le mot complice. Les co-auteurs doivent en effet participer à la commission de l'infraction par l'accomplissement de tous les éléments constitutifs de cette infraction, leur intervention ne doit pas être simplement accessoire. Or, dans l'espèce envisagée les prétendus co-auteurs n'ont joué qu'un rôle passif nullement constitutif de l'infraction. Tout au plus peut-on dire qu'ils se sont rendus coupables de complicité par assistance. Mais

(1) Cass. Crim., 14-1-21. S. 1922-1-235.

il faut reconnaître que ce fait d'assistance n'est pas celui que l'on entend d'ordinaire puisqu'il a été négatif.

Quoi qu'il en soit, ces exemples montrent que la jurisprudence entend réprimer les atteintes à la liberté du travail de la manière la plus sévère, et atteindre par les sanctions de l'art. 414 le plus grand nombre possible de délinquants.

**

De l'examen des différents éléments du délit réprimé par l'art. 414, on peut tirer les conclusions suivantes :

La liberté du travail n'est pas protégée en soi, seul l'emploi de moyens frauduleux tendant au maintien ou à la provocation d'une grève ou d'un lock-out est réprimée. On doit entendre largement les termes de violences, voies de fait, menaces et manœuvres frauduleuses désignant ces moyens, car la loi a laissé à ces mots leur signification naturelle et n'a pas entendu restreindre leur portée à la signification juridique donnée à ces mêmes mots dans d'autres incriminations. Seule l'expression de manœuvre frauduleuse a son application limitée par une analogie avec les manœuvres frauduleuses de l'escroquerie. Nous savons du reste que même dans cette acception elle est très compréhensible, au point que Faustin Hélie a pu dire : « les mots manœuvres frauduleuses sont si dangereux qu'ils peuvent devenir une arme terrible blessant l'innocent plus encore que le coupable », il est d'ailleurs inutile d'ajouter que la pratique a infirmé ce jugement.

Cependant, il peut arriver que les moyens frauduleux employés soient tels qu'il soit possible de les réprimer

non seulement par l'art. 414, mais par une incrimination sanctionnant ces actes, même s'ils n'ont pas porté atteinte à la liberté du travail.

Si par exemple au cours d'une grève un ouvrier menace de violences un de ses camarades s'il ne quitte pas l'atelier, quel texte de loi faut-il appliquer ? Quelle peine infliger aux auteurs de violences ayant occasionné une incapacité de travail de plus de 20 jours si ces violences ont eu pour but de maintenir ou de provoquer la cessation concertée du travail ? Enfin que décider si des grévistes, pour amener des camarades à se joindre à eux, ont, dans des journaux, diffamé un patron ? Tous ces faits sont à la fois répréhensibles par l'art. 414 et par d'autres textes de loi. Les menaces du premier exemple tombent en effet sous le coup de l'art. 414 et sous celui de l'art. 308 (1), les violences du second sont passibles des peines de l'article 414 et de celles de l'art. 309 (2). Quant aux diffamations, elles constituent les manœuvres frauduleuses de l'article 414 si elles ont été émises dans certaines condi-

(1) Quiconque aura menacé verbalement ou par écrit de voies de fait ou violences non prévues par l'art. 305 (c'est-à-dire d'un attentat emportant la peine de mort ou une peine privative de liberté perpétuelle), si la menace était faite avec ordre ou sous condition, sera puni d'un emprisonnement de 6 jours à 3 mois et d'une amende de 16 francs à 100 francs ou de l'une de ces deux peines seulement.

(2) Tout individu qui, volontairement, aura fait des blessures ou porté des coups, ou commis toute autre violence ou voie de fait, s'il est résulté de ces sortes de violences une maladie ou incapacité de travail personnel pendant plus de 20 jours, sera puni d'un emprisonnement de 2 ans à 5 ans et d'une amende de 16 francs à 2.000 francs.

Il pourra en outre être privé des droits mentionnés à l'art. 42 du présent code pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus à compter du jour où il aura subi sa peine.

tions (1) et sont réprimées par l'art. 32 de la loi du 29 juillet 1881 sur la Presse (2). Dans tous ces cas, on est en présence d'un concours de qualifications, c'est-à-dire qu'il est possible d'appliquer plusieurs textes de lois à un même fait. La Cour de Cassation décide qu'en pareille hypothèse, par application de la règle du non cumul des peines, on ne peut infliger en les additionnant chacune des peines prévues par les différentes incriminations, mais qu'on doit apprécier l'infraction « sous sa plus haute expression pénale » (3) et choisir la qualification édictant la peine la plus élevée qui sera alors seule prononcée. En vertu de cette règle on sanctionnerait donc le premier et le troisième cas cités, par l'incrimination de l'art. 414 et le second par celle de l'art. 309. En effet, la pénalité de l'art. 414 est supérieure à celle des articles 308 du Code pénal et 32 de la loi du 29 juillet 1881, mais inférieure à celle de l'art. 309 du Code pénal, étant entendu que pour apprécier si une peine est supérieure à une autre de même nature qu'elle, on ne considère que le maximum de ces deux peines.

(1) V. *supra.*, page 79.

(2) Art. 29. — Toute allégation ou imputation d'un fait qui porte atteinte à l'honneur ou à la considération de la personne ou du corps auquel le fait est imputé, est une diffamation.

Art. 32. — La diffamation commise envers les particuliers par l'un des moyens énoncés en l'article 29 et en l'article 28, sera punie d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois et d'une amende de 25 francs à 2.000 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement.

(3) Voir à titre d'exemple, Cass. Crim., 14 mai 1920. D. 21-1-52 ; 25 février 21. S. 23-1-89.

Portée de l'abrogation de l'article 416

Ainsi que nous l'avons vu dans notre partie historique, la loi de 1884, sur les syndicats, a aboli dans son art. 1^{er} l'art. 416 du Code pénal. Quelle a été la portée de cette abrogation et quelle a été l'interprétation qu'en a donnée la jurisprudence ? Tel va être l'objet de ce chapitre.

L'art. 416 était ainsi libellé : « Seront punis d'un emprisonnement de six jours à trois mois et d'une amende de 16 à 300 francs, ou de l'une de ces deux peines seulement, tous ouvriers, patrons ou entrepreneurs d'ouvrages qui, à l'aide d'amendes, défenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, auront porté atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail ». Il réprimait par conséquent tout ce qu'on a coutume d'englober sous les appellations de mise en interdit, mise à l'index ou interdiction de travail.

Les travaux préparatoires de la loi de 1864 laissent nettement comprendre quelle était l'économie de cet article et comment il s'intégrait dans le système établi par cette loi.

« L'atteinte à la liberté du travail peut être grave, disait E. Ollivier, elle peut être légère, punie dans les deux cas, elle le sera plus dans le premier que dans le

second. C'est ce qui explique la différence entre la pénalité prononcée par les articles 414 et 415, qui s'appliquent aux atteintes graves et à celles établies par l'art. 416 qui n'a trait qu'aux atteintes légères ».

Les éléments de ce délit étaient au nombre de trois.

I. — Il fallait des amendes, des défenses, des interdictions, des proscriptions, prononcées par des directeurs d'ateliers ou entrepreneurs, ou par des ouvriers, soit entre eux, soit les uns contre les autres.

II. — Il fallait que ces amendes, défenses, interdictions et proscriptions fussent prononcées à la suite d'un plan concerté.

III. — Enfin, l'atteinte à la liberté du travail devait avoir été consommée, la tentative n'était pas réprimée.

Le premier élément comprenait toutes les défenses que les ouvriers peuvent prononcer, soit les uns contre les autres, soit contre leurs employeurs, la réciproque existait d'ailleurs en ce qui concerne ces derniers. Peu importait le nom donné à cette défense. Ainsi constituait, ce premier élément, le fait par un comité de grève (1) de s'arroger le droit d'accorder la permission aux grévistes de rentrer dans leurs ateliers et de l'accorder ou de la refuser suivant les cas. La Cour de Cassation a considéré « que ce refus émané du comité central de la coalition et prononcé contre des ouvriers qui commençaient à sortir de la grève, emportait défense de continuer le travail et par suite était passibles des peines de l'art. 416. Une autre espèce, plus simple que celle-ci, montrera quel était habituellement les

(1) Cass. Crim., 23 février 1866. S. 66-1-129.

cas d'application de cette article : « Un nommé « Berg », organe d'un plan concerté entre lui et plusieurs ouvriers imprimeurs sur étoffes, avait écrit au chef d'établissement : vous avez chez vous trois individus qui ne sont pas en droit de travailler ; nous sommes forcés de les empêcher de travailler, par ordre de Saint-Denis. La Cour de Cassation a estimé, que dans ce cas « Berg » avait prononcé des défenses punies par la loi, alors qu'il avait notifié à des ouvriers les résolutions par lesquelles l'association de Saint-Denis leur déniait le droit de travailler et qu'il leur avait intimé les ordres de cette association qui devaient avoir pour effet d'empêcher le travail dans l'usine ».

Les mêmes hypothèses renversées indiqueront quel pouvait être le premier élément du délit commis par les patrons.

Le deuxième élément comportait un plan concerté entre les auteurs de ce délit. En la circonstance, le plan concerté était un élément du délit, tandis qu'en ce qui concerne l'infraction réprimée par les art. 414 et 415, il ne constituait qu'une circonstance aggravante.

Quant au troisième élément, il exigeait que le délit fut consommé, c'est-à-dire que la tentative n'était pas réprimée. Cette solution se déduisait d'ailleurs du silence du texte, la tentative n'étant punissable en matière correctionnelle que lorsqu'il y a incrimination formelle par la loi.

Il est à noter que dans ce cas de l'art. 416, il n'était pas nécessaire pour qu'il y ait répression, que les délinquants aient amené ou tenté d'amener une grève ou un

lock-out. L'atteinte à la liberté du travail devait être individuelle et n'avoir affecté que quelques personnes et non un atelier tout entier. La gravité plus ou moins grande de l'infraction se reconnaissait précisément à cet effet.

Il est aisé de se rendre compte que par cet article, le législateur avait voulu prohiber tous les faits que l'on range habituellement sous l'appellation de mise à l'index, c'est-à-dire tout acte par lequel des ouvriers interdisent à un ou à plusieurs autres ouvriers de travailler avec eux et les menacent d'intervenir au besoin auprès du patron pour exiger que cette mesure soit mise à exécution et par réciproque, tout acte par lequel des patrons décident de ne plus donner leur clientèle à un individu ou entrepreneur et cherchent à obliger les autres patrons à suivre leur exemple.

L'art. 416 étant maintenant abrogé, d'une manière absolue (1), et la loi de 1884 l'ayant rayé de nos lois, il semble bien que dorénavant, toutes ces opérations soient permises. Mais avant de tirer cette conclusion, il convient d'examiner certaines espèces qui, avant 1884, avaient donné lieu à de graves difficultés et qui ont suscité de nombreuses controverses. La limite du champ d'application des art. 414 et 416, n'était pas, en effet, bien nette. Que fallait-il décider, par exemple, lorsque les défenses adressées à des ouvriers ou à des patrons, avaient été faites sous menace de grève ou sous une forme telle que la qualification de menace de l'art. 414 pût leur être appliquée ? Que décider encore si des menaces avaient

(1) V. P. BONCOUR, *op. cit.*, p. 238, en note.

accompagné ces défenses ? La jurisprudence était divisée sur ce point lors du vote de la loi de 1884. Un arrêt de la Cour de Cassation, notamment, avait admis que dans ce cas, l'art. 414 devait s'appliquer. Nous verrons par la suite, quelle fut l'importance de cette décision, dont l'intérêt déjà grand en ce qui concerne le quantum de la peine sous l'empire de l'art. 416, est apparu considérable après l'abrogation de celui-ci. En effet, si dans les cas envisagés, l'application de l'art. 414 avait été faite à bon droit, ces faits étaient toujours répréhensibles et par conséquent l'abrogation de l'art. 416 qui avait semblé légitimer toutes les mises à l'index, n'avait qu'une portée restreinte.

Voici dans quelle espèce cette question s'est posée (1).

En septembre 1865, à Coye, une cessation concertée du travail s'était produite dans la fabrique d'impression sur étoffes d'un sieur Leclerc ; le but avoué des ouvriers qui désertaient cette fabrique était de forcer Leclerc à renvoyer l'ouvrier Verly, objet d'une interdiction de travail de la part d'un comité d'ouvriers dit de Saint-Denis. Cette exclusion avait le caractère de représailles exercées envers Verly pour son refus de concours à une entente précédemment créée en vue de faire changer par les fabricants, les conditions relatives au mode de travail et aux bases de salaire. Leclerc, sommé sous menace de grève, de congédier Verly, avait résisté et c'est ce qui avait provoqué la grève, les ouvriers mettant à exécution leur menace. Voyant alors sa fabrication sérieusement compromise, il

(1) Cass. Crim., 5 avril 1867. D. 67-1-89.

avait subi la loi qui lui était faite et congédié Verly. Cette grève, d'autre part, n'avait été déterminée que par les menaces d'interdiction de travail proférées à l'encontre des ouvriers paisibles de cet établissement, par quelques-uns de leurs camarades obéissant à des ordres envoyés par le Comité de Saint-Denis.

Un arrêt de la Cour d'Amiens, du 20 décembre 1866, vit dans ces faits à la charge de ces ouvriers, le délit d'entrave à la liberté du travail par le moyen de menaces et les condamna à des peines d'emprisonnement, par application de l'art. 414. La Cour de Cassation appelée à se prononcer sur cette décision, rejeta le pouvoir desdits ouvriers, dans un arrêt du 5 avril 1867.

« Attendu que l'art. 414 n'ayant pas défini les menaces qu'il punit, a laissé nécessairement à ce mot sa signification naturelle et qu'il ressort de l'ensemble des faits constatés que Meaulle, Delbergue et Gaillard (c'est le nom des ouvriers poursuivis) ont proféré à l'égard de l'ouvrier Verly des menaces qui, par leur gravité, le but que s'était proposé leurs auteurs, les conséquences qu'elles ont amenées, offrent tous les caractères du délit prévu par l'art. 414 ».

Il est intéressant, d'autre part, de rapporter les conclusions que l'avocat général Bédarride déposa à propos de cette affaire. Se fondant sur la distinction établie par les travaux préparatoires de la loi de 1864, entre les atteintes graves à la liberté du travail, punies par l'art. 414 et les atteintes légères punies par l'art. 416, il déclarait (1) :

(1) Cass. Crim., 5 avril 1867. S. 1867-1-230.

« La loi a prévu des atteintes graves et des atteintes légères à la liberté d'autrui et dans cette classification, elle s'est surtout occupée des conséquences de l'acte incriminé. Les moyens employés (menaces ou violences) ont-ils entraîné une cessation concertée du travail, c'est-à-dire une coalition ? L'atteinte est grave, la paix publique a été troublée, c'est le délit de l'art. 414. Ces moyens au contraire, (interdictions, défenses), n'ont-ils eu pour effet que de porter atteinte à la liberté d'un ou de plusieurs individus sans grève, sans coalition, l'atteinte est considérée comme légère et constitue le délit de l'art. 416. Dans l'espèce, les menaces d'interdiction adressées aux ouvriers de Leclerc n'ont pas été incriminées au même titre que l'interdiction prononcée contre Verly qu'ils avaient reçu parmi eux. Elles l'ont été comme menaces ayant causé une grève. Les ouvriers qui ont abandonné le travail se sont trouvés à l'abri de toutes poursuites, parce que le délit de coalition n'existe plus ; mais ceux qui les ont entraînés par la menace à la désertion des ateliers et ont ainsi porté atteinte à la liberté du travail, devaient être poursuivis et l'arrêt qui les a condamnés n'a fait qu'une juste application de la loi ».

Ainsi donc, M. l'avocat général Bédarride distingue nettement deux faits dans l'espèce envisagée, d'une part une interdiction de travail prononcée contre Verly, et d'autre part des menaces adressées aux ouvriers de Leclerc pour les amener à se mettre en grève et à forcer ainsi leur patron à congédier Verly. Cette remarque est importante, car si cette distinction apparaît nettement

dans les dites conclusions, elle n'est pas visible dans l'arrêt qui, après avoir énoncé une série de faits constituant des menaces dans le but d'entraîner la grève, en déduit que les menaces adressées à Verly sont bien celles exigées par l'art. 414. On a l'impression, en effet, que l'arrêt s'en tient à la distinction très large d'atteintes graves et d'atteintes légères à la liberté du travail, indiquée d'abord par l'avocat général Bédarride et ne prend pas en considération la fin du raisonnement de ce dernier, où il établit nettement que seules les menaces de mise à l'index ayant entraîné la grève, sont répréhensibles par l'art. 414 et non la mise à l'index en elle-même.

On voit, par cet exemple, les difficultés qui s'élevaient lorsqu'il s'agissait de déterminer exactement dans quels cas l'art. 416 devait s'appliquer. Il semblerait, au premier abord, que nous sommes dans une hypothèse nettement envisagée par l'art. 416. Aucun des éléments de cet article ne manque : il y a interdiction, proscription, il y a plan concerté, il y a atteinte à la liberté du travail et pourtant c'est l'art. 414 et non l'art. 416 qui est appliqué. Malheureusement, l'imprécision de l'arrêt ne permet pas de distinguer si ce dernier sanctionne les deux situations constatées par lui ou si il ne s'applique qu'à une seule ; on trouve, en effet, d'une part, l'ordre adressé au patron sous menace de grève de renvoyer Verly et d'autre part, les menaces de mise à l'index proférées contre les ouvriers pour les obliger à faire grève.

De cette imprécision, une jurisprudence récente a déduit qu'étaient répréhensibles par l'art. 414 :

1^o) La menace de mise en interdit adressée par des

ouvriers à d'autres ouvriers pour les amener à faire grève ;

2°) La mise en interdit ayant été prononcée, le congédiement de l'ouvrier, objet de cette mesure, imposé au patron sous menace de grève.

Pourtant, à la lumière des explications de M. l'avocat général Bédarride et en relisant attentivement le texte de cet arrêt, il semble bien que la décision intervenue n'ait porté que sur le point de savoir si la menace de mise en interdit adressée à des ouvriers par des camarades, constituait une menace au sens de l'art. 414. On ne trouve, en effet, dans l'arrêt, que l'attendu suivant, touchant le second point : « Attendu qu'ainsi la cessation du travail exercée directement contre le libre exercice du travail d'un ouvrier, atteignait en même temps de la manière la plus grave le libre exercice de l'industrie du patron ». Cette simple phrase semble insuffisante pour servir de précédent à cette jurisprudence.

Cet arrêt fut du reste violemment attaqué, surtout lorsqu'après l'abrogation de l'art. 416, il servit de base à l'édification de toute une jurisprudence tendant à réprimer les faits de mise à l'index. Cette tendance se manifesta notamment dans des affaires purement civiles où, afin d'appuyer plus solidement leur argumentation tendant à faire condamner un syndicat à des dommages-intérêts, pour avoir prononcé une mise à l'index, deux membres du ministère public, le procureur général Ronjat et l'avocat général Desjardins, tentèrent de démontrer que du point de vue pénal, les faits reprochés n'étaient pas dépourvus de sanctions. A cette fin, ils s'appuyèrent sur cet arrêt de

1867, pour déclarer leurs auteurs passibles des peines de l'art. 414. Il est à remarquer d'ailleurs que la discussion se maintint sur le terrain purement doctrinal des conclusions.

L'affaire dans laquelle intervint le procureur général Ronjat, est la suivante : L'ouvrier Jost, qui faisait partie d'un syndicat professionnel, ayant cessé de verser ses cotisations, se considéra comme démissionnaire dudit syndicat, en vertu d'une clause des statuts. De nombreuses démarches furent tentées auprès de lui pour le faire revenir sur sa décision, mais elles furent sans résultat. Jost fut alors mis en interdit par le syndicat, qui porta cette décision à la connaissance du patron de celui-ci, le sommant sous menace de grève de renvoyer cet ouvrier. Le patron se soumit. Jost, par la suite, tenta vainement de s'embaucher ailleurs, ses employeurs éventuels étaient menacés de grève par le syndicat s'ils lui donnaient du travail. Jost s'adressa alors à la justice pour se faire allouer des dommages-intérêts. Dans les conclusions qu'il déposa lors de l'examen de cette affaire par la Cour de Cassation, l'avocat général Ronjat, s'appuyant sur l'arrêt de 1867, déclara que ces faits constituaient des menaces au sens de l'art. 414 et que par conséquent, l'abrogation de l'art. 416 était sans effet sur leur répression.

Dans une autre espèce, jugée le 9 juin 1896, par la Chambre Civile de la Cour de Cassation et où se posait une question de responsabilité civile, à propos d'une pression sous menace de grève exercée par des ouvriers dans le but de forcer un patron à congédier un ouvrier, l'avocat général Desjardins déposa les conclusions sui-

vantes (1) : « Aux termes d'un arrêt rendu le 5 avril 1867 par votre Chambre Criminelle, les menaces (dont l'emploi pour amener ou maintenir une cessation concertée du travail, en vue d'une hausse ou d'une baisse des salaires, ou d'une atteinte à l'exercice du travail ou de l'industrie, est réprimé par l'art 414), ne sont pas seulement des menaces de voie de faits, caractérisées par les art. 305 et suivants du même Code, mais aussi celles qui peuvent aboutir à l'un de ces résultats ; par suite, les ouvriers qui, par la menace d'une désertion de l'atelier adressée au patron et suivie en effet d'une grève, obtiennent le congédiement de l'un de leurs camarades mis en interdit par un comité directeur, commettent le délit prévu par l'art. 414. Or, il n'est pas inutile de remarquer que la loi du 21 mars 1884 sur les syndicats professionnels, en abrogeant l'art. 416, a laissé subsister l'art. 414 ».

Par conséquent, suivant le procureur général Ronjat et l'avocat général Desjardin, il résulterait de l'arrêt de 1867, que la mise à l'index n'a pas été autorisée par la loi de 1884 et qu'au contraire, dans ces cas d'application les plus courants, elle serait répréhensible. Autrement dit, l'art. 414 pourrait sanctionner ce que le législateur de 1884 n'avait cru passible que des peines de l'art. 416.

D'ailleurs, cette opinion ne fut pas accueillie par la jurisprudence qui, toutes les fois qu'une mise à l'index se présentait à son appréciation, la déclarait licite, tout au moins au point de vue pénal. C'est ainsi qu'un jugement

(1) Cass. Civ., 9 juin 1896. S. 97-1-25.

de Lyon, du 23 janvier 1892 (1), déclara que la pression exercée par les ouvriers sur le patron, même en vertu d'un plan concerté, pour obtenir le renvoi d'un de leurs camarades, quelque regrettable qu'elle puisse être, ne constituait plus un délit ; l'abrogation de l'art. 416 ayant eu pour effet d'abolir toute répression pénale de mise à l'index.

Etait-ce donc à dire que ces menaces, quand elles étaient nettement abusives, étaient totalement dépourvues de sanctions ? Certains Tribunaux et certaines Cours l'admirent, V. notamment Trib. Civ. Lyon, 13 mai 1885, *Gaz. Pol.*, 85-2^e, p. 133 ; Bourges, 19 juin 1894. D. 94-2-441 et note Planiol ; Toulouse, 20 juillet 1896 (aff. Esseguier) et sur Reg. réf., 29 juin 1897. D. 97-1-537 et la note de M. Dupuech, S. 97-1-17 et la note de M. Esmen, Paris, 97-1-337 et la note de M. Mérignac ; Limoges, 10 juin 1902, S. 1903-2-223 ; Amiens, 7 juillet 1905. S. 1906-2-66 ; Civ. Cass., 25 janvier 1905, D. 1905-5-1153 et note Planiol S. 1906-1-208 et note Vahl ; Nîmes, 30-1-1907, *Moniteur Jur. de Dijon*, 26 sept. 1907, déclarant que c'était là l'exercice d'un droit et que par conséquent, il ne pouvait même pas y avoir de sanctions civiles. Ce n'était que l'application de l'ancien adage : « *Qui suo jure utitur neminem loedit* ». Cependant la théorie de l'abus du droit trouva son application dans cette matière. Suivant cette théorie (2) « ce qui rend abusif l'usage d'un droit, ce n'est pas seulement l'intention de nuire, appréciée au point de vue de la morale individuelle, mais aussi l'utili-

(1) G. P. du 9 mars 1892.

(2) POUGET, op. cit., p. 86.

sation de ce droit dans un but économique ou social contraire au vœu de la loi. Chaque droit est, en effet, appelé à suivre une direction déterminée et il ne peut être permis de l'aiguiller dans un sens antisocial. On sort de son droit lorsqu'on l'exerce normalement, mais dans un but illicite ».

Les syndicats ayant reçu la mission de défendre les intérêts professionnels des travailleurs, un syndicat a donc le droit de prononcer une mise à l'index, d'intervenir dans une grève, d'organiser cette grève, mais il abuse de son droit lorsque cette mise à l'index ou cette grève ont un but autre que la défense professionnelle de ses adhérents et il y a lieu d'allouer des dommages-intérêts à la partie lésée. C'est ainsi que dans l'affaire Jost, (cet ouvrier mis en interdit pour avoir démissionné du syndicat), la Cour Suprême s'exprima ainsi (1) : « Attendu que si depuis l'abrogation de l'art. 416 du Code pénal, les menaces de grève adressées sans violences ni manœuvre frauduleuse par un syndicat à un patron, à la suite d'un plan concerté entre ses membres, sont licites quand elles ont pour objet la défense des intérêts professionnels, elles ne le sont pas quand elles ont pour but d'imposer au patron le renvoi d'un ouvrier parce qu'il s'est retiré de l'association et qu'il refuse d'y rentrer ; que dans ce cas, il y a atteinte au droit d'autrui qui, si ces menaces sont suivies d'effet, rend le syndicat passible de dommages-intérêts envers l'ouvrier renvoyé ».

L'étude de cette question de la responsabilité civile des syndicats ne faisant pas partie des faits que nous nous

(1) Cas. Crim., 24 avril 91. D. 93-1-48.

sommes proposés d'examiner, nous nous en tiendrons à cette indication sommaire. Cependant, elle nous semble utile afin de comprendre l'argumentation dont elle sert de base et qui eut pour but de limiter le droit de mise à l'index.

En effet, à côté des très nombreux jugements et arrêts, ayant reconnu la mise en interdit licite au point de vue pénal, on peut relever quelques décisions (1) ayant statué dans une direction opposée. Parmi elles, on peut retenir un jugement du Tribunal de Vienne qui, précisément, se base sur la jurisprudence de la Cour de Cassation, en ce qui concerne les questions de responsabilité civile. Considérant le sens large que l'on doit donner aux menaces de l'art. 414, voici le raisonnement tenu par les juges de ce tribunal pour permettre l'application de cet article aux menaces de mise à l'index adressées à des patrons : tout d'abord la lettre comminatoire (contenant la menace de mise en interdit si ces industriels continuaient à prêter leur concours à un autre industriel dont les ouvriers étaient en grève) a inspiré aux patrons qui l'ont reçue, la crainte justifiée d'une mise en grève de leurs ouvriers et les a ainsi déterminés à renoncer à entreprendre un ouvrage absolument licite ; un tel procédé d'intimidation est au premier chef une menace dans le sens de l'article 414 du Code pénal, le texte de loi n'exigeant nullement une menace de mort, de voies de fait ou

(1) Seine, 16 août 1888. (La loi, 12 août 1888). — C. Grenoble, 18 juillet 1901 (S. 1903-2-30). — Vienne, 7 juin 1900 (Pand. 1902-2-302). — (Gaz. Trib., 1900-2-119). (S. 1902-2-277). — Ce sont les seules décisions à notre connaissance.

d'incendie ; or, si la mise à l'interdit de l'usine ne tombe pas sous l'application de la loi pénale, la menace de recourir à cette mesure illicite susceptible de fausser les rapports du capital et du travail, est à elle seule suffisante pour constituer le premier élément du délit réprimé par l'article 414. En d'autres termes (1), si la mise en interdit ne tombe pas sous le coup de la loi pénale, elle n'en est pas moins un délit civil, la menace de commettre ce délit étant à elle seule suffisante pour constituer le premier élément de l'article 414 du Code pénal. Il résultait du dit jugement, cette conséquence paradoxale, que la menace d'un acte était sanctionnée plus sévèrement que l'accomplissement de cet acte lui-même.

L'unanimité de la jurisprudence, pour reconnaître la mise à l'index comme licite, n'était donc pas absolue dans les premières années de ce siècle. Dans quel sens s'est-elle dirigée depuis cette époque ? Constatons dès maintenant, qu'au point de vue civil, la jurisprudence s'en est toujours tenue à la tendance indiquée plus haut, c'est-à-dire que la mise à l'index est licite quand elle a pour but de défendre les intérêts professionnels de ceux qui y ont recours (2).

Afin de dégager les idées directrices de cette jurisprudence au point de vue pénal, il semble que le meilleur moyen soit d'en étudier quelques espèces. Pendant la période de la guerre 1914-18, la Cour de Cassation n'a pas eu à statuer sur des cas de ce genre. Il faut arriver à

(1) DONADÉI. Conséquences du droit de grève au point de vue pénal et civil, p. 105.

(2) Seine, 20-12-1929. *Gaz. Pal.*, 1929-1-686. D. H. 1930, p. 190.

l'année 1921 (1), pour trouver un arrêt statuant sur une mise à l'index. En la circonstance, il s'agissait d'une menace de mise en interdit adressée à des ouvriers par des ouvriers. Une grève avait éclaté chez les inscrits maritimes du Port de Bordeaux et les nommés Duprat et Bessalier chargés de débaucher les marins restés à leur poste malgré la déclaration de grève par le syndicat, s'étaient rendus dans la matinée du 7 mars 1920 à bord des navires en rade de Bordeaux. Ils avaient communiqué aux marins restés à bord deux circulaires provenant d'après leur en-tête et le sceau dont elles étaient revêtues, de l'Union Syndicale des Marins et Pêcheurs de la Section de Bordeaux. Ces circulaires, signées par les membres du Comité exécutif de la grève, portaient : « Il a été déclaré, après audition des camarades Durand et Rinelli, sur les mesures à prendre contre les briseurs de grève, que quiconque aura continué son service, sera, soit exclu du syndicat, soit mis à l'index de tous les navires ». La Cour de Bordeaux déclara qu'il y avait là des menaces au sens de l'article 414 et que, par conséquent, Duprat et Bessalier étaient passibles des peines édictées par cet article. Sur pourvoi des prévenus, la Cour de Cassation admit cette manière de voir motif pris : « Que l'arrêt déclarait à bon droit que la menace de mise à l'index de tous les navires dans les conditions où elle avait été faite aux marins réfractaires à la grève, caractérisait la menace ou violence morale visée par l'article 414 et que les faits sus-énoncés déclarés constants renfermaient tous les éléments

(1) Cass. Crim., 7 janvier 1921. S. 1922-1-233.

de délit prévus et réprimés par le texte de loi précité (1). Par conséquent, la Cour de Cassation soutenait sa doctrine de 1867, mais tombait-elle sous le même reproche que le Tribunal de Vienne punissant plus sévèrement la menace d'un acte que son accomplissement ?

Dès 1926, elle répondait à cette question.

Voici l'espèce qu'elle avait à résoudre (2). Un nommé Maran, secrétaire de l'Association Artistique Musicale de Tunis, mécontent de ce que le sieur Gabès, directeur du Théâtre municipal de cette ville eut engagé en qualité de musicien, pour la saison théâtrale 1925-1926, un sieur Salignat qui ne faisait pas partie de l'association précitée, s'était efforcé de provoquer le renvoi de cet artiste. A cet effet, il avait, au début de la répétition générale de la pièce d'ouverture fait observer au chef d'orchestre qu'il y avait parmi les musiciens un non-syndiqué et déclaré que ni ses camarades, ni lui, ne pouvaient jouer dans de pareilles conditions. Il avait aussitôt donné l'ordre aux musiciens de se retirer. Cet ordre avait été obéi par la plupart de ces derniers qui avaient quitté effectivement l'orchestre. Devant cette menace de grève, Gabès avait été contraint de licencier Salignat. La Cour d'Alger, qui avait eu à juger en appel cette espèce, confirmant le jugement des premiers juges avait décidé qu'il y avait eu menace dans le sens de l'article 414.

Maran se pourvut en cassation contre cette décision

(1) B. 1921, N° 5.

(2) Cass. Crim., 17-12-26. B. 1926, N° 315. — *Gaz. Pal.*, 27-1-202. S. 28-1-119.

et la Cour Suprême rejeta ce pourvoi, motif pris « que les faits souverainement constatés par les juges du fond justifiaient la qualification qu'ils avaient reçue d'entrave à la liberté du travail et l'application de l'article 414 ». Elle s'efforça ensuite de réfuter l'objection tirée du peu de pertinence de l'analyse des faits effectuée par l'arrêt de 1867 et par les arrêts ayant statué dans le même sens, en déclarant « que ce texte de loi (article 414) n'exige nullement que la menace ait été adressée directement aux ouvriers ou employés plutôt qu'au chef d'entreprise et qu'en outre il appert des constatations de l'arrêt attaqué que c'est bien à la suite de la menace proférée par Maran que Gabès a congédié Salignat ».

Cette tendance de la Cour de Cassation fut d'ailleurs confirmée par un arrêt rendu en 1930, à propos d'une grève de dockers qui eut lieu à Bordeaux. Voici quels étaient les faits : Un entrepreneur de manutention, le sieur Baronnier, avait embauché pour la manutention de plusieurs navires deux ouvriers non syndiqués. Les nommés Brunes et Brussac, membres du syndicat des dockers de Bordeaux, avaient alors déclaré au sieur Baronnier que s'ils ne renvoyait pas ces deux ouvriers, tout le personnel cesserait le travail. Sur le refus de Baronnier d'opter à cette mise en demeure, le travail avait été complètement arrêté quelques instants après et les deux ouvriers visés par cette mise à l'index avaient dû, pour pouvoir travailler et éviter à l'avenir des difficultés à leurs patrons, se faire inscrire au syndicat des dockers. Le Tribunal, puis la Cour de Bordeaux, déclarèrent les nommés Brunes et Brussac passibles des peines de l'arti-

de 414, « attendu, dit la Cour de Bordeaux (1), que les paroles reprochées aux prévenus constituent des mises à l'index, des actes d'intimidation inspirant la crainte d'un mal qui, à n'en pas douter, caractérise la menace de violence morale visée par ledit article ; que cette menace qui doit être interprétée dans son sens naturel le plus large est punissable quand elle s'adresse au patron, au chef d'industrie, aussi bien qu'aux ouvriers ; que, dans l'espèce actuelle, elle a eu pour but évident d'amener une cessation concertée du travail et comme conséquence une atteinte certaine au libre exercice du travail ». La Cour de Cassation saisie d'un pourvoi formé par les deux prévenus, le rejeta motif pris « que le pourvoi soutenait vainement que les faits constatés par les juges du fond n'étaient plus punissables depuis que la loi du 21 mars 1884 avait abrogé l'article 416 du Code pénal, car cet article n'eut pu, avant cette abrogation, recevoir application, dans l'espèce, qu'autant qu'il eut fait abstraction des menaces auxquelles s'étaient livrés les prévenus... qu'en effet, les injonctions adressées par les prévenus à leur patron, constituaient une menace au sens de l'article 414 ».

En résumé, nous pouvons donc conclure des solutions d'espèces données par la jurisprudence, qu'il faut considérer deux périodes dans l'historique de la répression de la mise à l'index depuis la loi de 1884. Une première période allant de 1884 au début de la guerre, et une autre de 1918 à aujourd'hui avec, pendant l'époque des hostili-

(1) C. BORDEAUX, 24-2-29. — *Gaz. Pat.*, 1929-1-776. — *Sem. Jur.*, 1929. P. 856.

tés, un vide de quatre années où nous n'avons trouvé aucune décision sur ce sujet. Pendant la première période de la mise à l'index et d'une manière générale reconnue licite au point de vue pénal, seule la théorie de l'abus du droit apporte une limitation à ces procédés par l'attribution de dommages et intérêts, sanction civile. Quelques décisions, isolées cependant, considèrent qu'il y a lieu d'appliquer l'article 414. Durant la seconde période, par contre, la Cour de Cassation confirme sa doctrine de 1867 et déclare les faits de mise à l'index répréhensibles parce que constituant des menaces au sens de l'article 414.

Il importe, d'autre part, de distinguer nettement les deux situations qui se trouvent englobées dans les termes de mise à l'index. Il y a : 1°) la prononciation de mise à l'index par elle-même, c'est-à-dire le fait de déclarer à un ouvrier : Nous te chassons de nos rangs, la classe ouvrière te considère comme banni, tu n'auras plus le droit de travailler avec nous, et 2°) l'application de la mise à l'index : les ouvriers voyant que celui contre qui ils ont prononcé l'interdit n'en tient pas compte et continue à travailler avec eux s'adressent au patron ; ils lui notifient la décision prise à l'égard de leur camarade et l'invitent en conséquence à congédier le proscrit. Le plus souvent ils accompagnent cette invite d'une menace de grève pour le cas où le patron n'en tiendrait pas compte.

Pendant la première période, la jurisprudence, du moins dans sa majeure partie (1); ayant considéré que la seconde situation n'était pas répréhensible, car elle ne

(1) Voir en sens contraire les arrêts indiqués, p. 117.

constituait qu'une application du droit de grève, estimait licite la première situation qui n'est au fond, que la déclaration à l'ouvrier proscrit, que son renvoi sera imposé au besoin par la grève à tous les patrons qui l'emploieront, c'est-à-dire, l'annonce de la deuxième situation, l'annonce d'un fait licite. A cette époque, la seule sanction de la mise en interdit était la condamnation du syndicat qui l'avait prononcée — la mise à l'index est concevable en dehors de l'existence d'un syndicat, mais en fait, elle est toujours prononcée par lui — était la condamnation du syndicat, disons-nous, à des dommages-intérêts quand elle n'avait pas un caractère professionnel.

Malheureusement, les syndicats, au moins avant la loi de 1920, n'avaient le droit de rien posséder et il en résultait que, d'une part, la victime n'obtenait pas réparation et que, de l'autre, le trouble apporté à l'ordre social n'avait aucune sanction. C'est ce qui explique que l'interprétation de l'article 414 devint plus large. Il importait, en effet, de soustraire l'ouvrier isolé à la tyrannie du syndicat. Pour cette raison, depuis la guerre, la jurisprudence a considéré que le congédiement imposé au patron sous menace de grève, était répréhensible et comme corollaire, elle a déclaré que le fait de menacer un ouvrier de lui appliquer cette mesure, tombait également sous le coup de l'article 414.

Comment a-t-elle interprété les textes pour parvenir à ce but ? En ce qui concerne la seconde situation envisagée plus haut, elle a tenu ce raisonnement. Pour que l'article 414 s'applique, il faut : des moyens frauduleux, une grève ou une tentative de grève, une relation de cause à

effet entre les moyens frauduleux et la grève, enfin, l'intention délictuelle. L'intention délictuelle est toujours démontrée, de même que le fait de la grève ; ce qui restait à établir, c'était d'une part les moyens frauduleux, et de l'autre leur relation de cause à effet avec la grève.

La jurisprudence a alors déclaré : le procédé consistant à imposer le renvoi d'un ouvrier sous menace de grève est une menace au sens de l'article 414 (1). En effet, si nous examinons le sens qu'il convient de donner au mot menace nous en trouvons la définition suivante : « Mesure d'intimidation inspirant la crainte d'un mal » (2). Or, il est bien évident que cette mise en demeure adressée au patron peut lui faire craindre un mal s'il n'optempère pas, ce sera la perte d'argent et le manque à gagner qu'il subira du fait de la grève.

« En outre, l'article 414, dit la Cour de Cassation (3), n'exige nullement que la menace ait été adressée aux ouvriers ou employés plutôt qu'à un chef d'industrie. Il est muet sur ce point, il exige seulement l'existence de cette menace. Par conséquent, nous trouvons dans ce cas tous les faits nécessaires à l'établissement du premier élément du délit d'atteinte à la liberté du travail : il y a moyens frauduleux ou plus précisément menaces. Il s'agissait, en outre, d'établir le rapport de cause à effet entre les moyens frauduleux et la grève. Ayant constaté l'exis-

(1) Cassation, 6 mars 1930. B. 30, N° 70. — Cour Bordeaux, 24-4-29. — *Gaz. Pal.*, 29-1-776.

(2) Définition de l'avocat général Bédarride.

(3) Cass. Crim., 17-12-1926. B. 1926, N° 315. — *Gaz. Pal.*, 1927-1-302. S. 1928-1-119.

tence de la grève, la jurisprudence s'est contentée d'affirmer son existence sans vouloir chercher à la discuter ni à l'établir rationnellement (1).

Par ce moyen, le renvoi imposé sous menace de grève devenant répréhensible, il était facile de sanctionner la seconde situation. En effet, la grève était constatée facilement, le rapport de cause à effet entre cette grève et les menaces était établi ainsi que l'intention délictuelle. Il restait simplement à combattre l'objection que la menace d'exécuter une chose permise n'est pas répréhensible. Or, précisément, la mise à l'index devenait pénalement punissable, il devenait logique d'en réprimer la menace.

On peut donc dire aujourd'hui que la mise à l'index, quand elle s'accompagne ou quand elle a pour sanction une grève, est toujours punissable.

Cette jurisprudence a suscité de nombreuses critiques et à juste titre, semble-t-il. En effet, au point de vue de l'interprétation stricte des textes, peut-on dire que cette manière de voir est sans reproche ? La situation que l'on sanctionne par l'article 414, est-elle bien celle prévue par le législateur ? D'autre part, l'abrogation de l'article 416, a-t-il eu pour seul effet d'augmenter la pénalité réprimant la mise à l'index ? Cela n'est-il pas contraire, précisément, au libéralisme qui a motivé cette mesure ? Telles vont être les questions auxquelles nous allons nous efforcer de répondre.

Il semble, tout d'abord, que la situation envisagée par

(1) Cas. 6 mars 1930, B. 1930, N° 70. — Bordeaux, 24 avril 1929, *Sem. Jur.* 1929, p. 856.

le législateur de 1864, ne soit pas du tout celle dans laquelle on applique actuellement l'article 414. Ce que le législateur a voulu réprimer, c'est l'emploi de moyens frauduleux pour amener la cessation concertée du travail, c'est-à-dire ayant pour but de provoquer une grève ou un lock-out. Pour s'en convaincre, il suffit de relire les travaux préparatoires : « Comprendons bien l'hypothèse (dans laquelle doit intervenir l'article 414), déclare Emile Ollivier : un ouvrier ou même un individu quelconque pense que tel corps de métier... devrait poser certaines conditions au patron et, en cas de refus, se mettre en grève. En conséquence, il s'adresse à plusieurs membres de ce corps de métier, il les persuade. Les conditions sont proposées au patron et, sur son refus, le travail est simultanément abandonné. Les ouvriers qui se sont mis en grève, sont à l'abri de toute poursuite, puisque la coalition ne constitue plus un délit, celui qui les a entraînés ne peut davantage être inquiété, il use d'un droit... Mais supposons que l'organisateur de la grève des ouvriers ou de celle des patrons n'ait réussi qu'en trompant déloyalement et sciemment ceux qui ont eu confiance en lui, ou bien que rencontrant de la résistance il se soit irrité et ait menacé, frappé, alors la situation change... Ceux qui se sont rendus coupables de la violence ou de la fraude seront traduits devant la justice ». Par conséquent, la situation envisagée est la suivante : pour assurer le succès d'une grève ou, plus exactement, pour amener la désertion des ateliers, des individus ont employé des moyens frauduleux qui ont attenté à la liberté des ouvriers et les ont amené à cesser de travailler. Nous

sommes loin de cette situation, quand le fait réprimé est celui de dire à un patron : renvoyez tel ouvrier autrement nous faisons grève.

On peut même aller plus loin et se demander si dans ce cas ce n'est pas le droit de grève lui-même qui est atteint. En effet, pourquoi réprime-t-on cette grève ? Parce qu'elle porte atteinte à la liberté du travail de l'ouvrier, objet de la mise en interdit. Or, comme le déclare Emile Ollivier (1) : « La loi respecte la coalition en elle-même, quels que soient son origine, son caractère, son but ». Et M. Garçon en tire les conséquences suivantes (2) : « Il est certain que les ouvriers peuvent recourir à la grève, non pas seulement pour une question de salaire, mais encore pour imposer au patron toute autre condition et notamment le renvoi d'un contre-maître ou d'un ouvrier », et, citant un cas (3), où la décision avait été prise dans le même sens que la jurisprudence indiquée, il ajoute : « Les faits reprochés aux prévenus tombaient sous le coup de l'article 416 ; mais en leur appliquant les peines plus sévères de l'article 414, on force le sens du texte, on l'entend abusivement et pour dire toute la vérité, par une interprétation réactionnaire de la loi de 1864, on restaure le délit de coalition quand la grève a pour but une mise à l'index ».

On peut en outre faire une autre critique et c'est à notre sens la plus pertinente. Dans l'hypothèse envisagée

(1) Rapport E. OLLIVIER, D. 64-4-67.

(2) Op. cit., n° 92.

(3) Arrêt de 1867.

par Emile Ollivier, le résultat cherché est bien la grève ; le délinquant emploie des moyens frauduleux pour amener les ouvriers à cesser leur travail. Or, dans le cas envisagé, est-ce la grève que désirent les ouvriers ? Certainement non, ils ne la considèrent que comme l'ultime recours au cas où le patron ne donnerait pas suite à leur interdit. En d'autres termes, alors que dans le cas prévu par l'article 414 (d'après les explications d'Emile Ollivier), la grève est le but, la fin cherchée par le délinquant, dans l'espèce considérée elle n'est que le moyen.

On peut donc dire avec M. Garçon qu'il y a une véritable extension du texte auquel on donne une signification qu'il n'a pas.

On tient un raisonnement semblable à celui d'un Procureur de la République qui, ayant à poursuivre un individu pour avoir touché d'un propriétaire le coût de réparations qu'il prétendait faussement avoir effectuées à un de ses immeubles, inculperait ce délinquant d'abus de confiance parce que les éléments de ce délit sont : 1°) l'appropriation d'une chose mobilière ; 2°) une fraude ; 3°) un préjudice pour le propriétaire ; 4°) un contrat spécifié et qu'on trouve dans notre espèce : l'appropriation des deniers, la fraude, le préjudice du propriétaire et le contrat de louage d'ouvrages, qui est un des contrats spécifiés.

Il est bien évident qu'une telle solution ferait sourire, car on ne manquerait pas de dire que si les éléments sont constatés, ils n'ont pas entre eux la relation voulue par la loi et notamment que le but dans lequel ce contrat est intervenu n'est pas du tout celui qui est requis par les

textes, ceux-ci exigeant que ce soit en vertu de ce contrat que le détenteur ait entre les mains la chose dont il a interverti la possession. Or, dans le cas de mise à l'index, on raisonne de même puisqu'on déclare que dès l'instant où il y a menace de grève, l'article 414 s'applique sans qu'il y ait lieu de rechercher si de même que dans le cas de l'abus de confiance, le contrat doit être la cause de la détention, de même dans l'espèce envisagée ici, la grève doit être le but pour lequel est proférée la menace.

En ce qui concerne d'autre part la menace d'interdit adressée à un ouvrier pour l'obliger à faire grève, il était logique que la jurisprudence la sanctionnât par l'art. 414, puisqu'elle réprimait le congédiement imposé au patron sous menace de grève, c'est-à-dire la mise à exécution de l'interdit ; mais il semble que nous avons montré combien était critiquable la manière dont la Cour de Cassation réprime cette mise à exécution. Par conséquent, comme d'autre part il est facile d'apercevoir le lien qui unit ces deux solutions, nous croyons par là même avoir établi que l'application de l'article 414 à la menace de mise en interdit est elle-même contraire au principe de l'interprétation restrictive des textes de droit pénal.

Ce n'est pas seulement parce que cette interprétation est abusivement extensible, que cette jurisprudence est condamnable, c'est également par le caractère de ses effets.

Une première constatation s'impose : la menace de la mise à l'index est punie aussi sévèrement que son exécution. Or, il y a une différence de degré dans la criminalité entre les deux actes. C'est si vrai que l'article 305 punit

d'un emprisonnement de deux ans au moins et de cinq ans au plus, et d'une amende de 150 à 1.000 francs l'individu qui, par écrit anonyme ou signé, aura, sous condition, fait des menaces d'assassinat, d'empoisonnement, ou de tout autre attentat contre les personnes, tandis qu'il serait punissable de la peine de mort, des travaux forcés à perpétuité ou de la déportation, si cette menace était mise à exécution. On voit, par cet exemple, combien la différence de punition est grande entre la menace et l'exécution. On objectera, il est vrai, qu'il peut y avoir des circonstances atténuantes et que grâce à la marge laissée entre le maximum et le minimum de la peine prévue, le juge aura la faculté de graduer la sévérité de la répression suivant la gravité de l'infraction. Cette objection ne fera pas tomber la critique tirée de l'article 305. En effet, cela montre nettement qu'il est dans l'esprit du Code pénal de faire une différence et une différence très grande entre la menace et l'exécution, non pas en ce qui concerne la peine prononcée, mais en ce qui concerne la peine encourue.

Autre critique tirée, celle-là, de la portée donnée par la jurisprudence de la Cour de Cassation à l'abrogation de l'article 416 par la loi de 1884. L'idée générale qui a dominé cette loi a été que, si l'on ne donnait pas aux syndicats la possibilité d'exercer une contrainte pour faire exécuter leur décision, leur action ne pourrait se faire sentir suffisamment sur la classe ouvrière dont les intérêts, par conséquent, ne pourraient être défendus avec succès. Pour arriver à ce but, on a abrogé l'article 416 qui mettait une entrave à toute action syndicale, en punissant quiconque exercerait sur les ouvriers une pression par proscription,

interdiction ou autres moyens, à une peine de six jours à trois années d'emprisonnement et à une amende de 16 à 500 francs. Or, l'effet de cette jurisprudence a été de donner comme conséquence à cette abrogation, non pas la suppression d'une incrimination, mais l'augmentation du maximum de la pénalité puisque le châtiment maintenant encouru est un emprisonnement de six jours à trois années d'emprisonnement et une amende de 16 à 3.000 francs. C'est donc un but opposé à celui visé par la loi de 1886 qui a été obtenu (1).

Nous ne nous sommes jusqu'ici préoccupés que des mises à l'index prononcées par des ouvriers contre des ouvriers. Mais que faut-il décider lorsque ces mises à l'index sont prononcées par des patrons contre des ouvriers ou par des ouvriers contre des patrons ? Que se passe-t-il quand la grève est décidée ? Les dirigeants de cette grève, dans le but d'amener un patron à composition, invitent les autres ouvriers à s'abstenir de s'embaucher dans telle usine parce que les ouvriers se sont vus refuser les justes revendications qu'ils présentaient. Ils signalent en outre que s'embaucher dans un pareil moment serait contraire à la solidarité ouvrière. C'est cette opération qu'on appelle mise à l'index d'un patron par des ouvriers, ce n'est pas autre chose qu'une menace de grève. Ces faits sont, par conséquent, licites, et ne seront répréhensibles que lorsqu'ils s'accompagneront de moyens frauduleux exercés sur d'autres ouvriers pour les amener à continuer la grève ou les empêcher de s'embaucher.

(1) En ce sens M. Paul BONCOUR, *op. cit.*, p. 242. HAMELET, *op. cit.*

cher, c'est ainsi qu'un jugement du Tribunal de la Seine (1) déclare que : « la mise à l'index d'une maison sans aucun moyen illicite ou délictueux ne saurait être considérée comme répréhensible ».

En ce qui concerne la mise à l'index d'un ouvrier par un groupe de patrons, la situation est plus délicate, car ce n'est par un lock-out proprement dit. Le lock-out renvoie, en effet de l'usine, tous les ouvriers, or, la mise à l'index ne s'en prend qu'à un seul. Cette situation ne nous semble présenter aucune analogie avec celle prévue par l'article 414, aussi nous le considérons comme licite au point de vue pénal. La jurisprudence ne nous fournit d'ailleurs aucun exemple de cette sorte. On peut simplement noter l'espèce suivante, mais au point de vue civil seulement : Après refus par un patron d'augmenter le salaire de ses ouvriers, quelques-uns d'entre eux ayant abandonné le travail, le patron adressa une circulaire aux autres employeurs pour leur signaler les conditions dans lesquelles ces ouvriers, qu'il avait désigné nommément, l'avaient quitté et, pour les mettre en garde contre les inconvénients qui pourraient résulter, au point de vue corporatif de leur embauchage par des concurrents.

L'envoi de cette circulaire, qui ne contenait d'ailleurs aucun terme injurieux ou blessant à l'égard des dits ouvriers a été considéré comme licite, par la cour de Paris (2) parce qu'elle avait pour but la défense des intérêts professionnels des patrons. Nous savons, en effet,

(1) D. H. 30, page 190.

(2) 3 mai 24. *Gaz. Pal.* 24-27.

que c'est là le critère auquel les juridictions civiles se réfèrent pour savoir si la mise à l'index est susceptible ou non de motiver l'allocation de dommages-intérêts.

Quelle est, d'autre part, la solution donnée par la jurisprudence en ce qui concerne la mise à l'index d'un patron par un groupe de patrons ? (1).

Dans une espèce récente, la Cour de Cassation a eu l'occasion de faire connaître son point de vue. Voici les faits : Lors d'un conflit survenu à Lyon, en janvier 1930, entre le syndicat des patrons imprimeurs et le syndicat des ouvriers typographes, pendant la grève et le lock-out qui en résultèrent, les nommés Weitz et Bernard, l'un président, l'autre délégué permanent de la section industrielle des syndicats patronaux de la région lyonnaise, adressèrent par la poste, à leurs membres ou affiliés, une circulaire en date du 2 janvier, dans laquelle ils recommandaient aux patrons de ne passer aucune commande à un imprimeur qui, acceptant les conditions des ouvriers, aurait ouvert ses ateliers. Dans une nouvelle circulaire du 9 janvier 1930, Weitz et Bernard ont confirmé les prescriptions données dans la première et ont insisté sur ce qu'aurait de contraire à la solidarité patronale le fait de confier du travail à cinq maisons qui, ayant pactisé avec le syndicat ouvrier, rendaient plus difficile la résistance des imprimeurs syndiqués et sur le devoir des chefs d'entreprise de s'abstenir soigneusement de confier aucun travail à des patrons dissidents. Par suite, un nommé Broutin qui était visé par ces circulaires se vit

(1) On peut également employer le terme de boycottage.

retirer la clientèle de l'A. I. C. A. et exclure de cette association. Il porta alors plainte contre X pour entrave à la liberté du travail et se constitua partie civile incriminant les agissements de Weitz et Bernard comme ayant provoqué une défection dans sa clientèle. Plusieurs autres imprimeurs qui avaient subi les effets de cette circulaire procédèrent de même ; le Tribunal de Lyon, devant qui vint l'affaire, rejeta leurs demandes pour les motifs ci-dessous (1) :

« Attendu que les faits reprochés aux inculpés constituent le procédé de la mise à l'index des patrons imprimeurs qu'ils invitent à résister aux revendications ouvrières, sous peine de perdre la clientèle des représentants des autres branches du commerce et de l'industrie ;

attendu que l'ancien article 416 du Code pénal punissait les ouvriers ou les patrons qui, par des amendes, dispenses, proscriptions, interdictions prononcées par suite d'un plan concerté, avaient porté atteinte à la liberté du travail, prohibant et punissant ainsi la pratique de la mise à l'index, que depuis l'abrogation de cet article par la loi du 21 mars 1884, la mise à l'index a cessé d'être délit punissable, que les chefs d'entreprises ont le droit, pour assurer la défense de leurs intérêts communs, de mettre en interdit les patrons consentant aux ouvriers des salaires supérieurs à ceux fixés par les groupements patronaux ;

attendu toutefois que la mise à l'index cesse d'être licite, lorsqu'elle s'accompagne de violences, voies de fait.

(1) Trib. Lyon, 19 février 1931. D. H. 1931, N° 245.

menaces ou manœuvres frauduleuses, prévues par l'article 414 du Code pénal et que la question qui se pose est celle de savoir si la mise à l'index dans les conditions où elle était appliquée, dans l'espèce actuelle, tombe sous l'application de l'article 414 ;

attendu qu'en l'occurrence, l'existence des violences, voies de fait ou manœuvres frauduleuses, ne peut même pas être envisagée, que seul peut être pris en considération le fait de menaces ;

attendu que la Cour de Cassation paraît avoir maintenu par deux arrêts des 7 et 14 janvier 1921 sa doctrine antérieure précisée dans un arrêt du 5 avril 1867 et ranger la menace de mise à l'index parmi les menaces susceptibles de constituer le délit d'atteinte à la liberté du travail prévu par l'article 414 et encore convient-il d'examiner les circonstances et les faits qui accompagnaient la mise à l'index ;

attendu qu'il convient maintenant d'examiner si dans le cas présent se décèle un ensemble de faits conditionnant la mise à l'index susceptible de l'ériger en délit punissable ; que doivent s'entendre au sens de l'article 414, non seulement des menaces de voies de fait, mais aussi toute menace qui a pu avoir pour résultat d'agir violemment ou frauduleusement sur la volonté de l'ouvrier ou celle du patron, et que si elle était mise à exécution, leur enlèverait tout moyen d'exercer leur profession, au point de les exposer, ainsi que le disait M. l'Avocat Général Bedaride dans ses conclusions sur l'arrêt initial du 5 février 1867, aux horreurs de la misère ;

attendu que les paragraphes 1 et 2 de la circulaire du

2 janvier 1930 ne contiennent aucun ordre, mais des recommandations (v. Larousse), c'est-à-dire des avis, des conseils, voire même des injonctions pressantes, données avec autorité par un Président d'une importante association à ses membres adhérents ;

attendu que pas davantage la circulaire du 9 janvier 1930, ne renferme d'ordre, mais uniquement une recommandation en vue de maintenir l'intérêt patronal, que Boutin n'y est pas nommément cité, qu'il est permis d'affirmer que Bernard et Weitz ont cherché uniquement à agir par persuasion sur l'esprit des membres de l'union, et que ce ne sont pas de tels procédés que le législateur de 1864 a voulu punir en mentionnant les menaces de l'article 414, qu'il suffit en effet de se reporter aux travaux préparatoires de la loi pour se convaincre que dans son système, menaces et violences sont deux notions inséparables, que la menace n'est qu'une violence en germe, une violence virtuelle ;

attendu dans ces conditions que la mise à l'index, telle qu'elle se manifeste dans l'espèce actuelle, ne tombe pas sous l'application de l'article 414 du Code pénal ».

La Cour d'Appel de Lyon (1) confirma ce jugement et la Cour de Cassation (2) rejeta le pourvoi formé contre cette décision.

On peut résumer ainsi les motifs de ce jugement.

D'une part, pour que la mise à l'index soit répréhensible, elle doit être « accompagnée de moyens fraudu-

(1) C. Lyon, 8 juillet 1931. S. 31-2-201.

(2) O. 33-1-119.

leux », d'autre part, dans l'espèce présente, ces circulaires ne constituaient que de simples moyens de persuasion et non des menaces.

En ce qui concerne le premier point, il importe de remarquer que si cette expression était déjà employée dans certains arrêts (1), il ne paraît pas qu'elle formulait une condition essentielle à l'application de l'article 414. Il semble, en effet, que se référant à la définition des menaces donnée par M. l'Avocat général Bedaride (2), la jurisprudence ait considéré jusqu'à présent que justifiait l'application du dit article, le seul fait de menacer un ouvrier de mise à l'index s'il ne se joignait pas à la grève, ou d'enjoindre à un patron de renvoyer un ouvrier frappé d'interdit en accompagnant cet ordre d'une menace de grève. Autrement dit, dans tous ces cas, la mise à l'index était considérée comme répréhensible en elle-même; c'était l'éventualité des violences, tant physiques que morales, incluse dans cet acte qui était considérée comme constitutive de la menace de l'article 414 (3), et on ne recherchait pas si des éléments extrinsèques à cette mise à l'index avaient constitué les moyens frauduleux prévus par cet article. On comprend difficilement, dans ces conditions, que l'article 414 n'ait pas été appliqué aux auteurs des faits relevés par le jugement de Lyon.

Nous sommes, en effet, en présence d'une mise à l'index et le Tribunal l'a d'ailleurs constaté expressément.

(1) V. not. Cass., 6 mars 1930. B. 1930, N° 70.

(2) Acte faisant naître la crainte d'un mal.

(3) V. déjà en ce sens THALLER, *Revue critique* de 1884.

Il ne faut pas que l'on vienne dire : ces circulaires étaient rédigées avec modération et ne comportaient que de simples exhortations. Ce n'est pas parce que cette mise à l'index a été rédigée « avec douceur » en « d'académiques et discrètes circulaires » (1) qu'elle n'existe pas.

Elle constitue, pour celui qui en a été l'objet, une menace d'intimidation tout aussi énergique que les actes violents et bruyants par lesquels les ouvriers notifient leurs décisions aux réfractaires. La Cour de Cassation ayant adopté un système (nous avons vu qu'il n'était pas sans reproche du point de vue de la stricte interprétation des textes), on ne comprend pas pourquoi elle s'en départit quand il s'agit de l'appliquer, non pas à des ouvriers, mais à des patrons. Il faut voir, en effet, les habitudes sociales de chaque catégorie d'individus, les modes habituels de réaction, bref ce qu'on a coutume d'appeler l'éducation. Il ne faut pas s'en tenir aux formes, il faut voir au fond des choses quelle est la signification du fait envisagé. Or, nous le répétons, dans ces circulaires vantées pour leur discrétion et leur modération, il y avait « un acte faisant naître la crainte d'un mal » et dans ces conditions, l'article 414 devait être appliqué à leur auteur. Nous voulons espérer que cette décision restera isolée, d'une part parce qu'on pourrait peut-être lui faire le reproche de favoriser certaines classes sociales, et d'autre part parce qu'elle n'est pas conforme au système établi par la jurisprudence pour la répression de la mise à l'index.

(1) HUGUENAY, *Revue Pénitentiaire de Droit pénal*, juillet 1933.

Ce système jurisprudentiel, certains auteurs ont tenté d'en donner une définition et une explication.

Constatant que dans toutes les espèces indiquées on trouve en présence, d'une part un syndicat, d'autre part soit un non syndiqué, soit un syndiqué démissionnaire, et qu'en outre le but manifeste de ces décisions est de faire respecter la liberté individuelle contre une emprise syndicale. M. Roux (1) en a déduit que les conséquences de l'abrogation de l'art. 416 étaient les suivantes :

Le système de la loi de 1864 prévoyait deux sortes d'atteinte à la liberté du travail : les atteintes graves sanctionnées par l'art. 414 et les atteintes légères réprimées par l'art. 416. Or, la mise à l'index d'un ouvrier par un syndicat constitue à coup sûr, par les conséquences pénibles pour celui qui en est l'objet, une atteinte grave ; donc l'art. 414 doit être appliqué à ses auteurs. De ce fait toute mise à l'index devrait être actuellement prohibée, mais l'art. 416 n'étant autre chose qu'une prohibition d'anciens usages corporatifs fréquemment constatés dans notre ancienne France et consistant en amendes ou « damnations » prononcées contre des ouvriers membres également de cette corporation, M. Roux assimilant l'ancienne corporation au syndicat actuel, déclare que si l'art. 416 existait encore il ne s'appliquerait qu'à la mise à l'index des syndiqués et que, par suite de l'abrogation de cet article en 1884, seule la mise à l'index des syndiqués est licite aujourd'hui. Encore faudrait-il, bien entendu, que cette mise à l'index soit faite dans un but professionnel dont la défense est la raison d'être des syndicats.

(1) Cass. Crim., 7 janvier 1921. S. 1922-1-233.

A ce raisonnement on peut objecter, et on n'a pas manqué de le faire (1), que limiter le champ d'application de l'art. 416, s'il existait encore, aux seuls syndiqués, c'est considérer qu'avant 1884 il existait des syndicats professionnels. En effet, le fait que l'art. 416 a été inspiré par les usages des anciennes corporations ne permet pas l'assimilation des corporations aux syndicats qui sont deux institutions absolument différentes, que raisonner ainsi c'est considérer qu'avant 1884 il existait des syndicats professionnels puisqu'on limite le champ de l'application de l'art. 416, à cette époque, aux seuls syndiqués. En réalité, cette restriction ne s'y trouve pas et si c'est le souvenir des usages des anciennes corporations qui a inspiré ce texte, on ne peut déduire une telle conséquence de ces termes.

Un autre système a été exposé par M. Brethe de la Gressaye dans une note au Sirey, où il s'est efforcé d'exposer comment devait être comprise la portée de l'abrogation de l'art. 416 et à quelles règles générales obéissait la jurisprudence. Cet auteur établit d'abord quelles sont, au point de vue civil, les mises à l'index répréhensibles. Il en distingue deux sortes : celles constituant un procédé de lutte économique et celles constituant une sanction disciplinaire. Les premières opposent des individus de situation, pour ne pas dire de classe, opposée : c'est le cas du patron mis à l'index par ses ouvriers ou réciproquement. Les secondes mettent en présence, au contraire, des

(1) BRETHE, S. 31-2-202.

individus de même classe sociale : c'est la mise à l'index prononcée par un syndicat contre un de ses membres qui refuse de suivre les ordres du syndicat.

Dans la première opération l'abus rendant illicite la mise en interdit apparaîtra lorsque le dit interdit n'aura pas pour but de défendre les intérêts professionnels, mais uniquement de nuire à celui qui en était l'objet (1). Dans ce cas la théorie de l'abus du droit est utilisée par la jurisprudence pour accorder des réparations à celui qui subit un préjudice.

Quant à la mise à l'index, sanction disciplinaire, comme elle n'est que l'application du pacte d'association qui, en contre-partie des avantages donnés par le syndicat, exige la discipline de ses adhérents, il est normal qu'elle ne donne lieu à aucun dommages et intérêts, si cet adhérent subit quelque inconvénient de la discipline syndicale.

Mais par contre, que décider lorsque le syndicat entend faire exécuter ses ordres même par des non syndiqués ? A l'inverse de certains pays tels que la Russie ou l'Italie, le syndicat n'étant pas obligatoire en France, on doit en déduire, et c'est l'opinion de la jurisprudence, que le syndicat n'a aucune qualité pour donner des ordres aux non syndiqués. Logiquement il faut dire qu'une mise à l'index dans ces conditions est faite sans droit. Pourtant il semble que certaines décisions fassent encore intervenir dans ce cas la notion de l'abus du droit. Quoi qu'il

(1) Cass. Civ., 9 juin 1896. S. 97-1-25. T. Bordeaux, 14 déc. 1903. S. 1905-2-17. T. Seine, 18-1-29. *Gaz. Pal.*, 29-1-686.

en soit, la jurisprudence accorde des dommages et intérêts à la partie lésée, même si le syndicat agissait dans le but de défendre les intérêts professionnels, c'est-à-dire lorsqu'un ouvrier non syndiqué ou démissionnaire est victime d'un acte arbitraire d'un syndicat ouvrier (1), soit lorsqu'un patron est contraint de subir les lois du syndicat patronal (2).

Les mises à l'index donnant ouverture à des dommages et intérêts ayant été ainsi indiquées, M. Brêthe de la Gressaye examine ensuite quelles sont celles qui reçoivent en outre une sanction pénale. Il indique que menacer, soit un ouvrier, soit un patron, d'une mise à l'index licite ne peut être répréhensible, par assimilation au cas où un créancier, par exemple, obtient par l'exercice d'une voie de droit la reconnaissance d'une dette. Mais le fait de menacer quiconque d'une mise à l'index illicite au point de vue civil, est-il à lui seul suffisant pour motiver l'application de l'art. 414 ? Nous avons vu que certains tribunaux l'ont décidé (3). Pour M. Brethe de la Gressaye cette condition n'est pas suffisante, il faut en outre que la mise à l'index tende à provoquer ou à maintenir une grève ou un lock-out ; c'est ainsi que, pour cet auteur, l'application de l'art. 414 faite dans l'arrêt de 1867 (4) est tout à fait justifiée. En effet, cet article prévoit des menaces tendant

(1) Cass. Civ., 22 juin 1892. S. 93-1-41. Montpellier, 20 février 1908. S. 1909-2-249. C. Lyon, 15 mai 1895. S. 96-2-30. C. Paris, 5 février 1901. S. 1902-2 277.

(2) C. Paris, 9 avril 30. S. 1930-2-177. Affaire ami du peuple.

(3) V. en ce sens Trib. Vienne. Pand. 1902-2-302.

(4) V. Supra.

à provoquer ou à maintenir une grève, tandis que l'article 416 punissait les interdictions de travail sans aucun rapport avec la grève, à la seule condition qu'elles soient prononcées en vertu d'un plan concerté entre plusieurs ouvriers ou patrons et précisément dans l'espèce jugée par cet arrêt, la mise en interdit avait été prononcée en vue et au cours d'une grève. En résumé, pour que la mise à l'index soit sanctionnée légalement par l'art. 414 il faut, suivant M. Brethe de la Gressaye :

1°) Une mise à l'index illicite, non justifiée par l'exercice d'un droit, ce qui exclut la mise à l'index par le syndicat d'un de ses membres et l'interdit jeté par le syndicat ouvrier sur un patron en vue de défendre l'intérêt professionnel ;

2°) Une mise à l'index ayant pour but ou pour effet de porter atteinte au libre exercice de l'industrie ou du travail, en contraignant un patron ou un ouvrier à participer à une grève ou à un lock-out, ainsi entre dans ces prévisions le cas d'un ouvrier obligé, sous menace de mise à l'index, de se joindre aux grévistes, et celui où par suite d'une interdiction prononcée contre un ouvrier, une grève éclate pour forcer le patron à congédier cet ouvrier.

Sous réserve des critiques formulées sur l'interprétation de l'art. 414, on ne peut qu'approuver le système de M. Brethe de la Gressaye qui rend complètement compte de la manière dont la Cour de Cassation permet ou prohibe, suivant les cas, la mise à l'index. Elle a le grand avantage de permettre de comprendre et la jurisprudence de la Chambre civile de la Cour de Cassation et celle de la Chambre criminelle, qui, au premier abord, pourraient

paraître quelque peu divergeantes, la première déclarant licite la mise à l'index quand elle a pour but de défendre les intérêts professionnels et la seconde appliquant l'article 414 aux cas de mise à l'index, que nous avons examinés.

On se rend en effet compte que cette divergence n'existe pas, car si dans certains cas les mises à l'index prononcées dans le but de défendre les intérêts professionnels ont été réprimées, par l'art. 414, c'est qu'elles s'appliquaient à des non syndiqués.

Pour conclure, nous disons que les critiques faites à la jurisprudence quant à l'intention donnée par celle-ci aux textes doivent être maintenues, mais qu'en présence de la carence du législateur en cette matière et de l'accroissement de protection qu'elle a incontestablement apportée à la liberté individuelle du travail à l'encontre de l'emprise syndicale, cette jurisprudence doit être approuvée dans ses effets, car elle a respecté l'esprit de la loi de 1884 que Waldeck-Rousseau résumait ainsi : « le droit de 999 ouvriers de faire la grève est égal au droit d'un seul ouvrier de continuer le travail ».

Droit comparé

Nous avons vu comment le droit français protégeait la liberté du travail. Il nous paraît utile de comparer ce système de protection à celui de certaines législations étrangères très différentes de la nôtre (1).

Le problème est, en effet, partout le même : tout en permettant les coalitions ouvrières et patronales, il faut garantir la liberté individuelle et en particulier la liberté du travail.

Si le but est le même, les moyens employés pour y parvenir sont différents ; c'est ainsi que tandis que notre droit comporte l'incrimination globale d'atteinte à la liberté du travail, la législation anglaise ne réprime que certains actes spécialement prévus, et qui, à la vérité, sont les moyens habituels par lesquels on entrave cette liberté.

Jusqu'en 1824, l'incrimination de « conspiracy », c'est-à-dire de conspiration criminelle, était appliquée aux coalitions ouvrières et servait de base à des poursuites pénales. A cette époque, l'Angleterre avait sur toutes les autres nations une avance considérable au point de vue industriel et de ce fait, connaissait des mouvements

(1) Nous proposons d'étudier la législation anglaise de préférence à toute autre, parce qu'elle consacre un système tout à fait spécial et entièrement différent du nôtre.

ouvriers beaucoup plus importants que ceux des autres pays. D'autre part, il ne faut pas oublier que le libéralisme et l'esprit de liberté y ont toujours été très puissants. C'est ainsi que la liberté individuelle qui, en France, n'a été efficacement protégée qu'à partir de la loi du 8 décembre 1897, y est garantie depuis la fin du XVII^e siècle, depuis le vote du *bill de l'habeascorpus* sous Charles II. Dans ces conditions, il n'est pas étonnant que l'Angleterre ait été le premier pays à permettre les coalitions. Ce fut l'œuvre de la loi du 21 juin 1824.

Malheureusement, comme il arrive toujours quand à une période de contrainte succède brusquement une période de liberté, des abus se produisirent. Les ouvriers ne surent pas user de leur droit avec mesure et il fallut le limiter.

C'est à ce moment qu'apparaît la répression non des faits, qui d'une manière générale porte atteinte à la liberté du travail, mais de certains faits particuliers, généralement constatés dans les infractions de ce genre. Il semble d'ailleurs qu'il faille voir dans ce mode de répression une manifestation de cet esprit d'opportunisme si caractéristique à l'Angleterre.

A cet effet, différentes lois intervinrent dans le détail desquelles nous ne voulons pas entrer. Ces lois prohibaient les actes de violence ou de fraude, qui accompagnent souvent les grèves. La loi de 1859, notamment, incriminait « la molestation et l'obstruction », termes compréhensifs, s'entendant par exemple du « picketing », c'est-à-dire du stationnement sur la voie publique, de grévistes qui entrent en communication avec les ouvriers restés au travail, soit pour les amener par la persuasion à désertier

l'atelier, soit le plus souvent, pour les empêcher de s'y rendre par l'intimidation causée par leur présence et les violences qu'elle laisse craindre. La persuasion était cependant licite ; toutefois, certaines espèces de jurisprudence semblent être en sens contraire. C'est ainsi qu'en 1867, les maîtres tailleurs parvinrent à faire condamner le président de l'Association des tailleurs de Londres et quelques membres du Comité, pour avoir, au cours d'une grève, organisé le « picketing pacifique ». Suivant le juge (1), « quand le « picketing » venait d'une coalition, il était un cas de molestation, si on apportait quelque gêne simplement par une manifestation de désapprobation, ou même par la présence d'un grand nombre d'hommes sans nul acte de violence ».

Pour trouver la législation formant la base du système actuel, il faut arriver en 1875, année du vote « du conspiracy and protection of property act ».

Avant d'étudier le régime qui en résultait, il faut déjà considérer celui établi par la loi qui le précédait, c'est-à-dire l'act de 1871 dont voici quel était son texte : « Sera puni de trois mois de prison au plus, avec ou sans travail forcé, tout individu coupable d'un des faits suivants :

- 1°) Violence envers les personnes ou les propriétés ;
- 2°) Menaces ou intimidations suffisantes pour amener des poursuites en justice de paix ;
- 3°) Molestations envers les personnes pratiquées de la manière suivante :

(1) Cité par M. Paul BONCOUR : « Le Fédéralisme économique », page 208.

I. — Contrainte pour obliger un patron à renvoyer son ouvrier ou son employé ou pour forcer l'employé à quitter son patron ou l'ouvrier à quitter son atelier en laissant son ouvrage inachevé.

II. — Contraintes envers un maître ou un ouvrier, pour empêcher les offres et acceptations d'ouvrage.

III. — Contraintes pour forcer un maître ou un ouvrier à entrer dans une union ou à en sortir.

IV. — Contraintes pour forcer un ouvrier ou un patron à payer une amende prononcée par une union.

V. — Contraintes exercées contre un patron pour l'obliger à modifier son genre de travail ou son personnel.

Est considérée comme une molestation, le fait de :

1°) Suivre quelqu'un avec persistance ;

2°) Cacher des outils, habits ou autres objets de manière à en enlever l'usage à leur propriétaire ;

3°) Surveiller les abords du lieu où travaillent des ouvriers et suivre quelqu'un, seul ou accompagné, à travers les rues d'une manière persistante.

La présente peine ne faisait pas obstacle à l'application d'une autre loi pénale, même punissant l'obstruction du commerce, pourvu que le fait puni ne soit pas prévu dans cet article, nul acte ne pouvant être puni deux fois (1).

L'interprétation que la jurisprudence donna de ce texte, fut très sévère pour les ouvriers et il semble que ce soit avec raison que les Trade-Unions estimèrent qu'elle ne tendait à rien moins qu'à rendre répréhensibles tous

(1) M. Paul BONCOUR, *op. cit.*

les procédés habituels des groupements ouvriers. C'est ainsi qu'en 1871, sept femmes furent emprisonnées pour avoir dit « bah » à un blackleg. Que la même année les magistrats de Chepping Norton condamnèrent à 15 jours de travail forcé des femmes coupables d'avoir injurié deux blacklegs. Par contre, cette même jurisprudence se montrait très large envers les patrons à qui elle permettait le boycottage des ouvriers mal vus (1).

On comprendra que dans ces conditions, les ouvriers se soient révoltés contre cette loi, et qu'une violente agitation politique et syndicale se soit produite dans le but de la faire abroger, opération que rendit possible l'élection d'une nouvelle majorité à la Chambre des Communes en 1874.

L'act de 1871 fut aboli et remplacé par un autre voté en 1875, qui constitue la base de la législation anglaise en cette matière.

Tout d'abord, ce texte fait disparaître le caractère de conspiration à toute « convention ou association entre deux personnes ou plus, pour accomplir ou faire accomplir, un acte en vue ou pour la poursuite d'un conflit industriel, si l'acte en question, au cas où il serait accompli par une personne isolée, n'était pas punissable comme un délit » (2).

D'autre part, l'act de 1875 laisse le droit commun s'appliquer aux actes délictueux commis dans les grèves, quand ils rentrent dans les qualifications générales du

(1) Cité par M. Paul BONCOUR, *op. cit.*

(2) Art. III de la loi de 1875. V. B. I. T., Série A, N° 29, p. 70.

droit commun et prévoit en outre la répression de certains actes par lesquels on porte généralement atteinte à la liberté du travail.

Aux termes de l'article 7 de cette loi, « quiconque, illicitement ou sans en avoir le droit, en vue d'obliger d'autres personnes à s'abstenir de faire un acte que cette personne a le droit de faire ou de s'abstenir de faire :

1°) Recours à la violence ou à l'intimidation envers cette personne, sa femme ou ses enfants, ou endommage ses biens ;

2°) Suit avec persistance cette personne d'un lieu à un autre ;

3°) Cache des outils, vêtements, ou biens appartenant à cette autre personne ou employés par elle ou l'entrave ou la gêne dans leur emploi ;

4°) Surveille ou assiège la maison ou le lieu où cette autre personne réside ou travaille, ou exploite une affaire où peut se trouver ; ou encore surveille les voies d'accès de cette maison ou de ce lieu ;

5°) Suit cette personne avec deux ou plusieurs autres personnes d'une manière désordonnée, le long de toute rue ou route.

Sera, après condamnation pour ce fait, par une Cour de justice sommaire (court, of summary jurisdiction), ou à la suite d'une procédure de mise en accusation, passible soit d'une amende de 20 livres ou plus, soit d'une peine d'emprisonnement, d'une durée de trois mois au plus, avec ou sans travaux forcés (1).

(1) B. I. T., Série A, N° 29, p. 71.

Suivant ce texte, parconséquent, des actes qui, par eux-mêmes n'offrent aucun caractère répréhensible, exposent leur auteur à une peine dès l'instant qu'ils ont été accomplis intentionnellement et sans autorité légale et quand ils ont eu pour but d'obliger une personne à faire ou s'abstenir de faire un acte qu'elle était en droit d'exécuter ou, pour parler plus précisément, en cas de grève. quand les dits actes ont visé à obliger quelqu'un à entrer ou à sortir de la grève.

Il est à remarquer en outre, que comme en droit français, il n'est pas nécessaire que ce but ait été atteint, il suffit que les actes incriminés aient été accomplis. Ce sont les suivants :

1°) La violence ;

2°) L'intimidation, pour devenir illicite, il faut d'une part que les menaces qui ont ce but, soient susceptibles de faire comparaître leur auteur devant un tribunal. Il faut en outre, que ces menaces soient des menaces de violences sur la personne. Cependant, M. P. Boncour (1) cite un jugement du Recorder de Plymouth et un autre du juge de Newcastle décidant que « la pression morale » exercée par un ou plusieurs individus, constituait une intimidation ;

3°) Le « rattening » ou fait de priver un ouvrier de ses vêtements ou de ses outils en les détériorant ou en les cachant ;

4°) Le guet « watching » qui consiste à surveiller une maison ou un lieu quelconque dans le but d'intimider ses

(1) Op. cit., p. 217.

occupants. L'agent se borne à un rôle muet, au cas contraire, si par exemple il tentait d'entrer en communication avec ceux qui sont victimes de cet acte, il y aurait « picketing » (1).

Cette distinction a son importance, car le « picketing » n'est pas répréhensible dans tous les cas. Il peut, en effet, avoir lieu dans des buts différents. Il peut, certes, et ce sera la majorité des cas, être destiné à chercher à intimider les non grévistes, au besoin par la violence, afin qu'ils entrent dans la grève ; dans ce cas, il tombe sous le coup des sanctions prises contre les mesures d'intimidation ; mais il peut aussi être établi dans le but d'informer les grévistes, d'éviter qu'ils ne deviennent dupes de manœuvres frauduleuses ou de renseigner les non grévistes en leur faisant connaître, par exemple, les conditions dans laquelle la grève s'est engagée. Dans le premier cas, il est bien évident qu'il y a répression, tandis que la seconde situation est licite (2). D'ailleurs, ainsi que l'a fait remarquer M. P. Boncour (3), la distinction entre ces deux sortes de picketing est difficile à établir, puisque de deux mêmes faits, identiques par leurs manifestations extérieures, l'un sera réprimé et l'autre ne le sera pas, uniquement parce que leur but est différent : intimidation ou information. Or, on sait combien les recherches d'intention sont délicates.

Ce même auteur rappelle que la subtilité de la distinc-

(1) V. *supra*, p. 148.

(2) En ce sens P. PIC : « Les lois ouvrières », p. 190, en note et M. Paul BONCOUR, *op. cit.*

(3) *Op. cit.*, p. 214.

tion a provoqué des interprétations divergentes, de la part de la doctrine, et que les Trade-Unions déroutés par l'obscurité du texte, avaient demandé l'abrogation de l'art. 7 ;

5^o) L'entrave à la libre circulation par un des actes suivants :

a) Le siège ou le fait d'interdire l'accès d'une maison ou d'un lieu quelconque. Le « picketing » peut encore rentrer dans cette catégorie d'actes prohibés, si les groupes de grévistes veulent barrer la route aux ouvriers se rendant au travail ;

b) Le fait de suivre une personne. Il importe d'ailleurs de faire une distinction : pour que cet acte soit répréhensible, il faut en effet ou qu'il ait été fait méthodiquement (avec persistance), dit le texte, chaque jour par exemple ; dans ce cas, il suffit que la poursuite soit le fait d'un seul individu ou que le dit acte ait eu lieu par hasard (d'une manière désordonnée) et dans ce cas, il faut qu'il ait été commis par deux ou plusieurs individus.

Ce qu'on doit remarquer, au sujet de tous ces délits, c'est qu'ils ne procèdent pas du même principe que l'interdiction des coalitions. En effet, tandis que dans ce dernier système on pouvait dire qu'un acte permis en lui-même, était défendu parce qu'il était le fait de plusieurs ; les faits que nous venons d'énoncer sont répréhensibles quand bien même ils ne sont commis que par un seul individu.

Ce n'est d'ailleurs pas le dernier état de la législation anglaise. Deux arrêts rendus en 1900 par la Chambre des Lords, condamnèrent à des dommages et intérêts les auteurs de mise à l'index que l'on considérait comme

licite depuis la loi de 1875. Le King's Bench, appelé à statuer sur l'une de ces affaires, condamna un ouvrier à verser, en dédommagement à la partie plaignante, la somme énorme de 23.000 livres sterling.

A la suite du retentissement considérable qu'eurent ces affaires, les Trade-Unions engagèrent une nouvelle lutte afin de modifier la loi de 1875, et comme lors du vote de cette dernière loi, à la suite de nouvelles élections, elles parvinrent à faire admettre par la Chambre des Communes, le bill qui devait devenir le Trade disputes act de 1906.

Aux termes de cette loi, aucune poursuite judiciaire ne pouvait être intentée contre les Trade-Unions pour acte relatif à la préparation ou à la conduite d'un conflit du travail. Seules, les incriminations du droit commun leur étaient applicables en ce qui concerne les crimes et les délits que leurs membres pouvaient commettre.

En outre, l'art. 2 disposait (1) : il sera licite, pour une ou plusieurs personnes agissant en leur nom propre ou au nom d'un syndicat ou d'un employeur ou établissement individuel, en vue, ou pour la conduite d'un conflit industriel, de demeurer en faction devant la maison ou le lieu à proximité de la maison ou lieu où une personne réside ou travaille ou exploite une affaire, où peut se trouver, si les dites personnes sont ainsi de faction uniquement en vue d'obtenir ou de communiquer fréquemment des informations ou de persuader pacifiquement à une personne de travailler ou de s'abstenir de travailler.

(1) B. I. T., Série A, N° 29, p. 71.

Les actes de guet étaient donc autorisés dès l'instant qu'ils étaient faits sans violence ni menaces, de plus, le « picketing » d'information ou de persuasion était reconnu licite, ce qui était discuté auparavant.

Les circonstances devaient amener une modification de cette loi très libérale, mais cette fois, le changement devait se faire dans le sens de la répression. En effet, après la guerre, éclatèrent en Angleterre des grèves d'un caractère tout autre que celles du XIX^e siècle et du début du XX^e. Le caractère professionnel était prépondérant dans ces dernières, tandis que le caractère politique était fortement accusé dans les grèves plus récentes, tel fut le cas de la grève générale de 1926. Les abus qui en résultèrent obligèrent le législateur à intervenir et à restreindre la liberté qu'il avait si largement accordée.

Le Trade-And disputes act de 1927 revient au système de 1875 qu'il cherche d'ailleurs à préciser. C'est ainsi que dans les paragraphes 2 et 3 de l'art. 3, il donne cette définition du mal que doit craindre la personne qui est l'objet d'une mesure d'intimidation, « tout préjudice à une personne dans ses affaires, sa profession, son emploi ou une autre source de revenus et... tous torts pouvant donner prise à une action en justice ». Ainsi, aux termes de cette nouvelle loi, l'intimidation devient illégale non seulement si elle implique une menace de violences publiques, mais encore si elle fait craindre un préjudice pour la réparation duquel une action peut être intentée, par exemple l'injure, la diffamation, etc...

L'act fait en outre revivre les interdictions qui frappaient les faits du guet. Enfin, poursuivant son œuvre de

précision, il indique les caractères requis par le « picketing » pour être déclaré illégal, c'est-à-dire qu'il a exigé :

a) Que les grévistes soient en si grand nombre ou qu'ils aient une telle attitude, que les ouvriers en soient intimidés ;

b) Que la paix publique s'en trouve menacée.

Bien qu'il procède par des moyens différents, le droit anglais parvient à un résultat semblable à celui obtenu par notre législation. Dans notre système, en effet, la notion très large de violence et de menace (1) permet d'incriminer tous les actes d'intimidation, comme le « picketing », le « rattening » ou les actes de guet. Il faut toutefois remarquer que par suite du principe de l'interprétation stricte du droit pénal, le système anglais qui distingue soigneusement chaque infraction, nous paraît préférable au système français qui aboutit à donner au juge l'arbitraire le plus complet.

(1) V. notamment Trib. Marseille, 16 mars 1910. S. 1913-2-227. — Cour Paris, 5 avril 1911. D. 1912-2-277.

Conclusion

Ainsi que nous l'avons indiqué au cours de cette modeste étude, la protection du travail se résume en l'état actuel de la législation française dans les art. 414 et 415.

Ces articles, malgré leur point de vue étroit, puisqu'ils envisagent la protection de la liberté du travail qu'en cas de grève ou de lock-out garantissent cependant assez bien cette liberté du travail en défendant l'individu contre l'emprise que les groupements organisés tendent à lui faire subir. En raison précisément de cette protection, les protagonistes de la toute puissance syndicale ont maintes fois demandé leur suppression, les arguments qu'ils ont invoqués ont été de toutes sortes (1).

Ils se sont placés d'abord uniquement sur le terrain juridique, et ont prétendu que ces articles compliquaient

(1) Les arguments qui vont suivre sont indiqués par M. COUTANT dans la proposition déposée par lui le 11 juillet 1898 et renouvelée le 3 juillet 1906 (*J. O.*, Chamb. doc. parl. N° 194, p. 751) et GROUSSIER dans le projet de Code du travail élaboré avec d'autres collaborateurs et tendant, dans le même esprit que la loi anglaise de 1906, à supprimer toute responsabilité civile des syndicats pour faits de grève. Les socialistes n'ont d'ailleurs pas été les seuls à soutenir cette opinion, c'est ainsi qu'en 1907 M. BARTHOU a réclamé l'abrogation pure et simple des art. 414 et 415. (*J. O.*, doc. parl. 14 janv. 1907, p. 42). Il a exposé sa manière de voir dans un article paru sous sa signature dans la *Nouvelle Revue* le 1^{er} fév. 1901.

inutilement la législation pénale, les dispositions qu'ils contiennent faisant double emploi avec d'autres incriminations du Code pénal. Ces articles, disaient-ils, prévoient en effet, les menaces, les voies de faits et les manœuvres frauduleuses ; or, les menaces sont réprimées par les articles 305 et suivants du Code pénal, tandis que les auteurs de violences et voies de faits sont passibles des peines des articles 309 et suivants. Mais on peut rejeter cette opinion en indiquant, d'une part, que les manœuvres frauduleuses ne sont en elles-mêmes l'objet d'aucune autre incrimination et que d'autre part les menaces et violences réprimées par l'article 414 doivent s'entendre plus largement que celles des articles 305 à 309. En outre, on peut ajouter que l'article 414 augmente la pénalité et aussi qu'il punit de peines correctionnelles les voies de faits qui, selon le droit commun, n'exposeraient leurs auteurs qu'à des peines de simple police. Se plaçant précisément à ce dernier point de vue, les partisans de l'abrogation des articles 414 et 415 ont estimé qu'il était illogique de considérer comme une cause d'aggravation le fait de se livrer à des violences ou à des voies de fait, au cours d'une grève, dès l'instant que la grève est reconnue licite et qu'il était plus illogique encore d'autoriser, comme le fait l'article 415, le juge à aggraver la pénalité lorsque ces violences, menaces ou manœuvres ont été commises par suite d'un plan concerté, alors qu'en lui-même, le concert est devenu l'exercice d'un droit.

Pourtant les raisons données par E. Ollivier à qui cette critique avait déjà été faite, semblent convaincantes. Le mal souffert par un individu n'est-il pas plus grave quand

a la violence physique ou morale s'ajoute l'impossibilité de gagner son pain quotidien et la perspective de la misère pour une famille entière ? N'est-il pas logique, dans ce cas, d'aggraver les peines du droit commun ?

Les adversaires des articles 414 et 415 leur ont, d'autre part, reproché d'être des incriminations de classes, et de ne s'appliquer qu'à une catégorie de citoyens et ouvriers, les délits semblables commis par les patrons (1) échappant le plus souvent à toute répression. Cette argumentation n'est pas nouvelle, elle a déjà été employée lors de la discussion de la loi de 1884 par M. Allain Targé et il faut reconnaître qu'elle a son poids, mais la faute n'est pas au législateur si l'absence de manifestation extérieure de la part des patrons ne permet pas à l'accusation de prouver la matérialité du délit et ce n'est pas une raison pour ne pas réprimer l'atteinte à l'ordre social portée par les ouvriers.

Tous ces arguments ont été successivement repris par de nombreux projets et propositions de lois déposés sur le bureau de la Chambre des députés et tendant à l'application du droit commun aux délits commis dans les grèves par l'abrogation des articles 414 et 415 (2). Il ne

(1) V. notamment le jugement et l'arrêt de Lyon cités *supra*, p. 136.

(2) Voir notamment : *J. O. EFFE*, Chamb. doc. parl. p. 1381, prop. BOYER, CAMÉLINAT, BASLY et CLOVIS HUGHES. — *J. O.* 1891, Chamb. doc. parl. p. 2504 et 2922, prop. BAUDAIN, DUMAY et BAULARD. — *J. O.* 1899, Chamb. doc. parl. annexe N° 180, prop. BASLY, LAMENDIN et DEFONTAINE. — *J. O.* 1903, Chamb. doc. parl. annexe N° 703, prop. VAILLAND, ALLARD. — *J. O.* 1903, Chamb. doc. parl. p. 77, prop. BARTHOÜ.

Depuis la guerre il semble que cette tendance ait été absorbée par un mouvement parallèle visant à organiser la grève, à lui ôter son

nous semble pas possible d'approuver cette manière de voir, d'une part parce que l'argumentation des partisans de l'abrogation des articles 414 et 415 ne nous semble pas convainquante et, d'autre part, parce que ces textes constituent le dernier rempart protégeant dans le domaine du travail l'individu contre l'emprise des syndicats, emprise que ces derniers tendent naturellement à exagérer. Il est fatal en effet, qu'aussi longtemps que les conflits du travail ne pourront se trancher que par la force, chacun des groupes d'intérêts en présence cherchera à avoir le maximum de puissance et partant, s'efforcera par tous les moyens possibles, y compris les violences, d'amener les neutres à prendre parti dans le conflit. Dans ces conditions, sans vouloir tomber dans l'excès de la Révolution, il est impossible de laisser l'individu sans défense spéciale en tant que travailleur où c'en serait fait de sa liberté.

Nous estimons donc que les articles 414 et 415 du Code pénal doivent être maintenus.

Bien plus, nous croyons que ce maintien n'est pas à lui seul suffisant et qu'il faut compléter les textes. La liberté du travail nous semble, en effet, mal garantie actuelle-

caractère de brutalité et à lui donner plutôt le caractère d'une contestation juridique.

Voir en ce sens proposition E. RAVARIN du 10 mars 1911 et 20 mai 1920. — *J. O.* 1911, Chamb. doc. parl. N° 813. — *J. O.* 1920, Chamb. doc. parl. annexe N° 901.

Projet de Code du travail de GROUSSIER précité. — *J. O.* 1906, Chamb. doc. parl. annexe N° 183, prop. COUTANT. — *J. O.* 1906, Chamb. doc. parl. annexe N° 14, prop. MILLERAND. — *J. O.* 1920, Chamb. doc. parl. annexe N° 2040, prop. DUREFOUR, repris par LOUCHEUR (17 janvier 1929).

ment du fait que le législateur ne s'est occupé que d'un aspect du problème : il n'a pas protégé la liberté du travail en elle-même, il ne l'a protégée que dans le cas de grève ou de lock-out. Dès l'instant que cet élément fait défaut, le travail est sans protection contre les pressions de toutes sortes qui s'exercent sur lui. Cette restriction de la répression est telle que la jurisprudence, pour y remédier, a dû construire tout un système qui, à la vérité, s'avère assez efficace, mais se trouve malheureusement en marge des textes. C'est pourquoi, en plus du maintien des articles 414 et 415 du Code pénal, nous proposons de consacrer législativement l'ensemble des règles dégagées par la jurisprudence. Il nous paraît en outre nécessaire d'élargir la répression des atteintes à la liberté du travail, en rétablissant l'ancienne incrimination de l'article 416 qui avait le double avantage d'assurer la protection de la liberté du travailleur dans tous les cas où une contrainte morale pouvait être exercée sur ce dernier, et de proportionner la pénalité à la gravité de l'infraction, la contrainte morale ne devant pas être en effet punie aussi sévèrement que la violence physique.

Afin de permettre d'autre part à la discipline syndicale de s'exercer, nous pensons qu'il faudrait donner au syndicat la possibilité de prononcer des mises à l'index, mais avec la restriction que cette mise à l'index devrait avoir pour but la défense des intérêts professionnels et ne pourrait être prononcée que contre des syndiqués.

Mais est-ce à dire cependant que nous trouverions entièrement satisfaisante la protection ainsi donnée à la liberté du travail ? Assurément non. Nous croyons en

effet que le meilleur moyen de la protéger consiste à supprimer, dans la mesure du possible, le recours à la force pour le règlement des conflits entre patrons et ouvriers. Nous croyons qu'il convient pour cela de rejeter définitivement cette idée inhumaine du travail marchandise qui ne tient aucun compte de la dignité de l'ouvrier et que la lutte des classes, dont nous constatons malheureusement trop souvent les tristes conséquences, doit faire place à la collaboration du capital et du travail dans la profession organisée.

Maurice REGNAULT.

Lu et approuvé :

Vu :

Nancy, le 13 Avril 1934

Nancy, le 14 Avril 1934

Le Président de la Thèse, Le Doyen de la Faculté de Droit,

A. HENRY.

F. SENN

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, le 14 Avril 1934

Le Recteur de l'Académie,

L. BRUNTZ,

Président du Conseil de l'Université

Bibliographie

Ouvrages généraux

- BLANCHE. — *Etudes pratiques sur le Code pénal 1888.*
- FAUSTIN HÉLIE. — *Pratique criminelle des Cours et Tribunaux 1928.*
- GARAUD. — *Traité, théorique et pratique du Droit pénal français.*
Tome VI.
- GARÇON. — *Code pénal annoté.*
- HUGUENET. — *Cours de Droit criminel.* Paris 1929/30.
- HUGUENET. — *Revue pénitentiaire de Droit pénal 1927 et 1933.*
- LE POITTEVIN. — *Dictionnaire pratique des Parquets.*
- Paul PIC. — *Traité élémentaire de législation industrielle (Les lois ouvrières) 1930.*
- PLANIOI et RIPERT. — *Traité pratique de Droit civil français, avec le concours de P. Esmein.* Tome VI.
- ROUAST. — *Cours de législation industrielle.* Paris 1930/31.
- Bulletin des arrêts de la Cour de Cassation.*
- Bulletin officiel du Ministère de l'Intérieur.*
- Code pénal annoté de Dalloz.*
- Etudes et documents du Bureau International du Travail, série A.*
Vie sociale, n° 29.
- Recueil périodique de Dalloz.*
- Recueil des lois et arrêts de Sirey.*
- Répertoire des Pandectes françaises.* V. Coalition.
- Répertoire pratique de Dalloz.*

Ouvrages spéciaux

- BLACHE. — *La mise à l'index, thèse.* Paris 1913.
- BRETHER DE LA GRESSAYE. — *Le syndicalisme, l'organisation professionnelle et l'Etat,* 1930.
- CHAPUIS. — *Le délit d'atteinte à la liberté du travail, droit comparé, thèse* Lausanne 1932.
- DONADÉI. — *Conséquences du droit de grève au point de vue pénal et civil, thèse* Aix 1902.
- FALCOZ. — *Entraves à la liberté du travail, thèse* Paris 1911.

- FABREGUETTES. — *La question sociale. Le contrat de travail* 1896.
GUINCÈTRE. — *Entraves à la liberté du travail*, thèse Paris 1903.
GROS. — *L'interdiction de travail*, thèse Aix 1905.
HAMELET. — *La grève*, thèse Paris 1903.
IZAURE. — *L'évolution de l'idée d'organisation professionnelle chez les catholiques sociaux en France*, thèse Bordeaux 1932.
LEVASSEUR. — *Histoire des classes ouvrières et de l'industrie en France avant 1789-1901*.
PAUL BONCOUR. — *Le Fédéralisme économique*, 1900.
POUGET. — *La grève au point de vue juridique*, thèse Bordeaux 1907.
SÉON. — *La responsabilité pénale et civile des syndicats professionnels*, thèse Dijon 1900.
VINTILO-CHRISTISCO. — *Essai sur le fondement juridique du droit de grève*, thèse Paris 1921.

Publications périodiques et Revues

- Nouvelle Revue 1901, p. 321, article de M. Barthou sur « des attentats à la liberté du travail ».
Revue critique de législation et de jurisprudence, 1884, p. 391, article de M. Thaller.
Revue critique de législation et de jurisprudence, 1864, p. 399, article de M. Batbie sur « la loi sur les coalitions ».
Revue générale du droit de la législation et de jurisprudence, 1892, p. 408, article de M. César Bru « de la portée de la portée de l'abrogation de l'article 416 du Code pénal par la loi du 21 mars 1884 ».
Revue des deux Mondes, 1901, p. 5, article de M. E. Ollivier sur « la loi des coalitions ».
BRETHE DE LA GRESSAYE. — Note sous. S. 1931-2-201.
DUPUICH. — Note sous. D. 1897-1-537.
ESMEN. — Note sous. S. 1898-1-17.
Pierre GARAUD. — *Semaine juridique*, 1929, p. 856.
Paul PIC. — Note sous. D. 1933-1-119. — D. 1932-2-89. — D. 1913-2-81.
ROUX. — Note sous. S. 1922-1-233. — S. 1922-1-235. — S. 1913-2-227.
-

Table des Matières

I. — Introduction.. . . .	9
II. — Historique	13
III. — Mode de répression des atteintes à la liberté du Travail	
prévu par la loi de 1864.. . . .	59
PREMIER ELÉMENT	61
Violences et voies de fait.. . . .	63
Menaces.. . . .	65
Manœuvres frauduleuses.. . . .	75
SECOND ELÉMENT.. . . .	86
Relation de cause à effet.	86
TROISIÈME ELÉMENT.. . . .	90
But poursuivi.	90
QUATRIÈME ELÉMENT.. . . .	92
Intention délictuelle.. . . .	92
Pénalités.	93
Personnes punissables.	96
IV. — Portée de l'abrogation de l'article 416.	105
V. — Droit comparé.	147
VI. — Conclusion	159
VII. — Bibliographie.	166
